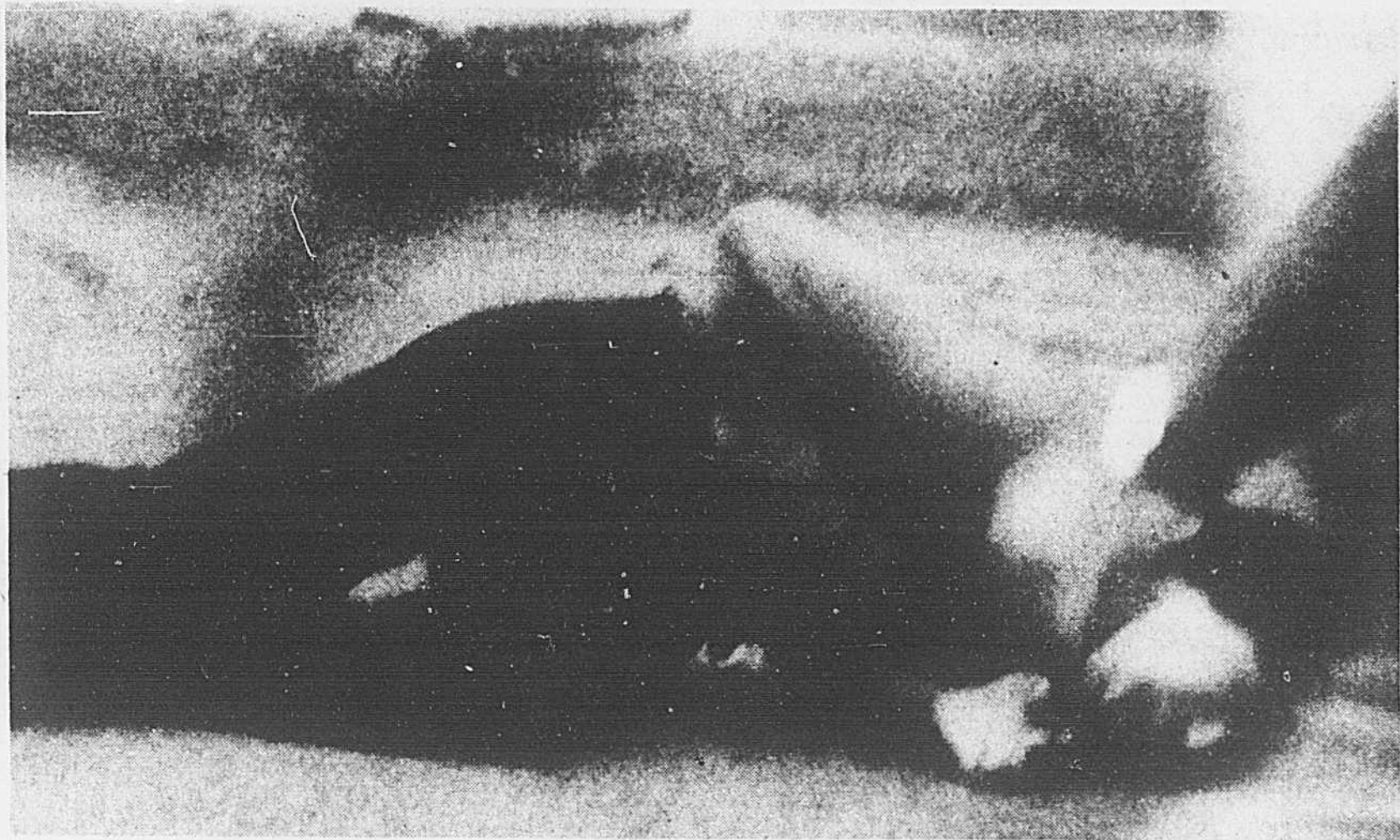


Robin Hood: les gardes tirent sur des grévistes



A gauche, un gréviste s'écroule, blessé gravement à la poitrine; à droite, le franc-tireur le plus remarqué de toute cette affaire sur laquelle le ministère de la Justice fera enquête. La police a arrêté trois gardes de sécurité et saisi quatre fusils de calibre .12 ainsi que des munitions de calibre .32. (Ces photos sont tirées d'un film tourné par le poste de télévision CFRC). — page A 3

la presse

LE PLUS GRAND
QUOTIDIEN
FRANÇAIS
D'AMÉRIQUE

MONTREAL,
SAMEDI 23 JUILLET 1977
93e ANNÉE, No 174
184 PAGES, 12 CAHIERS

50 CENTS
Abon. Côte Nord: 50c
ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI \$1.40

METEO
Ensoleillé et plus chaud
Minimum 9 - Maximum 26
Demain: chaud, averses en fin de journée
Détails à la page A 2

Langue: Québec offre aux autres provinces de conclure des accords de réciprocité

par Daniel L'HEUREUX
de notre bureau de Québec

QUEBEC — Le gouvernement du Québec a officiellement invité les neuf autres provinces du Canada à conclure des accords de réciprocité sur la langue d'enseignement, accords qui permettraient éventuellement aux Canadiens anglophones des autres provinces qui viendraient s'installer ici d'avoir accès à l'école anglaise.

Pour le premier ministre René Lévesque, qui a rendu publique hier la lettre qu'il a envoyée à cette fin à ses neuf homologues provinciaux, il s'agit d'un moyen de

rétablir un équilibre équitable entre le sort de la minorité anglophone du Québec "qui a toujours été extraordinairement surprivilegiée" et les minorités francophones hors Québec qui n'ont jamais eu "le quart du commencement de la queue du même traitement".

L'opposition libérale à l'Assemblée nationale a cependant accueilli l'annonce de cette offre avec une tout autre vision, estimant qu'il s'agit là d'une politique odieuse qui, selon le mot de M. Gérard-D. Lévesque, fait des enfants du Québec de véritables otages.

ges. Le député d'Outremont, M. André Raynauld, a même parlé "d'échange de prisonniers".

L'intention du Québec de conclure des accords de réciprocité, qu'il s'agit là ni plus ni moins que d'un marchandage, et qu'on ne marchandait pas sur la tête des enfants d'école.

Prenant la parole hier aux Communautés, M. Trudeau a déclaré n'avoir pas encore lu la lettre

Un quotidien anglophone ayant pris la peine d'obtenir les réactions des premiers ministres provinciaux.

— Voir LANGUE, page A 2

envoyée jeudi par M. Lévesque aux premiers ministres des autres provinces. Il s'élève toutefois contre le principe même de cette lettre, qui souhaite l'éta-

— Voir TRUDEAU, page A 2

Trudeau leur demande de refuser

de notre bureau d'Ottawa

Le premier ministre Trudeau demande aux provinces anglophones de rejeter l'entente linguistique proposée par le gouvernement québécois, disant

qu'il s'agit là ni plus ni moins que d'un marchandage, et qu'on ne marchandait pas sur la tête des enfants d'école.

envoyée jeudi par M. Lévesque aux premiers ministres des autres provinces. Il s'élève toutefois contre le principe même de cette lettre, qui souhaite l'éta-

Le boom des cliniques

Les cliniques médicales privées poussent, semble-t-il, comme des champignons, au Québec, et leur expansion s'accroît. À travers le branle-bas de ce qu'on a appelé la "réforme de la santé", la prolifération des cliniques a pratiquement échappé à l'attention de la population québécoise. Les cliniques privées pourtant se financent à même les revenus des médecins, revenus tirés du régime universel d'assurance-maladie. Au cours de l'exercice financier 1976-77, la contribution des employeurs et des particuliers au régime d'assurance-maladie s'est élevée à \$397.6 millions. Ce dossier traite donc d'une affaire publique! À compter d'aujourd'hui, la série d'articles de notre journaliste Nicole BEAUCHAMP décrira et analysera le phénomène du "boom" des cliniques privées au Québec.

— page A 7



VIVRE
aujourd'hui sous la chaleur, en pleine ville . . .

photo Michel Gravel, LA PRESSE
— page H 1

sommaire

Arts et Lettres:	
— Informations:	D 1 à D 16
— Horaires:	D 6
Bandes dessinées:	E 10
Bricolage:	H 6
Bridge:	E 12
Décès, naissances, etc.:	E 14 et E 15
Échecs:	E 12
Économie:	A 12 à A 15
Êtes-vous observateur?:	F 3
Horoscope:	E 10
Informations étrangères:	A 16 et A 17
Jardins et maisons:	H 6 et H 7
La gastronomie:	D 17 à D 20
La grille des mordus:	G 3
Les cocasseries:	G 1
Les maux de notre langue:	H 2
Loisirs et récréation:	E 11
Mon oeil sur Montréal:	H 5
Mot-mystère:	E 10
Mots croisés:	E 10
Nos amies les bêtes:	H 10
Petites annonces:	F 2 à F 8, G 1 à G 7, H 8 à H 19
Radio et télévision:	
— Horaires:	H 5
Sciences:	E 13
SIMONE SIGNORET:	G 1
Sports:	B 1 à B 6
— Chasse et pêche:	B 3
Timbres:	E 12
Vacances-voyages:	E 1 à E 9

Cibles préférées de l'avocat d'Antonio Flamand

Violente sortie du juge Quimper pour la défense des policiers-enquêteurs

par Jean-Guy DUGUAY
envoyé spécial de
LA PRESSE

ROUYN-NORANDA — La décision subite et inattendue du procureur de la Couronne, Me Jean Morin, de mettre fin à la présentation de la preuve d'actes similaires, hier au Palais de justice de Rouyn-Noranda, d'une violente saute d'humeur du juge Charles-B. Quimper. Celui-ci s'est effusé de ce que le procureur de la défense, Me Guy Bertrand, se serve de dossiers provenant des filiales de la Maison Rouyn-Noranda afin de diriger avec plus de justesse ses salves de questions vers les témoins de la Couronne et a fait une violente sortie destinée à venir à la défense des deux policiers-enquêteurs victimes des attaques répétées de Me Bertrand.

"Je suis tanné qu'on charrie les policiers-enquêteurs de la Sûreté du Québec et qu'on les accuse d'avoir trafiqué la preuve et les témoignages des jeunes filles qui se sont présentées à la barre. Ce ne sont pas les agents Vachon et Désilet qui ont décidé de faire subir un procès à M. Flamand, mais bien le juge Gobeil, après une préenquête", a lancé le juge Quimper, après avoir pris bien soin de lever l'embargo imposé la veille sur cette partie de l'audience, comme sur le reste des délibérations de la matinée d'ailleurs, afin de s'assurer que les journalistes feraient le message.

Me Bertrand était revenu à la charge contre les policiers lundi dernier, d'avoir influencé les témoignages des jeunes filles, toutes d'anciennes pensionnaires de la Maison Rouyn-Noranda, qui sont venues témoigner pour la Couronne.

Le procureur de la défense n'y était pas allé avec le dos de la cuillère cette fois-ci: "Le détective privé Gaétan Rivard, ancien agent de la SQ, grand ami du chef de police de Rouyn, pas particulièrement sympathique à Antonio Flamand et à la maison de réhabilitation qu'il a fondée, et grand ami de l'ennemi juré de mon client (Bonneville) a lancé à la face des agents de la SQ un mois seulement après le début de son enquête le dossier rempli de témoignages arrachés à des témoins influençables.

"Ceux-ci se sont empressés de prendre la relève et de trouver des preuves visant à salir la réputation de Me Flamand", a-t-il lancé au juge. "Nous nous chargeons de vous démontrer en défense que toute cette affaire n'est qu'un coup monté dicté par un instinct de vengeance des plus bas."

Le dénommé Jean-Pierre Bonneville, si souvent la cible des sorties de Me Bertrand, est cet homme d'affaires et financier de Rouyn, propriétaire entre autres de l'hebdomadaire "La Frontière" qui, avec l'ancien chef créditiste Réal Caouette, s'était vu forcé de payer des dommages de \$18,000 à M. Flamand en septem-

bre 1976, à la suite d'un règlement hors cours dans l'affaire des "mille motels".

Déjà au cours de ce procès, l'avocat de M. Bonneville avait tenté de mettre en preuve le comportement moral et les mœurs de l'ancien directeur de la Maison, mais cette requête avait été rejetée par le tribunal et la Cour d'appel. Jean-Pierre Bonneville purge présentement une peine de prison, les fins de semaine, relativement à une condamnation encourue pour avoir vendu de la viande de cheval pour de la viande de boeuf l'an dernier.

Quant aux deux témoignages entendus hier matin, ils n'ont en-

rien étoffé la preuve de la Couronne. Une jeune fille a déclaré que M. Flamand avait tenté de l'embrasser sur la bouche, après qu'elle lui eut présenté la joue, "mais y a rien là", s'est-elle empressée d'ajouter. L'autre a déclaré que l'accusé lui avait demandé si "ça" la tentait.

"Les autres témoins que je désire faire entendre n'apporteraient rien de positif à l'accusation. La preuve est close sur les dix chefs d'accusation", a conclu Me Morin.

La défense aura l'occasion de se faire entendre lorsque le procès reprendra le 15 août prochain à 14 heures.



M. Antonio Flamand

Lors de la visite de la Maison Rouyn-Noranda

Flamand rabroué

de notre envoyé spécial

ROUYN-NORANDA — Le juge Charles-B. Quimper a décidé, après la clôture des audiences, hier, d'aller visiter la Maison Rouyn-Noranda, soi-disant lieu de débauche où auraient eu lieu les crimes sexuels dont M. Antonio Flamand est actuellement accusé.

Membre du cortège de policiers, de journalistes et d'officiels qui accompagnaient le juge, M. Flamand s'est fait gentiment rabrouer par le juge Quimper, lors de cette visite, alors qu'il a tenté à quelques reprises de faire la preuve de l'impossibilité de certains des actes qui lui sont imputés dans un des témoignages.

L'édifice construit pour recevoir 105 enfants - problèmes en 1971, une initiative de M. Flamand lui-même qui en a été directeur général jusqu'à sa démission en mai dernier. Il était donc en excellente position pour faire faire "le tour du propriétaire" et il ne s'est pas gêné pour vanter l'aménagement physique de l'institution et ses méthodes thérapeutiques.

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE A1

blissement d'accords de réciprocité au niveau de la langue d'enseignement.

Tous les Canadiens ont le droit d'être éduqués dans leur langue, de réaffirmer M. Trudeau, et ce droit n'est pas négociable. Il y a quelques semaines, le premier ministre proposait même d'amender la constitution, de façon à ce que le gouvernement fédéral puisse s'occuper des droits linguistiques des minorités anglaises au Québec et françaises dans les autres provinces.

Au moins deux ministres libéraux avaient même parlé de faire de ce changement constitutionnel le thème majeur des futures élections fédérales. "M. Lévesque vous coupe l'herbe sous le pied", de déclarer M. John Diefenbaker au premier ministre, qui a rappelé que la charte qu'il proposait à Victoria, en 1971, avait justement pour but d'assurer la protection des minorités linguistiques.

MINI-LOTO

Série 24	58649	\$50,000
Série 34	32933	\$50,000
Série 16	38065	\$50,000
Série 22	75613	\$50,000

LOTO-PERFECTA

4 - 7 - 15 - 19 - 25 - 28
COMPLÉMENTAIRE
10

LA MÉTÉO

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum: 9 Maximum: 26 Ensoleillé	Averses en fin de journée

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	8	25	Nébulosité croissante	averses
Outaouais	9	26	Ensoleillé	nébul. croissante
Laurentides	6	25	Ensoleillé	nébul. croissante
Cantons de l'Est	6	25	Ensoleillé	averses
Mauricie	6	24	Nébulosité croissante	averses
Québec	6	25	Ensoleillé	nébul. croissante
Lac-Saint-Jean	6	24	Nébulosité croissante	averses
Rimouski	6	20	Ensoleillé	averses
Gaspésie	6	20	Ensoleillé	averses
Bas-Caraïbe	6	20	Ensoleillé	averses
Sept-Îles	6	20	Ensoleillé	averses

au Canada

Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Victoria	10	
Alberta	Edmonton	7	25
Saskatchewan	Regina	18	32
Manitoba	Winnipeg	14	30
Ontario	Toronto	16	24
Nouveau-Brunswick	Fredericton	14	21
Nouvelle-Écosse	Halifax	15	21
Île-du-Prince-Édouard	Charlottetown	15	18
Terre-Neuve	Saint-Jean	13	20

si vous partez...
aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	24	29	Chicago	20	28	Nlle-Orléans	23	35
Washington	24	31	San Francisco	13	20	Miami	26	31
Boston	21	27						

vers les capitales

Amsterdam	17	Londres	20	Stockholm	19
Athènes	31	Le Caire	32	Sydney	9
Berlin	18	Lisbonne	24	Tokyo	26
Bruxelles	18	Madrid	28	Tunis	29
Casablanca	22	Moscou	26	Vienne	21
Genève	20	Paris	21	Varsovie	18
Hong Kong	29	Rome	27		

vers les plages

Acapulco	25	32	Bermudes	26	30	Nassau	24	30
Mexico	12	25	Barbade	25	30	Rio de Janeiro		

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 708, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seul la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations par d'autres que LA PRESSE sont expressément réservés. Couverture de la deuxième classe. Enregistrement (numéro 1400) - Port de registre gratuit.

TARIFS D'ABONNEMENTS			
Livraison à domicile: Lundi au samedi	\$1.40		
Lundi au vendredi	\$1.25		
Samedi seulement	0.50		
ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE			
par courrier: Nombre de semaines	13	26	52
Lundi au samedi	\$16.80	\$32.20	\$63.00
Lundi au vendredi	\$15.00	\$28.75	\$56.25
Samedi seulement	\$12.00	\$23.50	
par courrier: Lundi au samedi	\$28.60	\$57.20	\$114.40
Lundi au vendredi	\$21.45	\$42.90	\$85.80
Samedi seulement	\$10.01	\$20.02	\$40.04
* Minimum de 26 semaines			
Côte-Nord, par avion,	0.50		
Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 9h à 19h (Samedi: 9h à 16h).			
285-6911			
INFORMATION GÉNÉRALE			
RÉDACTION	285-7272		
EDITORIAL	285-7070		
PROMOTION	285-7030		
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7100		
PETITES ANNONCES (annonces classées)			
Commandes	285-7111		
du lundi au vendredi: 9h à 17h			
Pour changer ou annuler	285-7205		
du lundi au vendredi: 9h à 16h 30h			
GRANDES ANNONCES			
Détailants	285-7202		
National, Tele-Presse, Vacances, voyages	285-7306		
Carrières et professions, nominations	285-7320		
COMPTABILITÉ			
Grandes annonces	285-6892		
Petites annonces	285-6901		

SPECIAUX



CHIEFTAIN

23c. 1977

Equipé

\$19,900

QUANTITE LIMITEE

AUTO

PONTIAC

CATALINA 1975

2 portes, tout

équipée, pneus

neufs Pirelli

Special

\$2795

MOTORISES

MINNIE

Camper 1976

9,000 milles, tout

équipé

SPECIAL

GRAND

SPECIAL

\$6995

ROULOTTE

GOLDEN

FALCON

29 pieds, tout

équipée

\$6995

VENTE — SERVICE — LOCATION
SPORT NAT. INC.

Mtl 866-9318

R.S. 656-4200

WINNEBAGO

LANGUE

SUITE DE LA PAGE A1

vinciaux, dont certains se sont montrés favorables à l'idée, le cabinet Lévesque a décidé de faire une offre plus officielle.

Offre qui comporte que, moyennant un accord de principe à court terme, une disposition pourrait être incluse dans le projet de loi 101 pour ouvrir la porte à la conclusion de telles ententes.

Quant aux négociations sur le contenu, elles pourraient être amorcées dès le mois prochain, à l'occasion de la conférence des premiers ministres.

Le projet de loi 101, rappelle-t-on, maintiendrait l'existence du réseau scolaire anglophone mais en réserverait l'accès, outre à ceux qui y sont déjà inscrits légalement, à ceux dont le père ou la mère a fait, au Québec, ses études primaires en anglais.

Cette disposition, qualifiée de "clause Québec" par ceux qui ont suivi le débat sur la langue, permettrait à la minorité anglaise déjà installée au Québec de s'assurer, ainsi qu'à ses descendants, le droit à son réseau d'enseignement. Mais, au tiraillement avoué du premier ministre, les anglophones des autres provinces du Canada qui viendraient s'installer au Québec dans l'avenir n'auraient pas accès à l'école anglaise.

Or, c'est justement ce que le Québec serait prêt à offrir aux autres provinces... mais dans le cadre d'accords de réciprocité.

Est-ce à dire que les anglophones de l'extérieur s'installant au Québec n'auraient accès à l'école anglaise que si leur province d'origine peut offrir aux francophones québécois l'école française de la maternelle à l'université?

Pas nécessairement, s'il faut en juger par les explications fournies aux journalistes par le Dr Camille Laurin. Selon ce dernier, le Québec pourrait aborder les négociations avec les autres provinces en visant une réciprocité "égale et équilibrée", ce qui ne voudrait toutefois pas dire nécessairement que le Québec obtienne "une parfaite égalité mathématique".

"On pourrait tenir compte de facteurs pondérables comme la bonne volonté", de dire le parrain de la Charte de la langue française.

Selon M. Laurin, les accords avec l'une et l'autre province ne suivraient pas nécessairement un modèle identique: "On ne part pas avec des notions irréalistes, on sait bien qu'il ne serait pas possible d'exiger un réseau français en Alberta ou en Saskatchewan. On pourrait par contre être beaucoup plus exigeant avec le

Nouveau-Brunswick et l'Ontario".

En réponse aux questions de l'opposition à l'Assemblée nationale, le premier ministre René Lévesque a laissé échapper que les accords de réciprocité pourraient viser non seulement la langue d'enseignement pour ceux qui s'installent ou quittent le Québec, mais aussi pour les francophones déjà installés dans d'autres provinces.

Selon le Dr Laurin, c'est "indirectement" et "par la bande" que les accords de réciprocité pourraient favoriser les francophones hors Québec: en négociant des accords pour les Québécois qui iraient demeurer dans une autre province, le Québec ne pourra que favoriser ceux qui y sont déjà. Mais il n'est pas question, semble-t-il, que le Québec cherche à négocier le sort des minorités francophones hors Québec contre la situation réservée aux anglophones qui vivent déjà au Québec.

A l'Assemblée nationale, les députés libéraux ont signifié à travers plusieurs questions leur vive opposition à ces accords de réciprocité.

C'est ainsi que le député libéral John Ciaccia a voulu savoir si le gouvernement n'utilisait pas en cela la minorité anglophone comme pion dans son jeu politique.

Ce à quoi le premier ministre a répondu qu'il s'agissait de rétablir l'équilibre entre le traitement qui pourrait être accordé à des Québécois qui vont résider dans une autre province et celui qui serait réservé aux Canadiens anglais venant s'installer ici.

Mais quelle négociation cela peut-il amener avec des provinces comme l'Ontario et le Nouveau-Brunswick où il y a déjà des écoles françaises auxquelles les francophones venant du Québec ont le droit de s'inscrire, a voulu savoir le député Raymond Garneau.

"Sur papier, les droits sont là, mais l'exercice du droit, c'est une autre chose", de répondre M. Lévesque.

Au député Bryce Mackasey, le premier ministre expliquera qu'il ne serait pas d'accord pour appuyer un amendement à la Constitution du Canada pour garantir les droits des minorités. Ne voyant dans cette intention de M. Trudeau qu'une manœuvre électorale, M. Lévesque préfère des accords avec les provinces, s'inscrivant à la fois le cadre des accords interprovinciaux qui existent déjà et préfigurant en même temps le genre d'association qu'un Québec indépendant voudrait avoir avec les autres provinces.

FONDÉE EN 1965

254-7571

SOUDURE
★
SERVICE
DE GRUE

FER ORNEMENTAL

ESTIMATION FINANCEMENT
GRILLE SÉCURITÉ • AUVENT
BALCON • CLÔTURE • ESCALIER
RECROUVEMENT D'ALUMINIUM
RÉNOVATION DE GALERIE DE BOIS

2289, RUE LÉTOURNEUX, MTL
R. Poulin, président

Cuisine A

La Cuisine qui correspond au goût des plus exigeants...

Nous vous offrons diverses possibilités d'aménagements, un choix de bois les plus beaux et les plus variés.

DÉPOSITAIRE DES CUISINES ALNO
PLANIFICATION, INSTALLATION, RÉNOVATION.

Cuisine A aux Galeries du Décor, sur l'emplacement des Galeries d'Anjou entre Arlington et le Castor Bricoleur.

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi, mardi et mercredi de 9h à 18h.
Jeudi et vendredi de 9h à 21h. Samedi de 9h à 17h.

354-8824

DIMANCHE: salle d'exposition ouverte de 11h à 16h

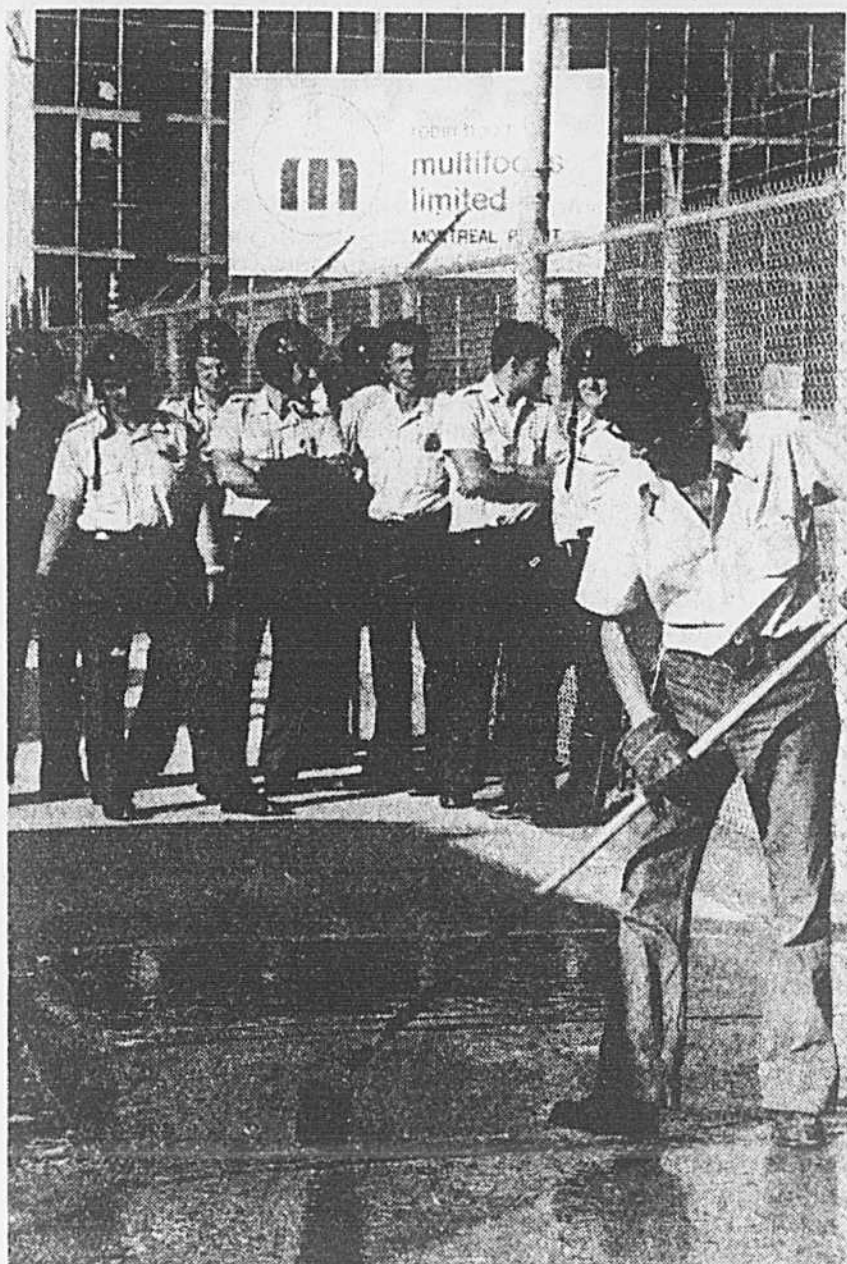


photo Armand Trotter, LA PRESSE
Après les incidents, il a fallu nettoyer les marques de sang sur les trottoirs et la chaussée, en face de l'usine de la Robin Hood.



photo CFCF-TV
Richard Pitre, 20 ans, est soutenu par des compagnons après avoir été atteint aux poumons.

Chez Phénix et Ogilvie

Arrêt du mouvement de retour au travail

par Denis Vincent

L'usine Robin Hood dans l'ouest de Montréal a été transformée hier midi en champ de bataille alors que des gardes de sécurité d'une agence jusqu'ici inconnue de la police ont ouvert le feu sur les lignes de piquetage des meuniers.

Bilan du sanglant incident: huit personnes hospitalisées après avoir été atteintes, selon les témoins, de cartouches contenant douze plombs de carabines 12 tronçonnées.

Ce sont: MM. Louis-Philippe Bourque, 38 ans, de Ville Sainte-Catherine, atteint au pied et à la jambe droite, Sarto Eymard, 42 ans, de Verdun, blessé au pied gauche, Raymond Lamarre, 30 ans, atteint à la poitrine et aux parties génitales, Georges Seymour, 46 ans, gravement blessé à la poitrine et au bas du cou, Maurice Vadnais, 72 ans, blessé à la jambe droite à la hauteur du tibia (ces cinq blessés ont été conduits à l'hôpital Royal Victoria), Richard Pitre, âgé d'une vingtaine d'années, gravement blessé au poumon, Ronald Trudeau, 33 ans

et Gérard Morin, 56 ans, tous deux de Longueuil, tous deux atteints aux jambes.

A la suite de la fusillade, trois employés de l'agence de sécurité ont été arrêtés par les policiers du Groupe tactique de la CUM, ancienne escouade anti-émeute.

Le premier résultat de cette fusillade a été de stopper le mouvement de retour au travail des meuniers qui devaient reprendre lundi matin chez Ogilvie et Phénix, où des protocoles de retour au travail ont été conclus hier matin.

C'est d'ailleurs avant de se rendre chez Ogilvie pour la signature de l'entente que les membres des quatre syndicats du Front commun des meuniers ont décidé d'aller faire du piquetage devant Robin Hood, seule compagnie à avoir poursuivi la production malgré la grève déclenchée pour protester contre des coupures de la Commission de lutte à l'inflation.

La compagnie Robin Hood a alors fait appel au Groupe tactique de la police de la CUM qui

s'est amené sur les lieux pour

écarter les piqueteurs et permettre à des camions de quitter le terrain de la compagnie.

Selon la version de la police, des manifestants ont alors jeté des pierres aux policiers. Selon la version syndicale, les policiers du Groupe tactique ont matraqué les piqueteurs et l'un d'entre eux aurait été conduit à l'hôpital.

Quoiqu'il en soit une fois le travail terminé à, le Groupe tactique a été appelé à se rendre à l'Institut Philippe-Pinel, dans l'est de Montréal, où se poursuit actuellement une grève. Le Groupe était presque rendu à cet endroit, là il devait dégager l'accès à l'institution bloqué par les manifestants, lorsqu'il reçut l'ordre de rebrousser chemin et de retourner à l'usine de Robin Hood, rue Notre-Dame ouest.

L'incident éclate

A cet endroit, manifestants et gardes de sécurité, laissés à eux-mêmes, avaient continué à se "braver". A un certain moment, la barrière s'est ouverte et des manifestants ont avancé d'une vingtaine de pieds sur le terrain de Robin Hood. Ils ont alors tenté

d'utiliser un boyau d'arrosage contre les gardes. C'est à ce moment que les coups de feu ont commencé. Plusieurs flaques de sang témoignent que certains des blessés n'étaient pas sur le terrain de la compagnie quand ils ont été atteints.

Selon des témoins, une balle a traversé la rue, fracassé la fenêtre d'un appartement au 2115 Notre-Dame et est allée se loger dans le matelas du lit du petit Michel-André Latour, âgé d'un an, que sa mère venait tout juste de retirer de son lit parce que le bruit des coups de feu le faisait pleurer.

Le directeur des relations industrielles de Robin Hood a déclaré qu'il ignorait que les gardes de sécurité qui protègent l'usine vingt-quatre heures par jour depuis le début du conflit étaient armés. "Je pense maintenant qu'ils l'étaient" a-t-il ajouté après avoir pris connaissance des détails de la fusillade.

Pour les dirigeants de Robin Hood, la grève est terminée depuis que leurs employés ont été congédiés à la suite de leur refus

de respecter une injonction leur ordonnant de reprendre le travail. La compagnie a engagé un nou-

veau personnel pour reprendre la production et a refusé de reprendre les négociations.

Une enquête sera menée par le ministère de la Justice

Le ministre du Travail, M. Pierre-Marc Johnson, a fait savoir hier qu'une enquête allait être menée par le ministère de la Justice sur l'incident au cours duquel des gardes ont blessé à coups de feu huit manifestants devant la minoterie de la compagnie Robin Hood Multifoods.

M. Johnson a dit avoir été avisé par le ministre lui-même, M. Marc-André Bédard, de la tenue d'une enquête détaillée sur cette affaire, afin de déterminer la possibilité d'une

responsabilité criminelle. M. Bédard a ajouté qu'il rencontrerait la semaine prochaine des représentants de la CSN, qui représente les employés, à la demande du syndicat.

Le nouveau ministre du Travail, qui a succédé à ce poste à M. Jacques Couture il y a quinze jours, a souligné que son ministère ne pourrait exercer aucune juridiction directe sur cette enquête, la dispute à la minoterie relevant du ministère fédéral du Travail.

Munro se dit attristé

OTTAWA (PC) — Le ministre du Travail, M. John Munro, a exprimé hier l'espoir que la médiation pour régler le conflit des minoritaires du Québec ne souffrira pas trop d'un incident survenu à Montréal, à la suite duquel huit personnes ont été conduites à l'hôpital après que l'on eut tiré des coups de feu sur une foule de "piqueteurs" à la minoterie Robin-Hoods Multi-

Foods Ltd.

Dans un télégramme à la CSN la centrale syndicale des grévistes, M. Munro se dit "profondément attristé par la tournure des événements."

"Je désire vous exprimer ma compassion pour les victimes et leurs familles." Le télégramme, en français, a été adressé à M. Norbert Rodrigue, président de la Csn.

La CSN exige la fermeture de l'usine jusqu'à la conclusion d'une entente

par Denis VINCENT

Les coups de feu tirés à l'usine de Robin Hood, à l'occasion d'un piquetage qui se voulait symbolique devant la seule des quatre meuneries à refuser toute entente avec ses employés, a provoqué une vive réaction à la CSN.

Au cours d'une conférence de presse convoquée conjointement par la centrale, la Fédération du commerce, le Conseil des syndicats de Montréal et les quatre syndicats des meuneries, le vice-président André L'Heureux a réclamé que:

- l'usine Robin Hood soit fermée immédiatement jusqu'au règlement du conflit. Cette exigence a été communiquée verbalement au ministre fédéral du Travail John Munro;
- les "scabs" et les fiers-à-bras armés soient retirés immédiatement des terrains de l'usine;
- une enquête publique soit instituée sur les agissements de l'ancienne escouade anti-émeute (le Groupe tactique de la poli-

ce de la CUM) avant la fusillade, agissements qui ont fait trois blessés chez les grévistes, ainsi que sur les agissements des fiers-à-bras, et que cette enquête permette de vérifier s'il y a eu préméditation de la part de la compagnie et/ou des fiers-à-bras dans les incidents sanglants d'hier;

- tous les fiers-à-bras armés soient retirés des conflits de travail et que les permis de port d'arme soient retirés à toutes les agences privées de sécurité;
- aucune agence de sécurité privée ne puisse embaucher des personnes ayant un casier judiciaire.

M. L'Heureux a également fait savoir que la CSN réclame depuis plusieurs mois du ministre de la Justice et du ministre du Travail que les fiers-à-bras armés soient retirés des conflits de travail et que ces deux ministères portent une part importante de responsabilité dans l'attentat qui s'est produit hier à l'usine de Robin Hood. Un des participants à la confé-

rence de presse, marqué d'une profonde entaille au front, a affirmé avoir été frappé par un policier du Groupe tactique lors de l'intervention qui a précédé la fusillade.

La CSN s'interroge sur le rôle joué depuis quelques temps par ce Groupe à la suite des incidents qui se sont produits à Bombardier-MLW et à Santa Cabrini. Elle souligne que le ministre de la Justice, Me Marc-André Bédard, vient à peine d'ordonner une enquête sur les agissements de ce Groupe à Bombardier-MLW au moment où se produisent les incidents chez Robin Hood.

Le vice-président L'Heureux a également rappelé qu'il avait distribué à des journalistes au cours d'une conférence de presse le mois dernier des photographies indiquant clairement que les gardes de sécurité engagés par Robin Hood étaient armés. "Il aura fallu le drame d'aujourd'hui pour que nos accusations soient prises au sérieux", devait-il ajouter.

D'autres participants à la conférence de presse ont fait état de mesures de harcèlement dont ils auraient été victimes de la part des gardes de sécurité engagés par Robin Hood et les autres meuneries au cours des cinq derniers mois, et qui seraient employés par le Bureau des détectives industriels, une nouvelle agence.

Le président du syndicat chez Phénix, M. Joseph Achim, a rapporté à la police de Longueuil que des inconnus avaient causé des

dommages évalués à plus de mille dollars à sa maison et à son automobile. Comme réponse, il a dû se contenter d'apprendre que la police avait reçu deux mille plaintes du genre lors du conflit de United Aircraft.

Une autre a rapporté qu'il avait été poursuivi par des gardes de sécurité sur le pont Mercier et qu'on avait tenté de lui faire perdre le contrôle de son véhicule qui a été endommagé.

A ces accusations portées à l'attention des dirigeants de Robin Hood, les représentants syndicaux se seraient fait répondre: "Nous allons protéger l'usine de n'importe quelle façon".

Pour sa part, M. L'Heureux souhaite que ceux qu'il qualifie de "cowboys du Minnesota" quittent le Québec s'ils ne veulent pas se comporter de façon civilisée.

De son côté, le représentant du Conseil central de Montréal, M. Serge Demers, a déclaré que si les gouvernements continuent de ne rien faire et que les policiers viennent "les complices" des patrons et des gardes de sécurité "va falloir qu'on se protège aussi".

Le conflit des meuneries, qui donnait depuis quelques jours des indices certains qu'il était sur le point de se résorber, vient donc d'atteindre un nouveau sommet.

Lundi, les dirigeants des syndicats se réunissent pour préparer les recommandations aux membres qui seront fort probablement appelés mardi à se réunir en assemblée générale.

VOULEZ-VOUS CESSER DE FUMER?

- La technique des images subliminales qui transmet des messages directement à l'inconscient.

- Le traitement est dirigé par une équipe de médecins et par des spécialistes en toxicomanie.

CLINIQUE DE DÉSINTOXICATION POUR FUMEURS — POLYCLINIQUE MÉDICALE CONCORDE

300 est, boul. de la Concorde, Laval

Tél.: 667-3020

Cuisines et rénovations

Directement de notre entrepôt

ARMOIRES DE CUISINE

Haut et bas grandes assorties

RABAIS JUSQU'À 60%

PLUS DE 100 MODÈLES D'ARMOIRES DE CUISINE

CHOIX DE MODULES O.U. SUR MESURE

Nous vous offrons aussi des armoires de cuisine suivant vos spécifications.

DIRECTEMENT DE NOS ATELIERS

AVANT D'ACHETER, COMPAREZ NOS PRIX

CUISINES

VOTRE CUISINE EST-ELLE

FONCTIONNELLE?

Profitez de notre service gratuit de planification à l'usine ou à domicile par nos spécialistes.



RÉNOVATIONS EXTÉRIEURES ET INTÉRIEURES

* Addition * Salle de jeu * Foyer

ESTIMATION

GRATUITE

À DOMICILE

382-6842

SALLE DE MONTRE
OUVERTE AU PUBLIC
HEURES D'OUVERTURE
LUN., MAR., MERC.:
de 9h a.m. à 6h p.m.
JEUDI, VENDREDI:
de 9h a.m. à 8h p.m.
SAMEDI:
de 10h a.m. à 4h p.m.
DIMANCHE:
de 11h a.m. à 4h p.m.

la maison d'aujourd'hui liée

au 8905, boul. SAINT-LAURENT, Montréal, tél.: 382-6842

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

JEAN SISTO éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
ALBERT TREMBLAY secrétaire de la rédaction
MARCEL ADAM editorialiste en chef

Le rapport du CRTC sur Radio-Canada

L'enquête que confiait au CRTC le premier ministre Trudeau, en mars dernier, afin de déterminer si les deux réseaux de la Société Radio-Canada remplissaient bien leur mandat, notamment dans leurs émissions d'affaires publiques et d'information, a été rendue publique cette semaine et en a déçu plusieurs.

D'abord Radio-Canada, qui se fait durement reprocher diverses carences, ensuite tous ceux qui en attendaient une liste des séparatistes qui sont censés noyauter le réseau français et infléchir les bulletins de nouvelles et les émissions d'information dans le sens de leur option.

Il faut se rappeler que cette enquête avait été commandée après une vive campagne de dénonciation de cette supposée subversion séparatiste par plusieurs ministres, sénateurs et députés libéraux.

A cet égard le comité d'enquête du CRTC n'apporte pas d'éclaircissements. Il juge plutôt la qualité générale de l'information, à partir des plaintes, relativement peu nombreuses et concluantes, qu'il a sollicitées et obtenues, les structures et les méthodes de travail des deux réseaux de Radio-Canada.

Le CRTC a accepté un mandat bien embarrassant. Un auditeur averti peut découvrir

un biais, un parti pris, un préjugé dans une information radiophonique ou télévisuelle, mais il serait bien souvent en peine s'il devait en faire la preuve dans un témoignage oral ou écrit. A moins que la distorsion soit grossière, ce qui est rarement le cas avec des gens qui ont du métier.

"Dans ce domaine, dit le rapport, s'insère un élément qu'on pourrait appeler le facteur "froncement des sourcils", c'est-à-dire l'influence des gestes et du langage corporel, des pauses et intonations du discours, de l'ambiance induite par la trame sonore, de l'attention ou de la distraction provoquée par le choix du matériel visuel. Ce phénomène échappe encore à une analyse méthodique du contenu."

Face à cette difficulté d'analyser et de démontrer dans un rapport écrit les partis pris volontaires ou involontaires véhiculés par l'information audio-visuelle, et forts, au surplus, de sondages scientifiques révélant la confiance de l'immense majorité des gens à l'endroit de la qualité de l'information qui leur est diffusée, les enquêteurs ont évité le traquenard de la chasse aux séparatistes pour étudier le problème au niveau du professionnalisme, qui doit être l'objet de la vigilance des responsables de ces organismes.

Le comité du CRTC a critiqué sévèrement les structures et méthodes de travail de Radio-Canada, à la lumière de son mandat qui est, entre autres, de répondre aux besoins particuliers des diverses régions, de contribuer activement à la fourniture et à l'échange d'informations et de divertissement, mais surtout contribuer au développement de l'unité nationale et exprimer constamment la réalité canadienne.

Le CRTC accuse Radio-Canada d'avoir fait preuve d'une forme de partialité par omission et de manquement à l'éthique journalistique en ne fournissant pas les moyens de communication voulus entre les groupes et les régions. Il lui reproche aussi une autre forme de partialité en jouant subtilement sur les significations d'un message télévisé au moyen de divers artifices techniques.

La direction de Radio-Canada a reproché au CRTC de porter des accusations graves sans les prouver. Comme en cette matière la preuve est à peu près impossible à établir dans un rapport, il faut donc prendre sans examen la parole des enquêteurs si on a confiance dans leur jugement et leur méthode de travail, ou la refuser dans le cas contraire. Or parce que, dans de telles circonstances, le pouvoir politique pourrait

préférer son propre jugement à celui, non prouvé, de ses enquêteurs, il y a un risque qu'il décide d'apporter lui-même des correctifs.

Devant ce danger, le CRTC croit que la société ne doit rien négliger pour préserver son indépendance en tant qu'organe d'information publique. Mais elle y parviendra d'autant mieux que sa direction s'assurera que "tous les employés sont pleinement conscients des hautes exigences de la norme journalistique et qu'ils entendent s'y conformer".

Radio-Canada, pour se défendre de telles accusations, invoque la satisfaction du public révélée dans les sondages commandés par le comité du CRTC.

Mais si l'information, en reflétant mal les réalités du pays, tend à le diviser plutôt qu'à l'unir, le public pourra bien se dire satisfait, cela n'empêchera pas le pouvoir politique d'intervenir. Ce sera alors l'opinion des gens avertis qui pèsera le plus dans la balance. Aussi doit-elle faire en sorte qu'eux aussi soient satisfaits de la qualité de son information, en étant scrupuleusement vigilante au chapitre des exigences professionnelles.

Marcel ADAM



Revalorisation ou redéfinition du rôle du député

par Guy ARCHAMBAULT
M. Archambault est conseiller en perfectionnement. Ce texte qu'il nous a soumis contient des idées et des suggestions propres à alimenter la réflexion. Voici la première tranche de son texte.

Plusieurs députés sont déçus du rôle qu'on leur confie

Plusieurs députés, tant de l'opposition que du parti au pouvoir, se plaignent parfois du peu d'utilisation que l'on fait de leurs services à l'Assemblée nationale ou de l'inutilité de certains des travaux qu'ils sont appelés à réaliser en Chambre ou en Commission parlementaire.

Ils ont souvent l'impression de tenir le temps en attendant de voter dans le sens où on leur dira de voter. Les députés du parti au pouvoir ont cependant un avantage: ils sont informés, avant l'opposition, des projets de loi qui seront déposés.

Une des réactions de ceux qui veulent du bien à nos députés c'est de vouloir alors revaloriser le rôle du député à l'Assemblée nationale en l'associant plus directement et plus intensément au processus législatif.

Je ne crois cependant pas qu'à "revaloriser" le rôle du député, on n'aboutisse à régler le problème de la sous-utilisation de leurs compétences.

Par contre, une redéfinition de leur rôle, dans le contexte actuel et suite à l'évolution du pouvoir exécutif depuis vingt-cinq ans, pourra d'une part résulter au bon endroit le déploiement de leurs énergies et d'autre part modifier probablement la sélection de plusieurs candidats aux élections, ce qui amènera probablement des députés plus satisfaits des fonctions qu'ils ont à remplir.

Le problème que je voudrais aborder ici et auquel j'espère apporter quelques éléments de solution est celui de la relation entre l'Etat et le citoyen et de la place du député dans cette relation.

Anciennement

Il n'est pas de mon propos ici de faire l'histoire de l'évolution de l'appareil étatique.

Constatons simplement qu'aujourd'hui, il y a vingt-cinq ans et plus, les députés avaient un grand rôle à jouer dans la représentation des intérêts de leurs électeurs dans les domaines que l'Etat administrait. Depuis, l'intervention grandissante du gouvernement dans tous les secteurs de la vie sociale, économique, politique et culturelle, a amené à gonfler les ministères de spécialistes capables, d'une part, d'identifier les aspirations des Québécois et capables, d'autre part, de dégager les modèles de société idéale.

Ils identifient peut-être mal parfois les intérêts, les besoins ou les aspirations des citoyens, mais leur capacité d'étayer leurs dires par des chiffres, des statistiques, des arguments, des

analyses et des sondages, oblige ceux qui n'ont pas leurs moyens professionnels et techniques, ou à leur faire confiance, ou à se taire, ou à résister passivement.

Les modèles de société qu'ils nous proposent sont souvent issus des études comparées qu'ils ont menées à travers plusieurs pays, ou même parfois à travers plusieurs livres d'un même auteur étranger et mort il y a cent ans ou plus; ces modèles ne traduisent pas nécessairement le génie latent de la population québécoise.

Mais le langage articulé et logique des technocrates nous conduit à trouver ces modèles très valables; agir autrement risquerait d'attirer l'accusation de nier des évidences et de passer pour un "démouré".

Les cadres supérieurs de chaque ministère sont, de par leur nature, appelés à préparer, de concert avec le ministre, des projets de lois qui, techniquement, sont quasi impeccables, basés sur des études vastes, longues, profondes et commencées bien souvent sous l'égide d'un autre gouvernement.

Le député serait mal venu de déranger cet état des choses.

Une fois la loi votée, chaque ministère établit, bien souvent seul, les règlements d'application de cette nouvelle loi et en informe les citoyens concernés par l'intermédiaire de son service des communications.

Encore là, techniquement, le ministre est mieux placé que le député pour informer l'ensemble des citoyens sur l'application de la loi.

Ne pouvant mieux que les ministères s'informer sur les aspirations des Québécois et ainsi formuler des projets de lois intéressants et rationnels, ne pouvant pas non plus renseigner mieux que les ministères les citoyens sur les applications de la loi, que reste-t-il comme tâche au député?

Rien? Non! Il reste quelque chose. A réinventer peut-être! Mais il reste quelque chose.

Que peut donc faire aujourd'hui un député pour être utile aux Québécois?

Il peut travailler sur l'acceptabilité des lois et des projets de lois.

Je m'explique. L'augmentation de l'appareil gouvernemental québécois a amené le phénomène de la bureaucratie où, comme toute bonne bureaucratie qui se respecte, et en caricaturant un peu, l'important c'est d'engrosser, de voir à son propre développement et de vivre pour soi-même, tout en semant des petits partout.

A mesure que l'appareil d'un ministère grossit, de plus en plus de son énergie est retirée d'une production vers l'extérieur, le citoyen, pour être canalisé vers l'intérieur, à savoir la gestion des ressources internes et la coordination avec les organismes centraux, tels le Conseil du trésor, la Commission de la Fonction publique, etc.

La représentation des intérêts, besoins et aspirations des Québécois dans l'élaboration des projets de lois devient alors de

moins en moins directe, de plus en plus médiatisée au travers de modèles théoriques, mathématiques, informatisés et sans âme. Toute l'énergie est concentrée pour nourrir les nouveaux petits organigrammes, restructurations et comités de coordination.

Ce que le projet de loi et les règlements peuvent gagner alors en qualité technique, ils le perdent en "acceptabilité" et en "saveur humaine" auprès de la population.

C'est là que le député peut jouer un rôle nouveau et important. S'il est équipé, s'il reste en contact constant avec l'âme québécoise de ses électeurs, il pourra évaluer de façon prépondérante si les projets de loi et les règlements représentent réellement les besoins, aspirations et intérêts des citoyens et dans quelle mesure alors ils sont acceptables par eux.

Il pourra aussi aider le gouvernement à traiter les résistances au changement lorsque le seul conflit existant sera une distance entre le jargon technocrate et le langage populaire.

Capable de saisir l'importance du changement social, de l'évolution, l'importance de modèles pour bien légiférer, il sera aussi capable de sentir l'importance pour le citoyen de vivre sa vie en fonction de lui-même, de sa culture, de son rythme propre et non seulement en fonction du désir des idéologues de voir une belle société idéale se concrétiser. Mon député "nouveau style" aurait comme nouvelle tâche, parmi d'autres, de sensibiliser nos élites à la nécessité d'accom-

pagner l'ensemble du peuple dans son rythme et son cheminement et d'arrêter de lui faire le coup que beaucoup de pays avancés ont cessé de faire aux peuples des pays en voie de développement, à savoir celui de valoriser une perception du sens et du destin de l'homme, étrangère à celle de ces pays.

Le député est-il équipé actuellement pour remplir ce rôle?

Oui et non!

Il lui manque, entre autres choses, ce que son parti a dans le temps des élections et ce que les ministères ont entre les élections: un service de communication avec les citoyens. Il manque aussi un environnement social et politique qui prouve que l'Etat croit que les citoyens sont capables de prendre leurs affaires en main directement à leurs niveaux.

Je rêve du jour où l'on utilisera mieux qu'actuellement les services régionaux de communication du gouvernement, services dont une des fonctions nouvelles serait de maintenir un contact étroit entre le député et les citoyens de son comté.

Un contact, par exemple, où le député viendrait présenter un projet de loi, l'expliquer, en donner le sens et obtenir les réactions des électeurs sur le sujet. Un contact aussi où le député recueillerait les commentaires des gens sur l'application des règlements relatifs à une loi au cours des deux ou trois dernières années.

(Suite et fin lundi)



\$126 millions pour Sidbec

PIERRE GRAVEL

Une victoire personnelle du président Gignac

L'Assemblée nationale a finalement approuvé cette semaine, à la quasi-unanimité, le projet de loi 41 autorisant le gouvernement québécois à investir \$126 millions additionnels dans Sidbec. Seul le député de Beauce-Sud, M. Fabien Roy, n'a pas appuyé cette mesure.

Il s'agit pour cette société d'Etat d'une décision dont l'importance dépasse largement les sommes d'argent impliquées. Survenant après une longue série d'attaques particulièrement dures à l'endroit de Sidbec, cet appui des différents partis constitue une victoire personnelle pour le président de l'entreprise, M. Jean-Paul Gignac.

Celui-ci a en effet brillamment réussi, il y a une dizaine de jours à Québec, l'examen oral que représente la comparution devant une commission parlementaire.

Et pourtant cette fois, les examinateurs s'apprétaient manifestement à faire preuve de la plus grande sévérité.

Déjà, à la veille des audiences, lors du débat en deuxième lecture du projet de loi à l'Assemblée nationale, le chef de l'Union nationale, M. Rodrigue Biron, s'en était pris directement à lui, allant jusqu'à dénoncer "la mauvaise administration de Sidbec" et "son incapacité à générer un profit ou, tout au moins, à faire disparaître des déficits excessivement élevés".

Pour sa part, intervenant au nom du Parti libéral, le député d'Outremont, M. André Raynauld, suggérait au gouvernement de repenser tout le dossier de sa sidérurgie d'Etat.

Considérant comme "une insulte à l'Assemblée nationale" le caractère fragmentaire des informations fournies par Sidbec à l'appui de sa demande de fonds supplémentaires, celui-ci entendait bien profiter de l'occasion pour "réévaluer complètement le problème".

A l'inverse, dans le camp gouvernemental, on aurait volontiers reporté à plus tard cette discussion d'un dossier à première vue difficile à défendre. Si on s'entendait avec l'Opposition pour déclarer que "Sidbec est malade", on ne considèrerait pas le moment particulièrement opportun pour entreprendre une séance de rayons X.

Pour un, le leader parlementaire de la majorité, M. Robert Burns, au cœur de l'embouteillage d'une fin de session qui n'en finit plus de finir, ne débordait pas d'enthousiasme pour l'ouverture immédiate d'un second front. Surtout pas sur un terrain largement miné par la publication de larges extraits du fameux rapport Griffin profondément dévastateur pour Sidbec.

Paradoxalement, alors qu'on les croyait réduits à la défensive, ce sont justement les dirigeants de cette entreprise qui souhaitaient le plus ardemment qu'on en finisse une bonne fois. Au plan financier, pour eux, l'adoption de la loi 41 avec \$126 mil-

lions à la clé devenait une "priorité prioritaire".

Avec ou sans discussion en commission parlementaire.

On y tenait à ce point que le vice-président aux communications, M. Michel Pelletier, devait y consacrer trois jours d'intense "lobbying" à Québec pour faire enfin débloquent la procédure.

Au-delà de ces considérations, le président, M. Jean-Paul Gignac, souhaitait, lui, par-dessus tout, un débat de fond en commission parlementaire. Et c'est ce qu'il a obtenu. L'occasion tant attendue de régler ses comptes avec ses nombreux détracteurs. Avec un Rodrigue Biron manifestement heureux de faire éta-

lage de ses connaissances techniques dans le domaine de la sidérurgie, avec un André Raynauld ou un Raymond Garneau bien déterminés à faire dire aux chiffres exactement ce qu'ils signifient ou avec un Jean-Pierre Charbonneau gauchement télécommandé par les chefs syndicaux de Contrecoeur.

Mais aussi et surtout, les audiences de la commission parlementaire sur Sidbec allaient permettre de retourner contre ses auteurs et contre le gouvernement les retombées du rapport Griffin.

Ce document, rédigé par quatre fonctionnaires pour le compte d'un comité interministériel, a

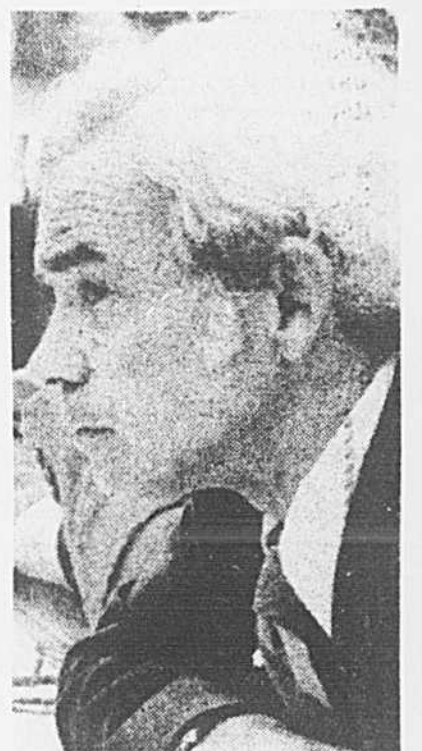
en effet fourni d'abondantes munitions à tous les critiques de Sidbec depuis plusieurs mois: gouffre financier, administration déficiente, leadership inadéquat, production de qualité douteuse, marketing inefficace, relations de travail empoisonnées, relations publiques et communications inappropriées, etc. Le tout allégrement relayé vers l'opinion publique par les médias d'information...

Sans rejeter globalement tous les allégués du rapport Griffin, le gouvernement était par ailleurs à ce point conscient de la faiblesse de certaines accusations qu'il devait s'opposer énergiquement à sa publication. Les députés péquistes participant à la commission parlementaire avaient d'ailleurs été prévenus de ne pas s'y référer pour ne pas forcer le gouvernement à prendre publiquement position là-dessus.

C'était compter sans la détermination du président de Sidbec de réfuter publiquement les accusations, quitte au besoin à les provoquer. Et sans l'acharnement de l'Union nationale à pousser le gouvernement dans ses derniers retranchements sur cette question.

Avec le résultat que M. Jean-Paul Gignac, solidement épaulé par trois de ses vice-présidents, n'a donné l'impression d'esquiver aucune question embêtante. Même celles qui ne lui étaient pas posées... Au plan du financement, par exemple, sa position est claire: Sidbec a coûté très cher jusqu'ici, c'est vrai. Et ça va continuer.

Mais il faut, pour évaluer correctement la situation, établir des comparaisons avec les autres entreprises sidérurgiques intégrées en cours d'installation ailleurs dans le monde. Et ne pas oublier de tenir compte d'une foule d'impondérables indépendants du contrôle de Sidbec: coût de la construction, effondrement du marché mondial de l'acier, interventions politiques dans certaines décisions majeures, équipement souvent déshérité, etc. Le tout étayé de tableaux statistiques, de rapports d'analyse, d'études en cours, etc.



Le président de Sidbec, Jean-Paul Gignac.

Sans minimiser la gravité de certains problèmes ni escamoter de questions délicates, le président de Sidbec a surtout voulu faire la démonstration qu'il a ses dossiers bien en main et qu'il sait où il va. Et il a réussi hors de tout doute à donner cette impression si l'on en juge par l'approbation générale qu'a reçue par la suite le projet de loi 41.

Par-dessus tout, il est parvenu à dire sans sourcilier aux ministres qui avaient lancé l'enquête Griffin: "Pour produire des rapports de ce genre-là, ça prend des spécialistes. Et des spécialistes en acier au Québec, il y en a... à Sidbec!"

Au-delà de la rebuffade esquivée par les auteurs du rapport Griffin, des \$126 millions obtenus via la loi 41 et de la victoire personnelle de Jean-Paul Gignac, le principal résultat de tout ce débat pourrait bien être finalement cette unanimité retrouvée derrière le grand projet d'une sidérurgie authentiquement québécoise.



Quelques moments de répit au cours des séances de la commission parlementaire. De gauche à droite: le député Fabien Roy, le ministre Rodrigue Tremblay, le député André Raynauld, un député de l'Union nationale, et le président Jean-Paul Gignac.



le chômage

ALAIN DUBUC

L'accroissement s'était produit avant novembre

LA FORTE croissance du chômage au Québec s'est produite avec les élections du 15 novembre. Il est donc difficile d'en imputer la responsabilité au nouveau gouvernement, d'autant plus qu'il s'agit d'un phénomène qui se produit dans l'ensemble du Canada et même en Ontario.

Le chômage, qui frappait 274,000 personnes en juin au Québec, fait en effet l'objet d'un débat récurrent à l'Assemblée Nationale, à savoir qui, de l'ancien gouvernement ou du nouveau, a provoqué la détérioration du marché du travail.

On peut cependant aisément constater, à partir des données de l'enquête sur la population active de Statistique Canada, que tous se retrouvent sur le même bateau depuis quelques années, et que l'on ne peut pas plus blâmer l'un ou l'autre gouvernement de l'état de choses actuel que l'on ne peut se réjouir des solutions qu'ils ont pu y apporter.

Comme le montre le graphique, la hausse vertigineuse du chômage s'est déclenchée en juin 1976 pour atteindre un sommet en octobre, soit un mois avant les élections. Dans l'espace de ces cinq mois, le taux de

chômage désaisonnalisé est en effet passé de 7.8 pour cent à un sommet record de 10.1 pour cent.

La situation ne s'est cependant pas améliorée depuis, le nouveau gouvernement réussissant tout au plus à maintenir les choses au point où il les avait trouvées.

Le Québec avait pourtant connu son heure de gloire de janvier à juin 1976, en réduisant son taux de chômage au moment où il augmentait progressivement au Canada. Ce résultat, rendu en grande partie possible grâce aux Jeux Olympiques, n'aura cependant été qu'un répit.

Le bond du chômage qui a suivi la période olympique n'est toutefois pas une catastrophe inexplicable, mais un "retour à la normale", le Québec perdant rapidement le gain artificiel (et coûteux) qu'il avait enregistré par rapport à l'ensemble canadien.

Depuis le 15 novembre

Il est par ailleurs difficile d'évaluer la performance du gouvernement péquiste puisque ses huit mois de régime constituent une courte période pour permettre une base de comparaison.

De novembre 1976 à juin 1977, dernière date où des données

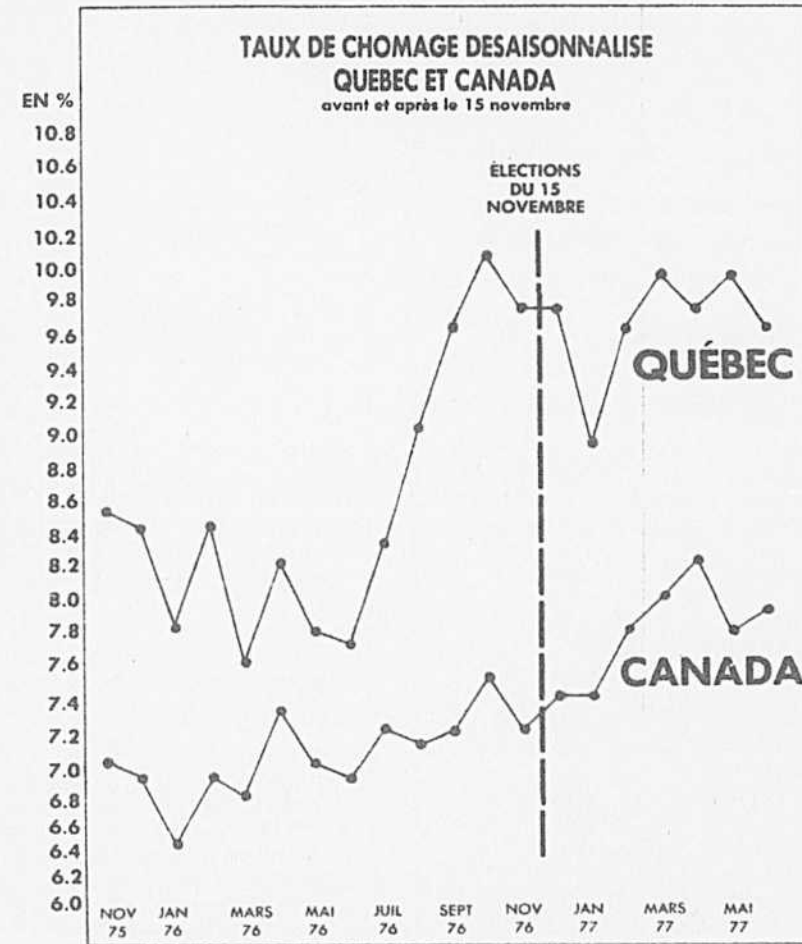
sont disponibles, le gouvernement a créé 103,000 emplois en termes réels, contre 91,000 emplois pendant la même période un an plus tôt, sous le régime Bourassa.

Les données sur la création d'emplois ont cependant tendance à masquer la réalité du chômage. Depuis novembre dernier, la croissance de la population active a en effet été supérieure à celle de l'année précédente. Et le gouvernement, malgré la création d'emplois, a été incapable de remplir ses obligations face aux nouveaux venus sur le marché du travail, surtout les jeunes. Le nombre de chômeurs s'est ainsi accru de 37,000 pour cette période, contre 19,000 un an auparavant.

Marasme au Canada

Même si cela constitue une piètre consolation, la situation canadienne n'est guère plus reluisante. La croissance du chômage a été presque systématique au niveau pan-canadien, passant de 6.6 pour cent en janvier 1976 à un record de 8.3 pour cent en mars dernier.

Le graphique montre de plus que l'écart entre les taux de chômage canadien et québécois



a eu tendance à se réduire depuis le début de l'année.

Et même si on ne peut attribuer le chômage aux politiques économiques d'un gouvernement particulier, ces constatations ne contribuent pas à atténuer la gravité de la situation ou à rassurer les 275,000 chômeurs québécois qui attendent autre chose que des explications.

Les causes de la détérioration du marché du travail sont profondes, que ce soit l'absence de croissance soutenue au Canada ou le vieillissement de la structure industrielle québécoise.

L'on n'en constate pas moins une troublante continuité dans l'incapacité des gouvernements successifs à y apporter des solutions.

Et les observateurs estiment que le gouvernement actuel, comme son prédécesseur, a peu à offrir jusqu'ici pour favoriser un revirement durable de la situation. Ses deux projets principaux dans le domaine économique, la politique de relance industrielle qui favorisera la PME et la politique d'achat, seraient trop modestes pour constituer un facteur déterminant de relance économique.



la semaine

REGINALD SPINHAYER

La persistance d'un chômage élevé, d'une forte inflation, d'un faible taux d'accroissement de la production industrielle, d'un ralentissement des investissements et d'une baisse de la consommation individuelle, en somme tous les ingrédients d'un complet marasme sont au nombre de prédictions faites pour les douze prochains mois au Canada par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), un organisme regroupant des spécialistes de vingt-quatre pays industrialisés du bloc occidental.

L'étude, qui ne manifeste d'ailleurs d'optimisme prudent qu'à l'endroit des États-Unis, précise que le pouvoir d'achat des Canadiens s'amenuisera surtout parce que l'augmentation des salaires sera sans commune mesure avec la hausse du prix de l'alimentation et des marchandises importées.

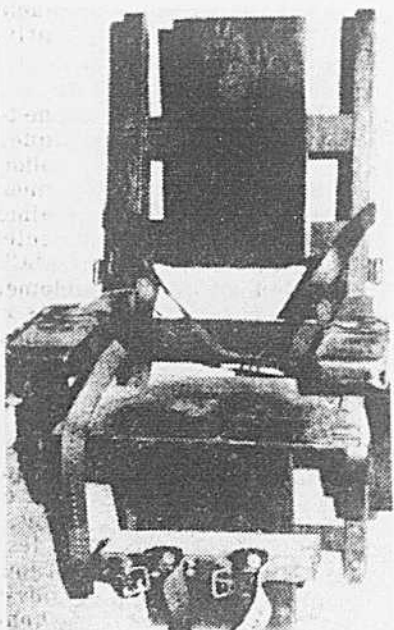
La construction domiciliaire pourrait tomber de presque 20 pour cent en raison de la quantité de maisons invendues et le seul espoir résiderait dans une reprise économique sérieuse aux États-Unis, ce dont les exportations canadiennes profiteraient modérément.

Le \$ US encore à un cours de plancher

Tandis que la devise canadienne subissait un sort analogue en baissant elle-même de valeur par rapport à l'argent américain, le dollar des États-Unis a subi une nouvelle dépréciation vis-à-vis d'autres monnaies sur les marchés de change internationaux, retombant à son cours le plus bas depuis un an.

Le phénomène a été imputé à de grandes institutions financières européennes convertissant leurs réserves de \$ US en d'autres devises jugées plus solides.

«Les gens ont perdu confiance dans l'économie des États-Unis et se débarrassent du dollar», a commenté un analyste britannique.



Sacco et Vanzetti sont réhabilités

Cinquante années après leur exécution sur la chaise électrique au terme d'un procès qui indigna l'opinion publique mondiale, les anarchistes Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, deux modestes immigrants italiens qui s'étaient établis aux États-Unis, ont été officiellement réhabilités par les autorités du Massachusetts.

La proclamation ne reconnaît pas explicitement l'innocence des deux hommes mais mentionne un déni de justice imputable à la xénophobie et l'hostilité politique qui marquèrent leur procès pour un double meurtre commis au cours d'un vol à main armée. Un criminel notoire avait revendiqué la tuerie un an avant l'exécution des suppliciés, en 1927.

Sanglants troubles civils au Pérou

Une demi-douzaine de personnes ont été tuées par des militaires ou des policiers et quelque trois cents dirigeants syndicalistes se sont retrouvés derrière les barreaux à la suite de nouvelles manifestations survenues dans la capitale du Pérou, Lima, contre un programme d'austérité entraînant des hausses de 20, 30 et 50 pour cent du prix de l'alimentation, des transports publics et de l'essence d'automobile.

Les troubles, les plus graves qu'ait connus le Pérou depuis la prise du pouvoir par une junte militaire de gauche il y a neuf ans, ont éclaté à la faveur d'une grève générale illégale contre le contrôle des salaires. Le pays, qui a seize millions d'habitants, est au bord de la faillite en raison de \$5 milliards de dettes envers l'étranger.

Mme Bandaranaike est répudiée, au Sri Lanka

Après sept ans de pouvoir ininterrompu dans cette république insulaire voisine de l'Inde, le



gouvernement centre gauche du Sri Lanka, anciennement Ceylan, a été renversé par des élections qui en ont virtuellement anéanti le parti.

Le premier ministre défait est Mme Sirimavo Bandaranaike, 61 ans.

Le parti victorieux est considéré comme de droite et dirigé par un énergique septuagénaire du nom de Junius Richard Jayewardene, lequel devient premier ministre du pays de 13,2 millions d'habitants où sévit une hausse annuelle du coût de la vie de 30 pour cent.

Grave incident entre l'Égypte et la Libye

Un engagement armé et long de plusieurs heures a éclaté entre des forces de l'Égypte et de la Libye à la frontière de ces deux pays d'Afrique du Nord idéologiquement alliés dans le conflit opposant les Arabes aux Israéliens.

Le gouvernement du Caire a revendiqué la destruction d'une quarantaine de blindés ainsi que deux avions libyens et les deux camps se sont imputés mutuellement la responsabilité de l'incident.

La Libye, très riche en pétrole, ne compte que 2,5 millions d'habitants comparativement à 35 millions pour l'Égypte. Les relations entre les deux pays n'ont cessé de se détériorer depuis l'effondrement d'un plan conçu en 1972 en vue d'une unification complète.

Nouvelles commotions politiques en Chine

D'autres soubresauts politiques ont été enregistrés en République populaire de Chine, où les autorités gouvernementales ont annoncé que la veuve du président Mao Tsé-toung et trois autres haut placés de l'administration du défunt chef d'État avaient été radiés du Parti communiste, ce qui représente une condamnation morale de la dernière sévérité.

Connus comme «la bande des quatre», les bannis ont fait l'objet d'incessantes dénonciations depuis la mort de Mao, l'an dernier.

Toujours à Pékin, une autre personnalité qui avait subi un sort analogue, Teng Hsiao-ping, lui aussi proche collaborateur de Mao Tsé-toung, a par contre été rétabli dans ses fonctions de vice-président du PC, vice-premier ministre et chef d'état-major de l'Armée de libération.

Faits divers: un monstre préhistorique?

Des scientifiques se penchent sur le cas d'un mystérieux animal de trente pieds de longueur et pesant deux tonnes dont le cadavre en décomposition fut remonté dans les filets d'un chalutier japonais au large de la Nouvelle-Zélande. La carcasse évoquerait un plésiosaure, reptile marin présumé éteint depuis quelque 70 millions d'années.

Dans l'océan Atlantique, les responsables des programmes nucléaires britanniques ont complété l'immersion de déchets radioactifs dont la quantité porte à 46,000 tonnes le total des matières de cette nature coulées depuis 1967 par huit pays européens.

Aux États-Unis, un psychiatre de 57 ans spécialisé dans l'étude caractérielle des policiers a déclaré que 35 pour cent de ceux-ci sont fondamentalement dangereux et que 5 p. cent seulement ont une disposition naturelle pour leur travail.



la Chine

JULES NADEAU

Teng Hsiao-ping réhabilité

AU DEBUT de la défunte campagne littéraire contre le roman «Le bord de l'eau», le vice-premier ministre Teng Hsiao-ping s'était plaint du fait qu'à la moindre campagne politique en Chine, les étrangers y voyaient tout de suite l'amorce de dissensions au sein du leadership de Tian An Men.

Ironiquement, Teng Hsiao-ping est justement celui qui a fourni un des meilleurs sujets de devinettes chinoises à cause de ses deux disgrâces et de sa carrière à trois tronçons.

Confirmant hier les nouvelles déjà répandues par les affiches murales, Radio-Pékin a annoncé la réhabilitation de Teng Hsiao-ping et l'exclusion du parti de la «bande des quatre».

Vis-à-vis l'homme de la rue chinois, les autorités «officielles» commencent à se créer un sérieux problème de crédibilité: inflation verbale contre la «bande des quatre», campagnes dénonciatrices plus tard désavouées par Radio-Pékin, réécriture naïve de l'histoire et sans compter des dizaines de disgrâces injustifiées. Le cas de Teng Hsiao-ping est le plus flagrant.

Les dernières affiches murales aperçues par les agences de nouvelles étaient correctes, c'est la 3e session plénière du 10e Comité central qui a officiellement réinstallé Teng dans ses fonctions.

Mis sur la voie d'évitement le 15 janvier 1976 puis formellement éliminé le 7 avril suivant, la réapparition de Teng a été pressentie à peine un mois après l'arrestation des quatre de Shanghai. En novembre, des «dazibao» pro-Teng sont apparus à Canton (son refuge) et en décembre, Hua Kuo-feng parlait déjà de «confusion idéologique» au sujet de la campagne de vilification lancée contre le dauphin de Chou En-lai.

fication lancée contre le dauphin de Chou En-lai.

Dans l'ombre de Teng

Phénomène à prévoir, la résurrection du «martyr de la bande des quatre» va jeter une ombre sur le nouveau Timonier Hua. Teng est infiniment plus expérimenté, plus compétent et plus rusé que le successeur de Mao qui a fait ses classes à la hâte. Ce dernier devra aussi faire oublier ses apparitions publiques à des meetings de masse lancés contre Teng.

Selon la dernière liste, il ne reste que 12 des 22 membres du puissant Bureau politique du PC et en attendant les nouveaux élus, on peut désormais s'attendre à ce qu'il y ait polarisation des 12 autour des deux figures de proue.

Certes, Teng retrouvera des figures plus ou moins sympathiques comme celle du maire de Pékin, Wu Teh, mais il est probable qu'il retrouvera ses appuis chez deux modérés comme Li Hsien-nien (économiste) et Yeh Chien-ying (militaire), actuellement deux piliers du pouvoir.

Si Hua Kuo-feng est aussi fort que le clame son culte personnel, il y aura, à tout le moins, formation d'une sorte de tandem Hua-Teng. Possiblement, un mariage de raison qui favorisera une division du travail entre les deux personnalités. Dans le cas contraire, si Hua évite vraiment de composer avec celui qu'il a déjà surclassé une première fois, il fera vraiment preuve de sa poigne sur le pouvoir.

Du maoïsme au teng-isme

Teng Hsiao-ping est âgé de 74 ans. S'il peut participer pendant

encore quelques années aux affaires de l'État, on peut s'attendre à de nombreux changements qui étaient impossibles sous l'ancienne équipe.

Economiquement, son approche pragmatiste est bien connue. Si la mécanisation de l'agriculture reste un des rêves chinois, il y a plusieurs autres objectifs primordiaux comme le pétrole, l'acier, l'électronique, les engrais et les transports. Les lacunes sont grandes et même le spectacle des usines modèles laisse beaucoup à désirer. Teng réussira peut-être à trouver des raccourcis commerciaux indispensables comme il avait commencé à le faire avant 1976.

Militairement, Teng préfère une «armée d'acier» à celle des «800 millions de bombes spirituelles». En face des 45 divisions soviétiques massées aux frontières du Nord-Est (il y en avait

onze il y a neuf ans), les Chinois ne peuvent se contenter de creuser des abris souterrains (de construction parfois douteuse).

Teng pourrait faire pencher la balance en faveur d'une modernisation et d'une mécanisation calculée des forces armées. Par exemple, l'aviation chinoise, numériquement la 3e au monde, ne possède pas encore son propre chasseur (comme devait le devenir le Shenyang F-9).

Idéologiquement, après les \$62 millions d'aide au Chili de Pinochet, la réintégration de Teng Hsiao-ping aura sans doute pour effet de donner le coup de grâce à 15 ans de sainte alliance sino-albanaise. Depuis son 7e Congrès en novembre dernier, le Parti du travail albanais fustige Pékin pour sa théorie des «trois mondes». Plus une semaine ne se passe sans que Pékin n'ait à se justifier devant les «purs» de Tirana. Probablement une répétition du scénario sino-soviétique de 1960.

Enfin, au niveau bureaucratique — les six grandes régions, les régions militaires et les provinces — la présence de Teng pourrait avoir une influence stabilisatrice.

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail des énumérations de noms propres comme les Wong, Li, Chen, Liao, Tian, Pan et Lin pour expliquer les changements profonds survenus dans plusieurs provinces mais on peut retenir que l'Anhui, le Kiangsi, le Liaoning et le Kukien n'ont pas très bien collaboré avec le centre dans l'opération de l'élimination de la «bande des quatre». La tenue du 11e Congrès et le lancement du prochain plan quinquennal dépendent d'un certain retour à l'unité.



Teng Hsiao-ping

photo Gomma



le Pérou

PIERRE SAINT-GERMAIN

Une révolution qui ne veut pas mourir

COMME en 1976, juillet est chaud — politiquement parlant — cette année au Pérou, mais un vent de changement souffle sur le pays. L'an dernier, la «révolution» déclenchée par les colonels, en 1968, vira à droite et des émeutes provoquées par des mesures d'austérité faisaient cinq morts. Cette semaine, une grève générale de 24 heures — qui a fait au moins sept morts — contre la hausse des prix, semble avoir arrêté la montée des forces contre-révolutionnaires et rouvert la voie aux éléments progressistes.

Survenant après ceux qui avaient secoué diverses villes de province, et dont le bilan officiel est de dix morts, les affrontements de mardi à Lima entre les forces armées et les travailleurs sont les plus graves depuis la prise du pouvoir par les militaires il y a neuf ans. Tous ces troubles ont éclaté après l'adoption en juin, par le ministre de l'Économie (un patron de l'entreprise privée), M. Walter Piazza, d'un «plan économique d'urgence» qui s'est traduit notamment par une forte augmentation des prix des denrées.

Le couteau sur la gorge

Depuis plusieurs mois déjà, le «Gouvernement révolutionnaire des forces armées» — c'est ainsi qu'il s'appelle — s'efforçait de remettre le Pérou sous-développé sur une voie capitaliste. Se pliant au diktat du Fonds monétaire international, dominé par

les milieux financiers américains, il imposait une politique économique, dont les masses défavorisées faisaient les frais, pour rembourser les banques internationales et autres prêteurs qui lui avaient mis le couteau sur la gorge au milieu de 1975.

Les principales conquêtes de la «révolution» (expropriation de grandes sociétés américaines, réforme agraire, intervention de l'État dans de nombreux secteurs de l'économie) étaient de plus en plus abandonnées ou menacées. Il fallait que le mécontentement des ouvriers et paysans, sans parler des étudiants, fût profond pour que les centrales syndicales, dont la plus puissante est la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), d'obédience communiste, lancent un mot d'ordre de grève générale alors que la grève est interdite depuis la proclamation de l'état d'urgence, il y a un an.

Le double jeu du chef de l'État

C'est le général Francisco Morales Bermudez, chef de l'État, qui avait donné le signal du retour au capitalisme orthodoxe en renversant, le 29 août 1975, le général Velasco Alvarado, artisan de la «révolution». En recourant à un vocabulaire ambigu, il avait promis de poursuivre la transformation économique et sociale du Pérou. En fait, il a chassé du pouvoir les éléments militaires progressistes, surtout à compter de novembre 1975, de

crainte qu'ils ne se rangent du côté des travailleurs soucieux d'aller de l'avant.

Aujourd'hui, Morales Bermudez, dont la principale qualité paraît être l'opportunisme, doit se rendre compte que même une «révolution socialiste, humaniste et chrétienne» — selon la définition qui lui donnent les militaires péruviens — ne saurait se faire au profit des bourgeois, locaux ou étrangers, et sur le dos des travailleurs.

Le danger d'un coup d'État

L'auteur du «plan économique d'urgence» ayant été limogé le 6 juillet, le ministère de l'Économie est maintenant aux mains du général Alcibiades Saenz, qui vient d'annoncer des «changements substantiels». Le prix de plusieurs produits de première nécessité baissera et une hausse générale des salaires sera décidée. Le président Morales Bermudez exposerait la nouvelle politique économique dans le discours qu'il prononcera le 28 juillet à l'occasion de la fête nationale du Pérou.

Il reste à savoir si les ministres et officiers conservateurs, dont l'influence s'était accrue après le renversement du général Alvarado, se laisseront déborder par les partisans d'un retour à gauche. Les rumeurs d'un coup d'État, qui sont plus persistantes que jamais à Lima, ont un certain fondement. L'oligarchie péruvienne, en partie muselée par la «révolution» de 1968, et ses complices au sein des



Le président du Pérou, le général Francisco Morales Bermudez.

forces armées — ainsi qu'à Washington — préparent sans doute une contre-offensive.

Une alliance indispensable

Personne ne peut prévoir ce qui va se passer.

Le Pérou, dont la moitié des quelque 14,000,000 d'habitants sont des Indiens qui connaissent au suprême degré l'humiliation et l'exploitation, avant 1968, est cependant moins vulnérable que la plupart des pays d'Amérique latine où une dictature militaire ultra-réactionnaire s'est installée. Encore faut-il, pour éviter ce terrible danger, que les militaires antifascistes s'allient sans délai aux partis, syndicats et autres organisations démocratiques en vue de consolider et d'élargir les conquêtes de la «révolution».

Jusqu'ici, même sous Alvarado, les dirigeants des forces armées qui ne voulaient plus être les chiens de garde d'une poignée de privilégiés ont rejeté une telle alliance. À la suite des tragiques événements de cette semaine, les militaires progressistes ont pu se rendre compte une fois de plus qu'ils ne sont pas les seuls possesseurs de la vérité et que la libération du pays ne peut se faire sans l'appui des masses.



NICOLE BEAUCHAMP

Montréal, la ville "aux cent cliniques"

Le boom des cliniques



IL Y A 18 ans, en 1959, nous sommes associés deux médecins omnipraticiens pour fonder une clinique en louant d'abord des locaux. Nous passions pour des illuminés! La médecine était tellement individualiste. Cela ne se faisait pas non seulement de partager nos revenus et nos dépenses, mais d'accorder notre mode de pratique et d'adopter un dossier unique pour nos patients", relate un médecin de la Clinique médicale Hickson, à Verdun.

"Vous savez, une clinique d'urgence existait déjà sur le boulevard Saint-Joseph, il y a environ 27 ans. Moi-même, en 1954, j'en ai créé une, la Clinique médicale Beaubien", raconte de son côté un autre omnipraticien.

Les cliniques médicales "privées" ne datent donc pas d'aujourd'hui. Mais on a maintenant l'impression qu'elles pullulent. Elles naissent autrefois de l'initiative de quelques médecins, un peu audacieux, que leurs confrères regardaient avec soupçon.

Aujourd'hui, elles poussent, semble-t-il, comme des champignons à travers le Québec, jusque dans les régions reculées telle la Côte Nord. On dénombre dans la province 350 cliniques, ouvertes à l'instigation de médecins généralistes s'entourant la plupart du temps de spécialistes — sans parler de tous les autres types de cliniques dont celles qui sont vouées à une activité spécifique comme le traitement des varices, des allergies, etc. De ce nombre, un peu plus de 88 cliniques parsèment le Grand Montréal.

On pourrait troquer l'expression de la "ville aux cent clochers", qu'on accolait à Mont-

réal, pour celle de la "ville aux cent cliniques"! Ce n'est pas qu'une question de chiffre. Car l'image évoque les reliquats d'un passé où médecine et prétrise se soudaient presque.

A cette époque, on parlait en effet de la "vocation médicale", tout imprégnée de la notion de charité publique. A moins de s'être munis d'une assurance-privée, bien des gens, des petits salariés, ne pouvaient consulter un docteur sans grever leur budget familial.

L'apparition de l'Etat: un point tournant

Les cliniques d'hier, comme les plus récentes, s'inscrivent depuis lors dans un contexte socio-économique et politique qui a profondément changé et qui a influé sur elles. Dans le sillage des idées de la révolution tranquille ou une certaine "gauche" de la société québécoise grommelait et réclamait pour tous le droit à la santé, l'apparition de l'Etat constitue un phénomène central.

L'intervention prépondérante de l'Etat dans le secteur de la santé au Québec a privé la médecine de son auréole, attisé des polémiques sur la "fonction médicale" dans notre société moderne de production, et marqué l'organisation des soins médicaux.

L'une de ces marques est tangible, sonore même... Qu'on entre dans une salle d'urgence d'hôpital ou dans une clinique médicale, à Montréal ou à Chamboulam, on vous demande illégalement de présenter votre carte au coucher de soleil flamboyant pour aussitôt l'insérer dans "l'empreinteur".

Cette petite machine-là, les médecins l'ont baptisée "castonguette", non sans une pointe d'ironie à l'endroit de M. Claude Castonguay, président de la commission d'enquête sur la santé et le bien-être qui a prélué à tant de changements. Les citoyens québécois, eux, ont surnommé leur carte d'assurance-maladie, "la carte Chargex". Sous le ton gouailleux perce une réalité de la société contemporaine; voire un comportement: la consommation de masse et son corollaire, le crédit.

Quoi qu'il en soit, ces surnoms, qui sont devenus des habitudes de langage, désignent en fait les mesures de socialisation les plus percutantes et sans doute irréversibles, introduites par l'Etat au début de la décennie 70.

Ces mesures, qui ont conféré à l'Etat un pouvoir de contrôle auparavant inexistant, se sont ainsi concrétisées par: le régime universel d'assurance-maladie (1970); la fameuse loi 65 qui devait instaurer un nouveau système public de services de santé et de services sociaux, et consa-

crer le droit de toute personne de recevoir ces services (1971). On les a coiffées du nom de "réforme de la santé".

Le gouvernement québécois préconisait notamment un système de distribution de soins, et commençait à transiger avec les communautés religieuses, propriétaires d'hôpitaux, selon une politique de compensation (début 1975, il avait négocié une indemnité de \$17 millions à verser pour 32 hôpitaux, et entamé d'autres négociations). Dans un même souffle, l'Etat invitait la "fonction médicale" à se mettre au service de la collectivité, et conviait la population à participer à l'administration des établissements.



Une clinique médicale privée, ça ne fonctionne pas à la va comme je te pousse. Cela implique une organisation juridique et une organisation administrative.

Photo Michel GRAVEL, LA PRESSE

crer le droit de toute personne de recevoir ces services (1971). On les a coiffées du nom de "réforme de la santé".

Portant la confusion à son comble, les discussions sur la scène publique colportent de nombreux concepts tels "médecine globale", "santé communautaire", "soins de première ligne", prise en charge des citoyens de leur propre santé", etc... (Soit dit en toute confiance, les journalistes se creusent souvent les méninges à traduire ce charabia de façon sensée, et ceux de la tribune parlementaire à Québec évitent si possible les conférences de presse émanant du ministère des Affaires sociales comme des penums...!)

Nombreux sigles

Demandez à des citoyens un tant soit peu informés ce qu'ils pensent de la réforme de la santé. Leur réponse référerait inmanquablement à la "carte Chargex", aux revenus des médecins (parce qu'on les étale annuellement à la "une" des journaux), à la dégradation critique des services hospitaliers, à la bureaucratie ahurissante.

Sur cette toile de fond... L'émergence des cliniques médicales "privées" se greffe sur cette toile de fond, mouvante et... impressionniste.

Mouvante: parce que le double courant pour ainsi dire "étatisant" et "socialisant", déclenché par la réforme de la santé, continue de transformer l'organisation des soins (les cliniques en sont un mode), et que l'avènement au pouvoir du PQ pourrait l'accroître.

Concrètement, on retrouve donc sur le terrain des CLSC (Centre local de services communautaires, inventé de toutes pièces par la loi 65 comme premier maillon du nouveau système) qui, pour couper court, logent sous le même toit des services médicaux, sociaux et communautaires. 72 CLSC, 72 variations sur un même thème!

Quant aux cliniques médicales, il y en a de toutes les tailles et de toutes les sortes, tant au

plan de l'organisation qu'à celui du type de pratique médicale adopté (urgence, médecine générale, familiale, etc.). Des colorations régionales nuancent en plus le tableau. Les médecins de la clinique de Val d'Or ne s'organisent pas de la même manière que ceux d'une clinique privée de Montréal.

D'abord, pourquoi donne-t-on à ces cliniques l'étiquette "privée"? Comment expliquer leur prolifération ces dernières années? Forment-elles vraiment un réseau parallèle au secteur public, notamment aux CLSC? Y dénote-t-on des débordements onéreux? Quels éléments risquent, dans l'avenir, de peser sur le développement des cliniques et des CLSC?

La présente série d'articles se propose d'apporter quelques éléments d'information à ces questions et, à tout le moins, de décrire les tendances et les lignes de force qui se font jour. Car, au bout du compte, tous ces services siphonnent une bonne partie des revenus des citoyens en impôts.

Pour glaner ces informations, LA PRESSE s'est surtout attardée aux régions du Montréal métropolitain (englobant Laval) et de la Rive sud. Les cliniques et CLSC, dont il sera fait mention, ne sauraient d'aucune façon prendre figure de modèles standards, compte tenu de l'éventail très large.

Pour glaner ces informations, LA PRESSE s'est surtout attardée aux régions du Montréal métropolitain (englobant Laval) et de la Rive sud. Les cliniques et CLSC, dont il sera fait mention, ne sauraient d'aucune façon prendre figure de modèles standards, compte tenu de l'éventail très large.

Pour glaner ces informations, LA PRESSE s'est surtout attardée aux régions du Montréal métropolitain (englobant Laval) et de la Rive sud. Les cliniques et CLSC, dont il sera fait mention, ne sauraient d'aucune façon prendre figure de modèles standards, compte tenu de l'éventail très large.

Cliniques "privées", mais services presque tous "publics"

C'EST RENVERSANT de constater la réaction de beaucoup de personnes à qui l'on signale la possibilité d'aller à la clinique plutôt que d'attendre longtemps à l'urgence de l'hôpital pour voir un médecin. Elles demandent tout de suite s'il faut payer", affirme un omnipraticien qui partage sa pratique médicale entre un gros hôpital universitaire de Montréal et une clinique privée à quelques pas de cette institution du centre-ville.

A la clinique, comme à l'hôpital ou au cabinet d'un médecin, le régime d'assurance-maladie couvre les coûts d'un vaste programme de services médicaux et chirurgicaux. Hormis certaines exceptions à ce programme (Ex. vaccin, chirurgie à des fins purement esthétiques), les patients ne déboursent pas un cent. ("Gratuité" apparente, rappellent-ils! L'Etat prélève une forme d'impôt indirect pour financer le régime d'assurance-maladie, puisque le taux des contributions des particuliers et des employeurs à ce régime s'élève à 0.8% du revenu net.)

Une appellation contrôlée

L'étiquette "privée", que l'on appose aux cliniques québécoises, est d'abord une sorte d'appellation contrôlée! La loi sur les services de santé et les services

sociaux (loi 65) confère en effet aux cliniques et aux cabinets des médecins le statut d'organisations autonomes qui les distingue des établissements publics soumis aux règlements de la loi.

Cette loi stipule: "Cabinet privé de professionnel: un endroit situé ailleurs que dans un établissement où un ou plusieurs médecins, dentistes ou autres professionnels, individuellement ou en groupe, pratiquent habituellement leur profession à titre privé et à leur seul compte."

Si dans la tête des gens, "privé" rime encore avec "payant", c'est parce que peu d'individus connaissent la liste des services non assurés par le régime d'assurance-maladie dans les cliniques. Plusieurs citoyens ont, un jour ou l'autre, souligné leur portefeuille de quelques dollars en venant s'enquérir des résultats d'examen de laboratoire faits à la clinique privée.

D'autres personnes découvrent avec étonnement qu'elles doivent payer l'examen médical requis par un employeur préalablement à l'obtention de l'emploi recherché. Le régime d'assurance-maladie couvre en effet les examens médicaux pour une gamme d'emplois précis, tombant parfois sous le coup d'exigences d'une loi spécifique: chauffeur de taxi et d'autobus d'écoliers, enseignant dans une école publique, machiniste et

ouvrier employés dans l'exploitation de mines et carrières, etc.

Quoi qu'il en soit, les cliniques médicales privées au Québec diffèrent fondamentalement des cliniques privées européennes qui comportent, par exemple, un certain nombre de lits d'hospitalisation et où les gens défrayent eux-mêmes — ou par le biais d'assurances privées — les services médicaux reçus.

Chez nous, les médecins omnipraticiens, en particulier, ont esquissé leur propre définition d'une clinique: "Un centre médical où des médecins exercent la médecine en groupe selon une structure organisée", exposent-ils à l'occasion de congrès.

Une entreprise privée

Mine de rien, cette définition sommaire débouche sur les subtilités techniques et juridiques de la gestion médicale. Une clinique, ça ne vit pas d'amour et d'eau fraîche, ça se finance à même les revenus des médecins, revenus tirés de la "castonguette", et ça ne fonctionne pas à la va comme je te pousse.

Vue uniquement sous l'angle des affaires, une clinique médicale implique une organisation juridique et une organisation administrative (modalités de financement, etc.), et revêt le caractère d'une entreprise privée bien différente d'une fabri-

que de bottines. D'ailleurs, les grandes banques offrent des programmes de prêts particuliers pour divers types de professionnels comme les médecins.

Succinctement, ceux-ci, en se groupant, se forment en société de dépenses ou en société réelle, le plus souvent ratifiées par des contrats qui fixent des règles fort variées dépendant des individus en présence. Ces formules administratives ne constituent pas des entités juridiques.

La loi médicale interdit en effet aux médecins d'incorporer leur pratique, c'est-à-dire d'exercer la médecine par le biais d'une compagnie qui deviendrait alors une personne juridique s'interposant entre le médecin et son patient.

Aussi arrive-t-il que des groupes de médecins empruntent une autre avenue. Ils incorporent une compagnie de gestion ou d'administration à but lucratif, dont ils sont habituellement actionnaires, et qui, locataire ou propriétaire des lieux, s'occupe de gérer tous les aspects administratifs et non professionnels (embauchage du personnel requis, équipement de bureau, fourniture de matériel, etc.) de la pratique médicale dans la clinique.

Sans décortiquer toute la mécanique, signalons que les trois formules — société de dépenses, société réelle, compagnie de ges-

tion — se conjuguent souvent. En fait, chaque clinique médicale possède sa propre petite histoire qui détermine les modes d'association et de gestion adoptés par ses médecins.

Une illustration

Ainsi, au début de 1976, 14 omnipraticiens, pratiquant à l'urgence de l'hôpital de Sacré-Cœur de Cartierville et s'étant déjà regroupés, décident d'ouvrir une clinique.

Tous les coûts de l'opération, dont l'achat d'un ancien collège, les travaux d'aménagement, etc., se sont élevés à \$460,000 dollars. Les membres du groupe ont contracté des emprunts personnels totalisant \$120,000 dollars. En plus, une banque a consenti au groupe un prêt hypothécaire, remboursable sur une période de 20 ans à un intérêt de 11% pour cent pour les trois premières années.

Côté administratif, ces omnipraticiens ont opté pour le système du "pool intégral", ou société réelle. En d'autres termes, ils versent dans une cagnotte à la fois les dépenses et les revenus de leur pratique, qu'ils divisent ensuite entre eux.

Ils ont également créé une compagnie de gestion, "Le Centre médical Salaberry" — nom que porte leur clinique — qui administre l'immeuble et tous les services qui s'y rattachent: percevoir les loyers des

locataires (d'autres médecins ou professionnels de la santé qui s'y installent pour pratiquer leur profession), payer les salaires du personnel, les coûts d'entretien, etc.

"Sans entrer dans plus de détails, un tel type de compagnie offre plusieurs possibilités sur le plan fiscal", expliquait un conseiller juridique de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, lors d'un congrès tenu à l'automne 1971, après huit mois de régime d'assurance-maladie.

"Il appert que cette formule conjugée avec les possibilités qu'offre la société réelle est le processus qui nous apparaît le plus profitable à l'endroit d'une société dont les membres entendent construire une entreprise sérieuse et à long terme."

Plus récemment, un autre conseiller juridique du même organisme concluait à son tour: "En définitive, quel que soit le mode choisi, les fins généralement visées par les médecins sont d'obtenir un cadre de pratique plus agréable et plus efficace, une vie personnelle et privée plus complète et de s'assurer une certaine protection en cas de décès prématuré."

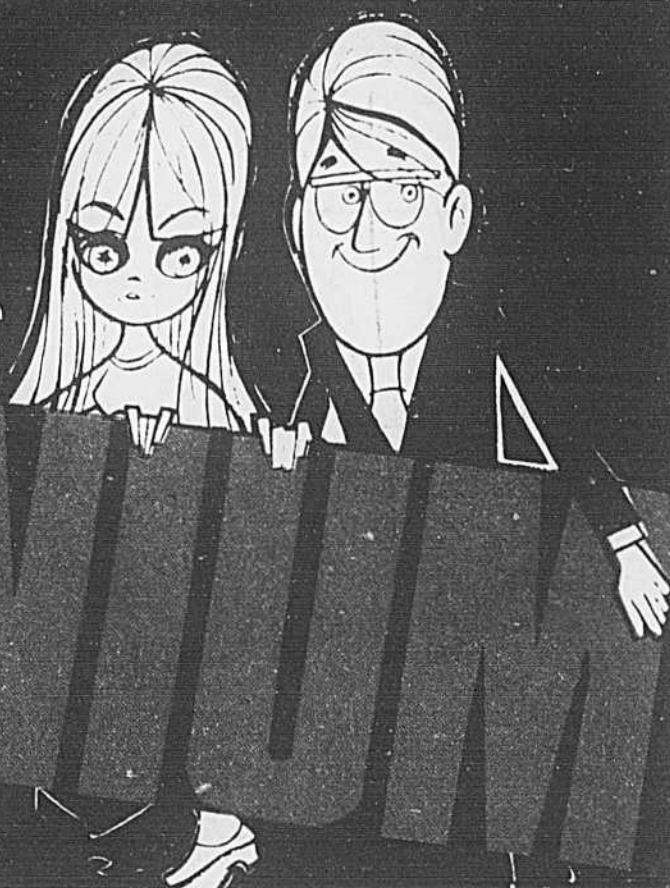
Par ricochet, l'efficacité de l'organisation et de la gestion médicales entraînent des avantages pour les patients.

LUNDI: mouvement d'accélération

FAUCHER

présente son vaste choix de piscines

TOUT ALUMINIUM



AUCUN CONCURRENT NE PEUT
FAIRE LES MÊMES PRIX QUE
FAUCHER "le roi des piscines"

L'ALUMINIUM NE ROUILLE PAS
AUCUN ENTRETIEN



UN VRAI
BIJOU
Vinyle 20 jauges

30' x 15'
\$3,449⁹⁵

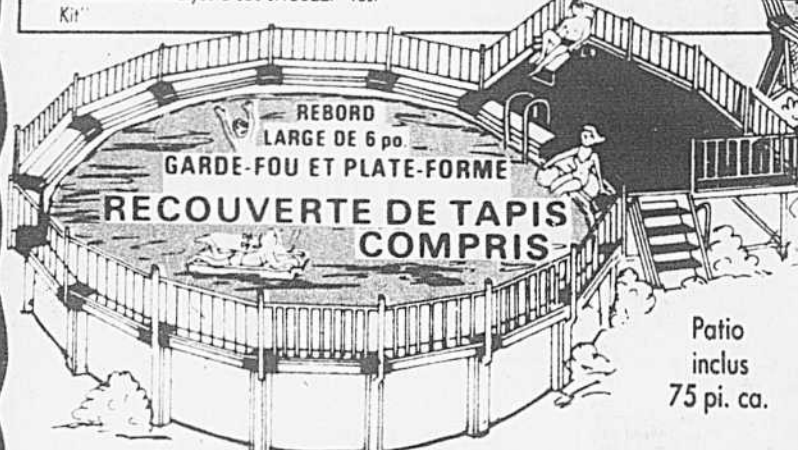
Comprend tout
l'équipement ci-dessous
(les 19 items)



Vinyle - 20 jauges
15 ans de garantie
(pro-reta)

EQUIPEMENT LIVRÉ AVEC CHACUNE DES 6 PISCINES ILLUSTRÉES

1. Filtre à sable JACUZZI
2. Sable pour filtre
3. Écumoir encastré dans la paroi de la piscine
4. Échelle d'accès en aluminium avec dispositif de sécurité
5. Ramasse-feuilles JACUZZI
6. Deux manches JACUZZI servant de rallonges
7. Aspirateur de fond JACUZZI
8. Distributeur de chlore
9. Nécessaire d'analyse d'eau JACUZZI "Test Kit"
10. Un gallon (160 oz) de produits anti-algues
11. 35 lb de chlore H.T.H.
12. Brasse à paroi JACUZZI - 18 po courbée
13. Tuyau d'aspirateur de fond
14. Tuyau de raccordement
15. Brides en acier inoxydable JACUZZI pour tuyaux
16. Garnitures du filtre
17. Thermomètre JACUZZI
18. Crochets pour suspendre les manches
19. 40 oz de nettoie-vinyle



CROWN ROYAL

Comprend: Grand patio avec tapis ozite, clôture (garde-fou), échelle sécuritaire, échelle de piscine et l'équipement ci-haut (les 19 items).

Diam. 18 pi

\$1,699⁹⁵

Diam. 24 pi

\$2,049⁹⁵

Diam. 21 pi

\$1,869⁹⁵

Diam. 27 pi

\$2,249⁹⁵



ROSETTA

Luxeux grand patio, patio tout autour "Walk Around", tapis ozite, garde-fou (clôture), échelle de sécurité et échelle de piscine.

Comprenant l'équipement ci-haut

24 pi - seulement

\$3,099⁹⁵

SERVICE COMPLET

TOUT EST EN ALUMINIUM REFOULÉ (extruded aluminium)

Rebords et montants sont larges de 6 po. Piscines ovales avec équipement ci-haut (les 19 items)

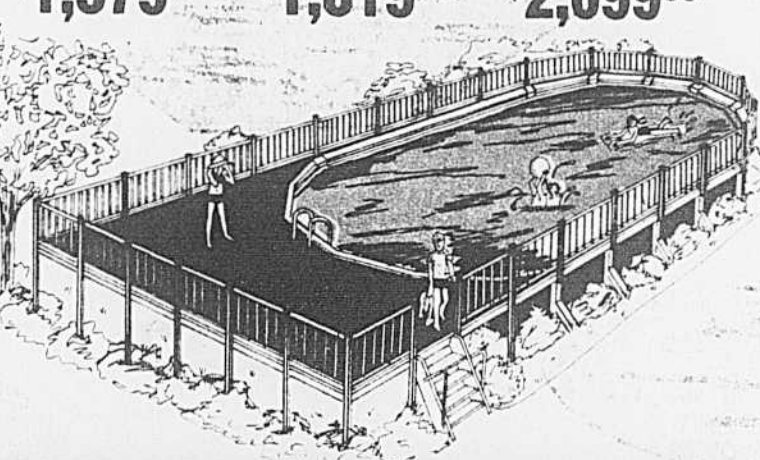
18 x 12 pi
\$1,239⁹⁵

24 x 15 pi
\$1,579⁹⁵

24 x 12 pi
\$1,499⁹⁵

30 x 15 pi
\$1,819⁹⁵

33 x 18 pi
\$2,099⁹⁵



Comprend grand patio au bout de la piscine, garde-fou, tapis ozite, échelle de sécurité et échelle de piscine.

24' x 12 pi
Patio 95 pi car.

\$2,119⁹⁵

24' x 15 pi
Patio 155 pi car.

\$2,579⁹⁵

30 x 15 pi
Patio 155 pi car.

\$2,849⁹⁵

5 raisons importantes pour
essayer **hth** le chlore sec
dans votre piscine



1. Efficace. Le HTH contrôle les algues et les odeurs. Il tue les bactéries. Il conserve votre eau de piscine miraculeusement.
2. Pratique. Pas de contenants vides à transporter. Pas de gouttes, ni de liquide répandu.

3. Facile à employer. Aucun autre additif nécessaire.
4. Économique. Lorsqu'on emploie ainsi qu'indiqué, un bidon dure une saison entière.
5. Le choix des champions. Fournisseur officiel des Jeux Olympiques de 1976.

5 lb \$5⁹⁵ 9 lb \$9⁹⁵ 35 lb \$33⁹⁵
50 lb \$47⁹⁵ 75 lb \$65⁹⁵
100 lb \$79⁹⁵

LIVRAISON GRATUITE
DANS UN RAYON DE 100 MILES

Rabais
supplémentaire
de 3%
si payé et emporté

Installation (sur demande) par des experts.
Garantie d'un an total sur nos installations.

HEURES D'AFFAIRES

- dimanche 11h à 17h
- Lun., mar., mer., jeudi, vend. de 9h à 21h (ouvert tous les soirs)
- Samedi 9h à 17h



3 centres pour mieux vous servir:
1400 boul. MONTARVILLE, Boucherville
(accès par la sortie 58 de l'autoroute 20 la Transcanadienne)
Tél.: 655-3630 ou 527-8001

48, boul. des LAURENTIDES
Pent-Viau, Laval Tél.: 384-7340

5811, boul. TASCHEREAU Brossard
Tél.: 656-1051 ou 866-0085



FILTREUR AU SABLE

\$89⁹⁵

ECHELLE SECURITAIRE ALUMINIUM (NEUVE)

Pour piscine de 48 po

\$39⁹⁵

Quantité limitée

Nous vendons SEULEMENT du chlore H.T.N. OLIN

Fournisseur officiel des Jeux Olympiques
de Montréal 1976

35 lb vous revient à \$30⁸⁵

(c'est du OLIN H.T.H.)

Notre gallon DALGECIDE (160 oz - pas 128 oz) \$5⁹⁵

est toujours à

Si vous prenez l'installation de votre
piscine hors-terre, nous garantissons
l'installation en
48 h.



AUCUN CONCURRENT NE PEUT FAIRE LES MEMES PRIX QUE FAUCHER

EN LIVRANT AVEC CHAQUE PISCINE LE MEME EQUIPEMENT DE HAUTE QUALITE

- 1 — Faucher prend un plus petit profit
- 2 — Faucher n'a pas de salle d'exposition qui coûte très cher
- 3 — Faucher réalise un plus gros volume d'achats et de ventes
- 4 — Faucher emploie le même entrepreneur depuis 6 ans
- 5 — Faucher est le seul à donner les marques de tous les produits qu'il vend, évitant ainsi de semer la confusion dans l'esprit du consommateur
- 6 — Faucher est une maison qui existe depuis près de 30 ans, qui est au service de sa clientèle 12 mois sur 12, et qui vend des piscines depuis 10 ans. On peut bien le dire: **FAUCHER S'Y CONNAIT EN PISCINES.**

CHAQUE PISCINE COMPREND:

UN MUR HAUT DE 42 PO

- avec paroi en acier 14 au calibre d'épaisseur (notez que l'acier 14 est d'une épaisseur supérieure à l'acier 16 et 18).
- Une doublure en vinyle 30 au calibre d'épaisseur (notez que le vinyle 30 est d'une épaisseur supérieure au vinyle 16, 18 et 20).
- Un large chaperon sur le pourtour.

VOICI LE SOLIDE COIN FAIT D'UNE SEULE PIÈCE DONT SONT DOTÉES LES PISCINES CREUSÉES QUE VEND FAUCHER

PISCINES EQUIPEES

Rectangulaire	12' x 24'	\$1825	Octogonale	19' x 36'	\$2390
Octogonale	15' x 29'	\$1955	Rein	19' x 34'	\$2425
Rectangulaire	14' x 28'	\$1935	Rectangulaire	18' x 36'	\$2295
Coins coupés	16' x 30'	\$2095	Lazy-L	18' x 40'	\$2495
Octogonale	17' x 31'	\$2125	Coins coupés	19' x 37'	\$2515
Square-L	12' x 24'	\$2135	Rein	22' x 36'	\$2535
Ovale	16' x 29'	\$2150	Square-L	16' x 32'	\$2550
Rein	19' x 28'	\$2175	Ovale	19' 6" x 38'	\$2570
Rectangulaire	16' x 32'	\$2050	Rectangulaire	20' x 40'	\$2435
Coins coupés	18' x 31'	\$2225	Coins coupés	19' x 41'	\$2625
Ovale	16' x 33'	\$2240	Lazy-L	20' x 45'	\$2700
Square-L	14' x 28'	\$2295	Square-L	18' x 36'	\$2750
Lazy-L	16' x 36'	\$2350	Rein	22' x 40'	\$2825
			Square-L	20' x 40'	\$2900

VOUS ACHETEZ UNE PISCINE?

ATTENTION AUX REQUINS!



LIVRAISON GRATUITE DANS UN RAYON DE 100 MILES

PISCINES FORME D'UN REIN

19' x 28'

\$2175

19' x 34' \$2425 22' x 36' \$2535 22' x 40' \$2825

FACILITES DE PAIEMENT

RECTANGULAIRES (COINS COUPÉS)

\$2095

18' x 31' \$2225 19' x 37' \$2515 19' x 41' \$2625

SERVICE COMPLET
QUALITE
BAS PRIX

GLISSOIRE JACUZZI

PISCINES RECTANGULAIRES

12' x 24'

\$1825

14' x 28' \$1935 16' x 32' \$2050 18' x 36' \$2295 20' x 40' \$2435

CHAUFFE-EAU A GAZ JACUZZI EGALEMENT EN VENTE
CHAUFFE-EAU ELECTRIQUE
CHAUFFE-EAU A MAZOUT

PISCINES OCTOGONALES

15' x 29'

\$1955

17' x 31' \$2125 19' x 36' \$2390

PISCINES OVALES

16' x 29'

\$2150

16' x 33' \$2240 19' 6" x 38' \$2570

PISCINES LAZY-L

16' x 36'

\$2350

18' x 40' \$2495 20' x 45' \$2700

Marches intérieures de la piscine à prix spécial Faucher

3 centres pour mieux vous servir:
1400 boul. MONTARVILLE, Boucherville
(accès par la sortie 58 de l'autoroute 20 la Transcanadienne)
Tél.: 655-3630 ou 527-8001
48, boul. des LAURENTIDES
Pont-Viau, Laval Tél.: 384-7340
5811, boul. TASCHEREAU Brossard
Tél.: 656-1051 ou 866-0085

RABAIS SUPPLEMENTAIRE de 3% SI PAYÉ et EMPORTÉ

IL FAUT COMPARER

EQUIPEMENT FAUCHER — compris —

1. Filtre à sable JACUZZI
2. Sable pour filtre JACUZZI
3. Écumoire JACUZZI à ouverture 16 po.
4. Échelle JACUZZI en acier inoxydable 3 marches
5. Ramasse-feuilles JACUZZI LS400
6. Aspirateur de fond JACUZZI LV
7. Tuyau d'aspirateur JACUZZI
8. Prise d'aspirateur JACUZZI
9. Bande de fond JACUZZI MOL215 (Drain)
10. Deux retours d'eau JACUZZI IFD50
11. Deux manches télescopiques JACUZZI
12. Crochets pour suspendre ces manches ("en brass", pas en aluminium)
13. Ancrage d'échelle JACUZZI en cuivre jaune
14. Valve hydrostatique JACUZZI
15. Thermomètre JACUZZI PTH103
16. Brosse à paroi de piscine JACUZZI CWB200, largeur 18 po.
17. Nécessaire d'analyse d'eau JACUZZI WTK 108
18. 160 onces de produit anti-algues
19. 75 lb de chlore H.T.H.
20. Câble, bouées, crochets pour câble et crochets pour paroi de piscine, tous de marque JACUZZI
21. Tremplin JACUZZI long de 6 pi
22. Plomberie complète — tuyauterie P.V.C. 150 pi.

TOUS DES PRODUITS JACUZZI

Le filtre JACUZZI est proportionnel à la grandeur de la piscine
LIVRAISON GRATUITE
DANS UN RAYON DE 100 MILES
EQUIPEMENT DES CONCURRENTS

- Écumoire
- Filtre puissant
- Sable
- Échelle
- Ancrage d'échelle
- Bande de fond (drain)
- Aspirateur
- Manche télescopique
- Tuyauterie
- Retour d'eau

CONCURRENTS

Combien demandez-vous pour tous les autres accessoires que FAUCHER inclut dans ses prix?

CONSUMMATEUR

Demandez cette question et vous constaterez de combien leur prix peut augmenter

HEURES D'OUVERTURE:

Lundi - mardi - mercredi - jeudi - vendredi: 9h à 21h
Samedi: 9h à 17h

DIMANCHE: 11h à 17h

Roi
DES BAS PRIX

Pinel: conflit réglé

Les gardes et les employés de clinique de l'Institut Pinel ont décidé hier de mettre fin à l'arrêt de travail qu'ils avaient entrepris il y a plus de deux semaines.

Cette décision a été prise à l'issue d'une séance de négociation de 12 heures lors de laquelle l'administration de l'Institut a accepté de renoncer à poursuivre les employés pour outrage au tribunal, mesure qu'elle envisageait à la suite de leur refus de se soumettre à une injonction leur ordonnant de reprendre leurs postes.

Selon les termes de l'entente conclue avec le Syndicat des employés de l'Institut Pinel, le personnel de chacune des sections sera porté de trois à quatre membres durant la semaine, demeurant à trois pour les week-ends. Cela représente un accroissement de 29 employés, alors que le syndicat en réclamait 44.

Un porte-parole syndical, M. Daniel Mathieu, a souligné que l'entente allait assurer une meilleure sécurité aux employés, en même temps que de meilleurs programmes de traitement des détenus.

Seuls 29 des 375 syndiqués ont participé à l'assemblée de ratification, votant à l'unanimité en faveur de l'acceptation du protocole de retour au travail.

Pendant la durée du conflit, les 250 détenus ont été confinés à leurs chambres et placés sous les soins du personnel administratif.

Chez les anglophones de Montréal

L'étude du français, presque de l'emballlement

par Cécile BROSSEAU

L'étude du français suscite de plus en plus d'intérêt chez les anglophones de Montréal. C'est du moins ce qu'indique l'augmentation des inscriptions d'anglophones aux écoles françaises d'été de l'Université de Montréal et de McGill.

À l'U.M., on a même formé un groupe d'étude hors campus à la demande d'étudiants qui désiraient prendre un bain de français plus authentique en dehors de la métropole trop anglicisée. Une école a été louée au lac Saint-Jean où le programme et l'horaire des cours sont identiques à ceux de Montréal, avec la différence cependant, qu'après les cours, l'étudiant est plongé dans un milieu exclusivement francophone.

Des écoles réputées

La réputation des écoles françaises de l'U.M. et de McGill est bien établie. On vient de tous les coins des États-Unis et du Canada pour suivre les cours d'été.

«Le Québec prend de l'ail», remarquait M. Bernard Landriault, directeur de l'école française de l'U.M. au cours d'une entrevue accordée à LA PRESSE. Selon lui, la victoire du Parti québécois le 15 novembre et le projet de loi 101 ne sont pas étrangers à l'intérêt grandissant des anglophones de Montréal pour l'étude de la langue française.

Car, si les Américains et les anglophones du Canada apprennent le français par plaisir et pour élargir leur culture, la motivation qui anime les anglophones de Montréal serait d'un ordre différent: à savoir, l'utilité, sinon la nécessité de connaître la langue de la majorité en milieu québécois.

Les opinions exprimées par trois étudiants à la sortie d'un cours confirment cette tendance. Maria, d'origine vénézuélienne, vient apprendre le français pour se sentir plus à l'aise avec les francophones. Judith commence par dire qu'elle étudie le français pour son plaisir, mais ajoute que cela lui sera utile à l'hôpital (anglophone) où elle travaille. Elle a sacrifié ses vacances et deux semaines de salaire pour venir suivre ces cours.

Elizabeth est enseignante dans une école secondaire anglophone. Elle admet carrément qu'elle s'est inscrite à ces cours parce qu'avec l'importance que prend le français, il lui sera utile de le connaître, sinon nécessaire. À McGill, en l'absence du directeur de l'école française d'été, M. J.-Claude Lemysse sa collaboratrice a confirmé à LA PRESSE que plusieurs étudiants anglophones du Québec et du Canada se sont inscrits aux

cours cette année à cause de la politique de la langue au Québec et pour répondre à de nouvelles exigences dans leur milieu de travail.

Plusieurs immigrants qui jusqu'à maintenant ne parlaient que l'anglais manifestent également le désir d'apprendre la langue de la majorité.

Les boursiers et les autres

Les étudiants anglophones du Québec et des autres provinces du Canada peuvent bénéficier de bourses pour s'inscrire aux écoles françaises d'été. Ces bourses sont octroyées grâce à une entente fédérale-provinciale et administrées par l'université où l'étudiant s'inscrit.

Selon M. Landriault, de l'U.M., il ne fait aucun doute que l'adulte qui sacrifie six semaines et plusieurs centaines de dollars pour s'inscrire à ces cours, travaille plus sérieusement que l'étudiant qui reçoit tout gratuitement.

Les échanges: hier et aujourd'hui

Le Conseil des Chrétiens et des Juifs est sûrement le pionnier des échanges entre étudiants francophones et anglophones. Depuis 23 ans, des milliers de jeunes Québécois francophones sont allés vivre, pendant les vacances, dans les autres provinces du Canada chez des anglophones de leur âge pour ensuite ramener ceux-ci vi-

vre au Québec pendant quelque temps, grâce à cet organisme qui assume à peu près tous les frais de ces échanges.

Depuis l'élaboration du plan quinquennal de développement des langues par l'ancien ministre Cloutier, le ministère de l'Éducation du Québec a conclu des accords avec les commissions scolaires de même qu'avec les autres provinces du Canada pour des échanges d'étudiants.

En ce qui regarde les accords avec les commissions scolaires, M. Marc Champeau, coordonnateur des échanges linguistiques et culturels au ministère de l'Éducation, a expliqué à LA PRESSE que les intéressés disposaient de \$1 par élève pour mettre sur pied des programmes d'échanges. En 1975-1976, 106 institutions totalisant 45.000 élèves auraient participé à ces accords.

Deux réalisations de la Commission scolaire (bilingue) Baldwin-Cartier illustrent bien la liberté dont jouissent les institutions quant à l'organisation des activités-échanges.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, 350 élèves se sont reçus mutuellement. De plus, un voyage en Angleterre devait faire la joie d'une quarantaine d'autres.

Pour sa part, la Commission scolaire Sainte-Croix selon une entente avec le ministère de l'Éducation de

l'Ontario, aura permis à une cinquantaine de jeunes de vivre ensemble en Ontario et au Québec pendant deux semaines.

Ce dernier projet était subventionné par le secrétariat d'État. Les échanges interprovinciaux résultant

des accords entre les différents ministères de l'Éducation s'adressent à des étudiants plus avancés qui peuvent bénéficier d'une bourse de \$800 pour des cours d'été de langue française ou anglaise.

Cette année, sur

8.000 demandes parvenues, au ministère de l'Éducation (Québec), 3.000 ont été retenues. M. Guy Lamontagne, du ministère, souligne que le nombre d'anglophones québécois sollicitant des cours de français s'est considérablement accru.



Photo Michel Gravel, LA PRESSE
Carole Blondeau, de Montréal, signe le livre d'Or de l'hôtel de ville en présence de Rose-Marie Raymond, de North Bay et de M. Henri Gérin-Lajoie, responsable des archives à la ville de Montréal.

La poursuite écarte dix témoins

Marie-Andrée Leclerc: le procès est ajourné

NEW DELHI (AP) — Le procès pour meurtre et trafic de drogue de

Marie-Andrée Leclerc et de ses deux compagnons, a été ajourné à

lundi, hier, la poursuite ayant décidé d'excuser dix personnes dont le témoignage n'était plus selon elle nécessaire.

Au cours de l'audience d'hier, trois policiers ont témoigné pour la poursuite, puis ont été contre-interrogés par la défense relativement au meurtre de Luc Solomon, un touriste français, commis en juin 1976.

Les trois prévenus, le Franco-Vietnamien Charles Sobhraj, Marie-Andrée Leclerc, de Lévis et le Français Jean Dhuisme, sont accusés d'avoir administré une dose mortelle de drogue au touriste pour le voler.

MISE AU POINT

Dans l'édition du 20 juillet, page C-4, la cuisinière No 227 406 770 avec "Dossier à éclairage fluorescent" aurait dû se lire "Dossier basculant pour accès aux fusibles".

Nous nous excusons de ce contretemps

Sears

SIMPSON-SEARS LTEE

OFFRE SPECIALE de



PROFOND

PHOTO CLUB!
EPARGNEZ

sur le développement de vos photos couleur, grâce au coupon ci-dessous.

Qualité garantie
Crédit accordé pour
négatifs non imprimés



Nous utilisons le
papier Kodak pour
avoir de beaux résultats

SERVICE RAPIDE

ET ECONOMIE

grâce à ce coupon

postez-le!

EPARGNEZ \$ EPARGNEZ \$

FILM KODACOLOR*

Développement et impression

SEULEMENT

*110 et 126 uniquement

Ecrivez en lettres moulées:

NOM.....VILLE.....

ADRESSE.....CODE POSTAL.....

Et faites parvenir à:

PROFOND

PHOTO CLUB

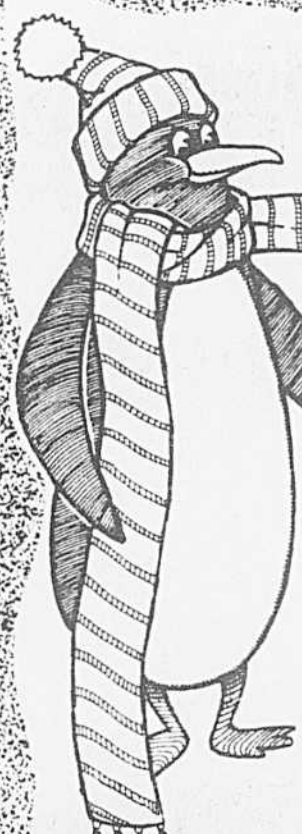
C.P. 988, SUCC. A
MONTREAL, QUEBEC, H3C 2W3
Offre en vigueur jusqu'au 30 septembre 1977

EPARGNEZ \$ EPARGNEZ \$

POUR 12 POSES

20 POSES SEULEMENT

\$2.99



Pour vous permettre de jouir d'un air plus confortable
chez vous ou au travail,

FAUCHER

vous propose

DES CLIMATISEURS, DES DESHUMIDIFICATEURS ET DES VENTILATEURS DE HAUTE QUALITE A BAS PRIX SANS PRECEDENT,

pendant 3 jours seulement:
lundi, mardi et mercredi prochains.

VENTILATEURS DE TABLE OSCILLANTS

ELECTROHOME

Modèle 7608, diamètre 8 po	Modèle 7612, diamètre 12 po	Modèle 7616, diamètre 16 po	Modèle 76PDA grand box, diamètre 16 po
\$24 ⁹⁵	\$37 ⁹⁵	\$54 ⁹⁵	\$109 ⁹⁵

VORNADO Modèle V 166, diamètre 16 po..... \$43⁹⁵

DÉSHUMIDIFICATEURS

(Assécheurs d'air)

ELECTROHOME

Modèle SD 85, capacité 22 chop.	\$159 ⁹⁵
Modèle SD 86, capacité 22 chop.	\$179 ⁹⁵
dispositif antigivre	\$189 ⁹⁵

Modèle SD 98, capacité 28 chop..... \$119⁹⁵

RCA

Modèle GDG 20, capacité 20 chop..... \$119⁹⁵

Climatiseur vertical
«Mobilaire»

Westinghouse

modèle AK064SK

Puissance 6000 B.T.U. Ventilateur à 2 vitesses, grande et petite. Thermostat réglable à plusieurs positions. Dispositif qui évacue la fumée et les odeurs de l'air. Système de déshumidification à grand rendement. Ailettes de jet d'air réglables. Coffret en aluminium peint vinyle beige. Fonctionne sur courant 120 V. Pour fenêtre horizontale à battants ou à coulisse.

BAS PRIX
IMBATTABLE
DE FAUCHER

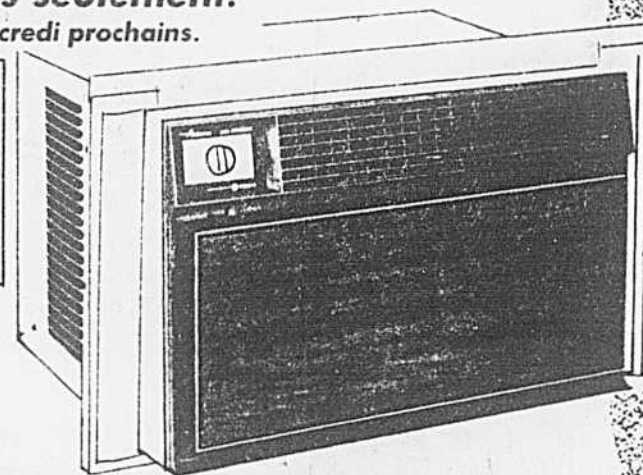
\$239

AUX 2 MAGASINS FAUCHER

• 1400, boul. Montarville
Boucherville
A 5 minutes du pont-tunnel
Louis-Hippolyte-Lafontaine.
(Accès par la sortie 58 - direction boul. Montarville - de l'autoroute 20, la Transcanadienne)
Tél.: 655-3630 ou 527-8001

• 48, boul. des
Laurentides
quartier Pont-Viau, Laval
Tél.: 384-0590

Pour appel interurbain sans frais: 1-800-361-9226



CLIMATISEUR Chrysler Airtemps

modèle L05 de la série "SLEEPER"

Puissance 5000 BTU/H. Ventilateur à 2 vitesses. Projection d'air frais réglable en 3 directions. Montage facile (nécessaire fourni) dans toute fenêtre à guillotine ou à coulisse de 24 à 40 po de large. Pour 115 volts.

PRIX SPECIAL DE FAUCHER \$219

CLIMATISEUR Chrysler Airtemps

modèle L06 de la série "SLEEPER"

Puissance 6000 BTU/H. Ventilateur à 2 vitesses. Projection d'air frais réglable en 3 directions. Montage facile (nécessaire fourni) dans toute fenêtre à guillotine ou à coulisse de 24 à 40 po de large. Pour 115 volts.

PRIX SPECIAL DE FAUCHER \$279

CLIMATISEUR Chrysler Airtemps

modèle R10 de la série "IMPERIAL II"

Puissance 10000 BTU/H. Ventilateur à 3 vitesses. Levier commandant à la fois l'entrée de l'air frais et la sortie de l'air vicié et permettant un choix d'aération facile. Tableau de commande dissimulé derrière un panneau d'aspect attrayant. Nécessaire de montage universel qui permet de faire l'installation en affleurant à l'intérieur ou en saillant dans la pièce. — Pour 115 volts.

PRIX SPECIAL DE FAUCHER \$379

CLIMATISEUR Chrysler Airtemps

modèle R12 de la série "IMPERIAL II"

Puissance 12000 BTU/H. Ventilateur à 3 vitesses. Levier commandant à la fois l'entrée de l'air frais et la sortie de l'air vicié et permettant un choix d'aération facile. Tableau de commande dissimulé derrière un panneau d'aspect attrayant. Nécessaire de montage universel qui permet de faire l'installation en affleurant à l'intérieur ou en saillant dans la pièce. — Pour 230 ou 208 volts.

PRIX SPECIAL DE FAUCHER \$419



Apôtres de l'Amour infini: Québec aidera Bill Currier à se faire remettre ses enfants

Le ministère de la Justice du Québec s'est engagé à aider M. Bill Currier, de Hull, dans ses efforts pour se faire remettre ses deux enfants, détenus dans un monastère de Saint-Jovite administré par les Apôtres de l'Amour infini.

M. Jules Barrière, directeur du Centre communautaire légal de l'Outaouais, a révélé hier qu'il venait de recevoir une lettre du ministère l'assurant que la Sûreté du Québec interviendrait ces jours-ci.

M. Currier a été arrêté lundi

par la SQ, après avoir pris à partie plusieurs membres de la secte qui tentaient de l'empêcher de pénétrer dans le monastère, où il avait décidé d'appliquer lui-même une ordonnance de la Cour supérieure lui accordant la garde de ses enfants, âgés de 7 et 12

ans. Il a été accusé de violation de propriété.

M. Barrière avait soumis une plainte formelle au ministère de la Justice, critiquant la police pour ne pas avoir mis à exécution plusieurs ordonnances que des avocats de Hull avaient obtenues contre les Apôtres.

3 JOURS FOUS FOUS FOUS

AUX 2 MAGASINS

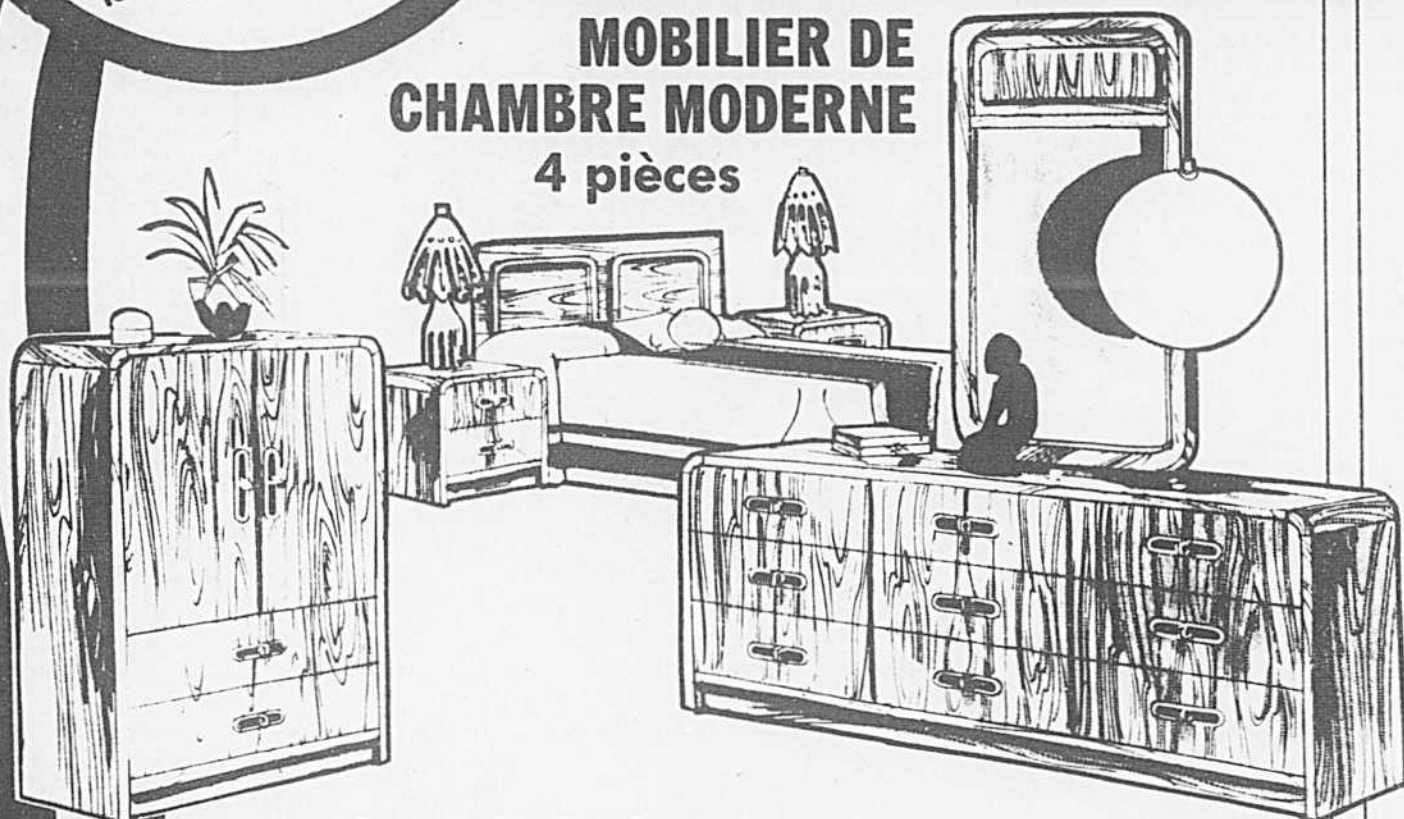
FAUCHER

établis
l'un à Laval,
l'autre à Boucherville.

**LUNDI,
MARDI ET
MERCREDI**

(ou jusqu'à l'épuisement des stocks)
Profitez de la tranquillité de ces jours du début de la semaine pour effectuer des achats avantageux, évitant ainsi la bousculade des foules les autres jours.

MOBILIER DE CHAMBRE MODERNE 4 pièces



Cet ensemble d'un design ultra-moderne, aux angles gracieusement arrondis, comprend une commode basse à 9 tiroirs surmontée d'un miroir vertical encadré, une commode-armoire à 2 portes, intérieur muni de tablettes, et 2 tiroirs dans sa partie inférieure, plus une tête de lit assortie.

N.B.: 2 tables de chevet assorties s'obtiennent moyennant un supplément modique.

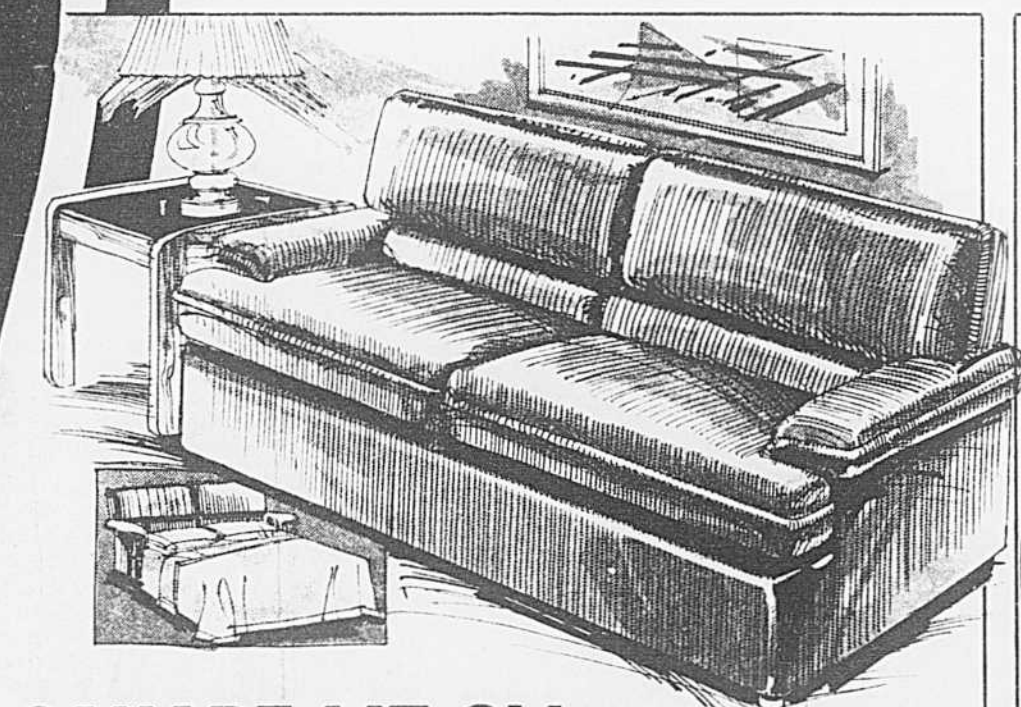
PRIX SPECIAL
DE FAUCHER **\$499⁹⁵**
SI VOUS L'EMPORTEZ
\$484⁹⁵

MOBILIER DE CUISINE 5 PIÈCES DE STYLE COLONIAL



Table à plateau ovale, mesurant 36x48 po et pouvant être agrandie à 60 po. grâce à une rallonge escamotable, plus 4 chaises assorties. Dessus de la table résistant aux causes courantes d'endommagement (égratignures, brûlures, etc.). Pieds en bois tourné et sculpté (table et chaises).

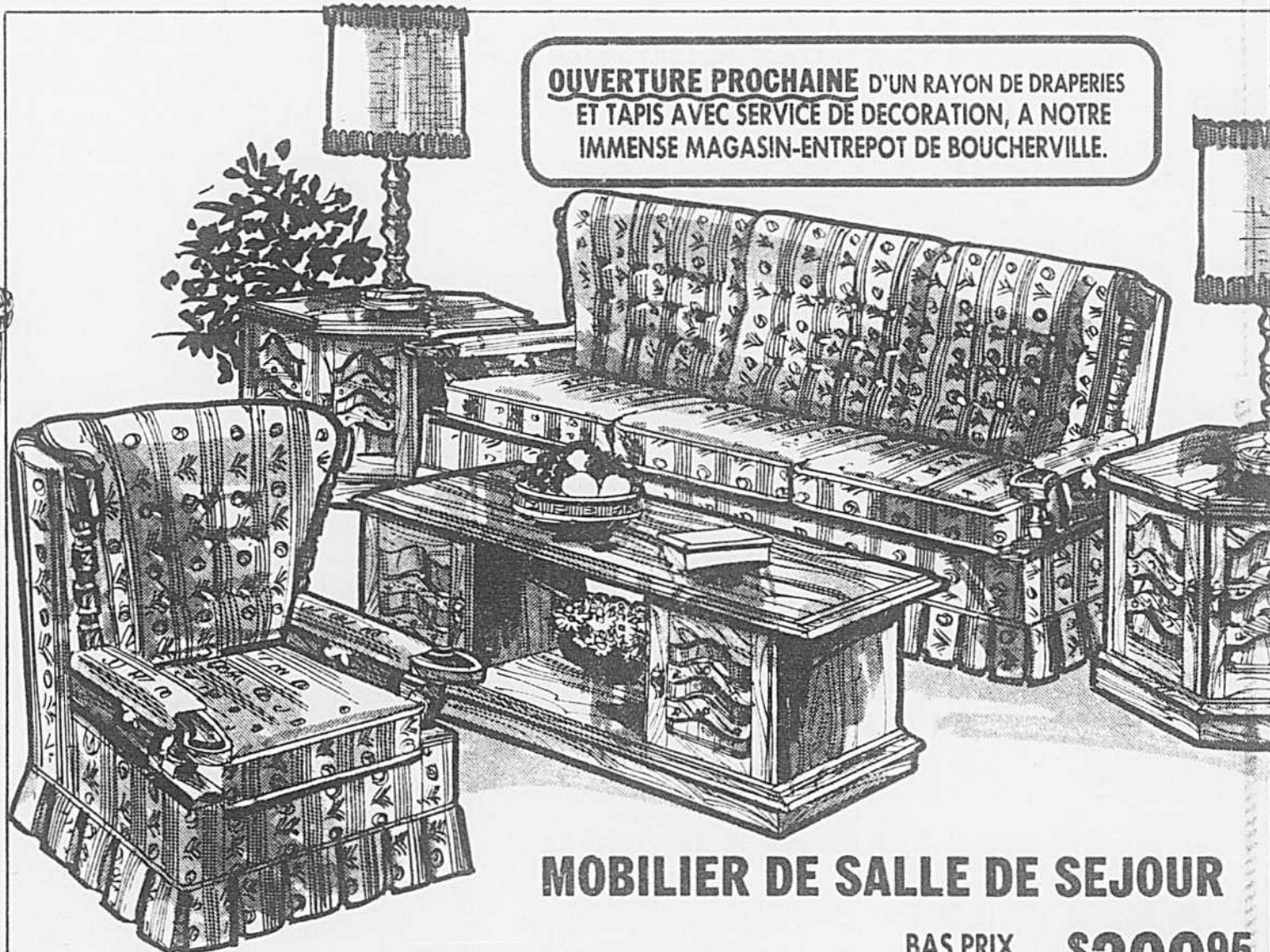
PRIX SPECIAL
DE FAUCHER **\$154⁹⁵**
LES 5 PIÈCES
SI VOUS L'EMPORTEZ
\$149⁹⁵
LES 5 PIÈCES



CANAPE-LIT Sklar DE STYLE MODERNE

Canapé, très élégant, recouvert et doté de coussins rembourrés de Dacron (épaisseur d'environ 6 po). Se transforme facilement en un confortable lit pour deux personnes. Celui-ci est muni d'un matelas à ressorts et de têtes réglables. Le châlit est en acier et monté sur roulettes Shepherd, le tout rehaussé d'un matériel de velours côtelé de 1^{ère} qualité.

BAS PRIX
DE FAUCHER **\$359⁹⁵**
SI VOUS L'EMPORTEZ
\$349⁹⁵



MOBILIER DE SALLE DE SEJOUR

Ensemble comprenant un canapé à 3 places et un fauteuil à bascule qui pivote également sur sa base. Les deux pièces ont un confortable dossier haut capitonné. Les coussins de siège, garnis de Dacron (épaisseur d'environ 6 po) et dotés d'une enveloppe à glissière, sont indépendants. Les sièges sont munis d'une suspension à ressorts à rebord souple. Les deux pièces sont recouvertes de tissu de polypropylène, fibre synthétique pratiquement inusable, et ont des garnitures en bois comprenant des colonnettes tournées.

BAS PRIX
DE FAUCHER **\$399⁹⁵**
SI VOUS L'EMPORTEZ
\$387⁹⁵



AUX 2 MAGASINS FAUCHER

• 1400, BOUL. MONTARVILLE, BOUCHERVILLE
A 5 minutes du pont-tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine.
(Accès par la sortie 58 - direction boul. Montarville - de l'autoroute 20, la Transcanadienne)

Tél.: 655-3630 ou 527-8001

Pour appel interurbain sans frais: 1-800-361-9226

• 48, BOUL. DES LAURENTIDES
QUARTIER PONT-VAU, LAVAL
Tél.: 384-0590

RABAIS SUPPLÉMENTAIRE DE **3%** ACCORDE AUX CLIENTS QUI EMPORTENT LEURS ACHATS

LIVRAISON DANS UN RAYON DE 100 MILLES, SANS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES

SERVICE APRES-VENTE ASSURÉ PEU IMPORTE L'ENDROIT DE LIVRAISON

DOUBLE GARANTIE DE SATISFACTION: CELLE DU FABRICANT ET CELLE DE FAUCHER

Case passe ici

L'ermite Louis Gagnon a passé le tiers de sa vie à la recherche d'une cité vieille de 30,000 ans

par Réjean TREMBLAY
(envoyé spécial de LA PRESSE)

LES GRANDES BERGERONNES — Quand on arrive aux Grandes Bergeronnes en venant de Tadoussac, on descend une longue côte; juste avant de traverser le pont qui enjambe la rivière, si on regarde à sa droite, on remarque un invraisemblable moulin à bois fonctionnant grâce à un vieux camion Chevrolet dont l'essieu-arrière est relié à une scie; juste à côté, trois cabanes. La plus grande sert d'atelier où l'ermite Louis Gagnon ou il fabrique rames et raquettes, la plus petite, grande comme une chambre de bain où règne un fouillis inextricable, constitue son ancienne "maison" et l'autre, guère plus accueillante, est son domicile actuel.

C'est là que Louis Gagnon habite avec ses trois petits chiens.

Louis Gagnon a maintenant 74 ans. L'hiver a été très dur pour lui. Presque asphyxié en janvier quand la neige a bloqué le tuyau qui lui sert de cheminée, on l'a hébergé au Manoir Fortin, au cœur du village.

L'hiver, l'avoue-t-il lui-même un peu piteux, a été très pénible parce que ses amis et les jeunes du village l'ont entraîné à consommer un petit peu trop, un petit peu trop souvent.

Quand on l'a retrouvé, au début de juin, il reprenait justement possession de ses quartiers, retrouvant cette solitude qui lui est si chère depuis une vingtaine d'années.

Le "père Louis" n'avait pas les idées trop claires cet après-midi là. Beaucoup moins en tous les cas que lors de ses rencontres précédentes avec le vieil archéologue amateur.

Depuis 25 ans maintenant, il parcourt à pieds anses et montagnes qui entourent les Grandes Bergeronnes, ce village de la Côte-Nord situé à une douzaine de milles de Tadoussac.

"Les Grandes Bergeronnes, les Escoumins, tout le Royaume du Saguenay constituent le meilleur site archéologique des Amé-

riques, sinon du monde entier," soutient encore aujourd'hui le vieux bonhomme.

Nourri de Jacques Bergier, de Louis Pauwels, de Robert Charroux et d'autres auteurs de ce qu'on appelle en langage "initié" la "primhistoire" en référence à la préhistoire des historiens classiques, en contact avec les savants du Musée National du Canada et du Smithsonian Institute de New York, le père Louis est persuadé d'avoir mis à jour les vestiges d'une grande cité vieille de 30,000 ans qui aurait abrité une formidable civilisation sur les bords de la Mer de Champlain.

Il marche le long des anses et du doigt montre ce qui pour lui sont des terrasses, des barrages, des fortifications...

"On a marché pendant des centaines d'années au-dessus de vestiges semblables en Asie et en Afrique avant qu'on ne pense à se pencher et à creuser. C'est la même chose ici..."

Découvertes

Plus concrètement, M. Gagnon compte quelques belles découvertes à son crédit.

Pointes de flèches, fragments de haches, silex, poteries, pièces dument authentifiées par le Musée National d'Ottawa.

Une lettre de M. Thomas-E. Lee du Musée National datée du 23 décembre 1954 précise même à propos d'une des poteries que M. Gagnon lui avait fait parvenir: "Je n'ai jamais vu une telle poterie. Elle est différente et aussi très intéressante. Je vais la montrer à d'autres archéologues et je vais la comparer avec la collection de Québec."

Tout au long des années, M. Gagnon a gardé un contact intermittent avec les gens "de la science officielle" comme il le dit, remettant ses nouvelles découvertes aux musées régionaux de Tadoussac et de Baie-Comeau, ou encore à ceux de Québec ou d'Ottawa.

Père de 10 enfants (qui voudraient bien le convaincre de quitter ses cabanes et ses chiens), Louis Gagnon a reçu la piqure de l'archéologie de la



photo Pierre McCann, LA PRESSE

Livres coûteux, découpures de presse, cassettes où sont enregistrées ses conversations avec les archéologues "diplômés", c'est dans ce fouillis invraisemblable que vivait il y a une couple d'années Louis Gagnon...

façon la plus simple du monde; il marchait dans ces anses de la Côte-Nord qu'il aime tant et qu'il connaît mieux que le fond de sa poche.

Une bonne journée, il ramassa par terre une pierre qui ne ressemblait pas aux autres. "J'avais ouvert les yeux et une fois qu'ils sont ouverts, on ne peut plus les refermer."

Sans instruction de base, il se mit à lire tout ce qui lui tombait sous la main... archéologie, histoire, préhistoire, géologie, tout ce qui pouvait le renseigner sur ses découvertes.

Les éditions luxueuses des volumes de Robert Charroux traînent entre deux rames et dans le brin de scie, Le Matin des Magiciens dort dans un filet de pêcheur accroché aux poutres de son atelier, une pile énorme de coupures de journaux jaunit dans son ancienne "maison" tandis que des cassettes où sont enregistrées certaines de ses conversations avec des archéologues "diplômés" reposent en dessous de son grabat.

Le vieux chercheur a vieilli, beaucoup vieilli au cours de son hiver. Sa pensée est moins claire qu'elle ne l'était, ses phrases ont perdu de cette poésie épique qu'elles charriaient quand il parlait de ces Celtes de race blanche qui habitaient tant la France que le Nord de l'Amérique et qui furent les premiers maîtres du monde...

Mais si vous passez par les Grandes Bergeronnes au cours de l'été, arrêtez quand même saluer le père Louis.

S'il est de bonne humeur et en belle forme, vous passerez un après-midi inoubliable à entendre parler de poteries uniques (poteries scandinaves des premiers siècles après Jésus-Christ) qu'il vous montrera, des formidables cimetières de plus de 2 milles de long avec des fosses bien enlignées, vestiges de cette grande ville de la mer de Champlain qu'il offrira de vous montrer.

Tout ce qu'il vous demandera c'est d'avoir les yeux bien "ouverts"... comme lui les a!

du canada



PAR
HUGUETTE
LAPRISE

A Neepawa, on est vieux quand on a plus de 100 ans

par Huguette LAPRISE
envoyée spéciale de LA PRESSE

NEEPAWA — Dans le café chinois «Bamboo» qui n'a de tel que le nom, et encore, sis sur la rue Hamilton, à Neepawa, toutes les tables sont occupées. Pourtant, il n'est que 15h. L'heure où dans la plupart des villes et des villages, l'activité est à son plein dans les commerces et les industries. Mais voilà, toute la clientèle de ce café est formée de vieillards. Car à Neepawa, 23 p. cent de la population a plus de 65 ans et 34,2 p. cent a entre 35 et 64 ans.

Tous les jours, dans la matinée, vers 11h, et vers le milieu de l'après-midi, les vieux de la place se retrouvent devant une tasse de café ou de thé dans les trois restaurants de l'endroit. C'est devenu presque un rite. Ils y mangent aussi de la crème glacée «Velvet», une fabrication locale.

Neepawa, c'est une petite ville de 3,710 habitants située à 121 milles au nord-ouest de Winnipeg. Un joli endroit qui surprend quand on y arrive, après avoir circulé pendant près de trois heures sur une route qui ne semblait avoir pour aboutissement que l'infini. Neepawa qui, en langage cri, signifie «abondance» est nichée sur un terrain vallonné. Seules les deux rues du centre-ville, Mountain et Hamilton, formées d'édifices tout recouverts de peinture jaune et beige, ne sont pas bordées d'arbres centenaires. Les quelque 30 rues qui composent cette petite ville ne sont que verdure et fleurs. Une centaine de commerces et une quinzaine d'industries desservent une population de 10,000 personnes dans une région de 2,400 milles carrés.

Trophée

Ces derniers dix ans, Neepawa

a décroché à quatre reprises le trophée de la plus belle ville du Manitoba. Les habitants se glorifient aussi d'avoir donné au Manitoba un de ses plus grands écrivains, Margaret Laurence.

Le rêve des pionniers, la plupart des Highlanders dépossédés de leurs terres en Ecosse, que «Neepawa prenne l'importance de Winnipeg», tout au moins comme on peut le lire dans une édition du Neepawa Press du 1903, «qu'elle devienne en dix ans la deuxième ville de la province», ne se réalisera jamais.

Neepawa est devenue néanmoins l'endroit privilégié de retraite pour les vieux.

«Pas les vieux, souligne M. Jack Stitt, qui a 84 ans et est, depuis qu'il est arrivé de Rossburn, il y a dix ans, secrétaire de la Chambre de commerce, mais les «senior citizens» (au Québec, on dit les «gens de l'âge d'or»).

«A Neepawa, ajoute-t-il, on est vieux quand on a plus de 100 ans». Malgré son âge, M. Stitt est assis à son bureau tous les matins.

Alors que je monte dans la voiture, il me dit taquin: «Faites attention, ne vous mêlez pas aux jeunes fermiers. Ils cherchent tous des jeunes poulettes. Il n'y en a pas beaucoup ici».

Les retraités viennent de tous les environs finir leurs jours à Neepawa. Pour eux, c'est l'Éden. Certains représentent presque les figures mythiques des Prairies. Plusieurs sont les descendants de ces hommes qui parcoururent des milles et des milles à pied, venus des provinces de l'Est. Il y a aussi ceux qui arrivèrent des pays de l'Europe de l'Est, à la fin du 19e siècle et

vers les années 50, en particulier du gars d'Edmonton. Il ne peut pas être de Neepawa». Depuis plus d'une heure, ils siroient le même café et se racontent des blagues, selon M. Todaruk. C'est ainsi tous les jours.

Dans le café, Mike Hudy, 87 ans, John Adamyk, le même



Effie Ames, âgée de 80 ans

âge, et Bill Todaruk, plus jeune, 73 ans, econvertent en ukrainien avec un jeune gars d'Edmonton, Matt Rikko, une quarantaine d'années. Les deux plus vieux parlent à peine l'anglais.

Bill Todaruk interprète: «Il est

trop jeune, disent-ils, en parlant du gars d'Edmonton. Il ne peut pas être de Neepawa». Depuis plus d'une heure, ils siroient le même café et se racontent des blagues, selon M. Todaruk. C'est ainsi tous les jours.

ressemble à un bunker? Non. Nous préférons rester dans la maison familiale. Parmi les arbres, la senteur du blé dans les champs... Nous allons y mourir».

Ils ajoutent: «Les listes d'attente sont longues. Et puis, ils n'acceptent que ceux qui peuvent subvenir à leurs besoins! Nous, nous n'avons pas de chance d'y être hébergés...» Ils rigolent.

Dans les rues, sous un soleil qui brûle, des personnes tout aussi vieilles se promènent. Un vieillard bossu avec sa canne. Certains sont arrêtés au coin des rues et bavardent. Mme Effie Ames, 80 ans, avance doucement. Elle porte un chapeau de paille rose avec un ruban blanc noué sous le menton. C'est une petite vieille toute potelée qui vit toute seule dans la maison familiale qu'elle montre du doigt mais que l'on aperçoit à peine derrière les arbres touffus.

Agriculture

Les commerces et les industries n'en continuent pas moins de fonctionner. Bob Durston, une trentaine d'années, représentant du ministère de l'Agriculture, est à son bureau.

«Les jeunes, explique-t-il, quittent les zones rurales, les fermes familiales pour la ville. C'est partout la même chose. Ils veulent autre chose que cette atmosphère ankylosante, presque tous veulent en sortir. Mais ces dernières années, ils ont tendance à revenir. Ils ont vu le grand monde. Ce qui est davantage important, c'est que la situation dans les fermes du Manitoba s'est améliorée. Nous n'avons pas connu de baisse draconienne de la production agricole, comme ce fut le cas de 1967 à 1971. Il n'y a pas eu de mauvaises récoltes.

De plus, le programme gouvernemental de réhabilitation des petites et moyennes fermes (75 p. cent des 33,000 fermiers manitobains sont dans cette catégorie) permet aux jeunes de reprendre la ferme familiale.»

Bob Durston donne comme exemple son propre cas. Il a quitté la ferme familiale de Dufresne, il y a une quinzaine d'années, parce qu'il était impossible que son père puisse répartir les revenus modestes de la ferme avec ses fils. Aujourd'hui, son jeune frère pourra demeurer sur la ferme.

Mais pour le maire de Neepawa, M. R. L. Hurrell, un retraité qui ne veut pas dire son âge, mais qui a sûrement près de 70 ans, et qui a ouvert la première boulangerie dans le village, le Manitoba est toujours la province d'une seule ville. Neepawa se développe lentement, doucement, sans précipiter dans le chaos des finances de la ville. Il n'y a que des services, pas de grosses industries.

Il a pour théorie que si les grosses industries ne veulent pas payer les taxes, la municipalité ne favorisera pas leur implantation dans la ville par des taux privilégiés.

«Elles n'ont qu'à aller s'installer ailleurs», dit-il.

Monsieur le maire est assis devant son bungalow. De la fenêtre, on entend les pleurs de son petit-fils. Pendant ce temps à l'hôtel de ville, on le cherche.

«Nous ne l'avons pas vu depuis une semaine» a répondu dans la matinée sa secrétaire, à un vieux citoyen qui voulait lui parler.

«Si je le trouve, lui a-t-elle précisé, il va y avoir du trouble et c'est moi qui le ferai!»

économie

ET FINANCES

performances

Hausses des prix de l'acier

LES PRIX DE L'ACIER des deux plus grands producteurs canadiens augmenteront d'environ 7 pour cent d'ici la fin du mois. Steel Co. of Canada et Dominion Foundry and Steel Ltd. ont en effet annoncé des hausses qui touchent un large éventail de produits. Entre autres, l'acier laminé utilisé dans la construction automobile et dans la fabrication d'appareils ménagers, comme les cuisinières et les lessiveuses, augmentera de sept pour cent chez Stelco et de 6,1 pour cent chez Dofasco. Ces compagnies avaient par ailleurs augmenté leurs prix d'environ 6,5 pour cent en moyenne en janvier dernier.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL a préparé le terrain pour huit sociétés étrangères désireuses de s'établir au Canada et deux autres qui se proposent de prendre le contrôle d'entreprises canadiennes. Les autorisations ont été données après que les propositions eurent été passées au crible par l'organisme fédéral de surveillance des investissements étrangers. Entre autres propositions, mentionnons celle de Haley Industries Ltd., de Haley, en Ontario, et de Bendix Corp., de Southfield au Michigan, relatives à l'établissement d'une fonderie à Farnham, au sud de Montréal. L'usine aurait une capacité annuelle de 20,000 tonnes de pièces de fonte. La production, destinée principalement à l'exportation, devrait démarrer vers le milieu de 1979. Selon le ministère, l'investissement dans cette affaire serait de l'ordre de 16,5 millions.

L'ALCAN fermera sa mine de spathfluor de Saint-Lawrence, Terre-Neuve, le 1er février. Cette décision réduira de \$10 millions les revenus nets de la compagnie pour la seconde moitié de 1977. La fermeture a été décidée parce que la mine n'était plus rentable. Cette installation à Terre-Neuve permettait à l'Alcan de combler depuis 1972 ses besoins en spathfluor, élément essentiel dans la production d'aluminium. La compagnie y avait investi plus de \$10 millions.

LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA

Dividende régulier

AVIS est par les présentes donné que le Conseil d'administration de La Banque Provinciale du Canada a déclaré un dividende de vingt-cinq cents par action sur le capital-actions versé de la banque pour le trimestre se terminant le 31 juillet 1977.

Ce dividende, portant le numéro 318, sera payable au bureau principal et à toute succursale de la Banque, le ou après le 1er août 1977, aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque le 30 juin 1977, à la fermeture des guichets.

Par ordre du conseil d'administration,
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
R. Cousineau
Montréal, le 17 juin 1977.

Contre-attaque des frères Loeb à l'offre d'achat de Provigo

par Michel ROESLER

La Bourse de Toronto a arrêté hier des l'ouverture toutes les transactions sur les actions de M. Loeb Ltd, dans l'attente d'une déclaration.

En effet deux des frères Loeb, Bertram et David, ont décidé de contrer l'offre de Provigo. Le 23 juin, on apprenait que Provigo avait acquis le quart des actions de Loeb, une importante chaîne de supermarchés installée aux États-Unis et au Canada. Pour accroître son contrôle, Provigo a offert aux actionnaires \$5 par action.

C'est à cette offre que les deux frères Loeb réagissent.

Bertram Loeb détient

14 pour cent des actions de la compagnie et son frère David, deux pour cent.

Par ailleurs, M. Richard J. Currie, vice-président senior de George Weston Ltd, a déclaré que l'offre des frères Loeb ne modifiait en rien l'entente signée entre sa compagnie et Provigo, en vertu de laquelle, George Weston cède ses 18,5 pour cent d'intérêts détenus chez Loeb.

Chez Provigo, on attend le début de la semaine prochaine pour commenter cette décision des frères Loeb.

Lorsque Provigo a acquis 25 pour cent des actions de Loeb, la direction du groupe québé-

cois ignorait de quelle façon les dirigeants de Loeb allaient réagir, mais s'attendait néanmoins à une réaction.

Les frères Loeb offrent aux actionnaires la possibilité de vendre leurs actions à un prix plus élevé que les \$5 proposés par Provigo.

Ils proposent aussi un versement en liquide aux actionnaires disposés à conserver leurs actions et à les déposer dans "un voting trust".

Aucun prix n'a été divulgué. Mais l'on sait que l'offre est valable à condition que les frères Loeb obtiennent 50,1 pour cent des actions de la compagnie.

Consommation record de pétrole dans le monde

par Maurice JANNARD

La consommation mondiale de pétrole dans les pays non-communistes a atteint le chiffre record de 44,2 millions de barils par jour en 1976, soit une augmentation de 6,8 pour cent par rapport aux 41,4 millions de barils de pétrole par jour en 1975.

Selon la revue Petroleum Economist, cette augmentation est due à la reprise de l'expansion économique dans plusieurs pays industrialisés et à la stabilité relative des prix du pétrole brut en 1976. L'on prévoit pour 1977 une hausse de 4 pour cent dans la demande annuelle des produits pétroliers.

Avec une consumma-

tion quotidienne de 16,5 millions de barils, les États-Unis sont de loin les plus grands utilisateurs de pétrole au monde, puisqu'ils comptent pour 37 pour cent de la demande mondiale en 1976.

La consommation américaine a dépassé celle de tous les pays de l'Europe de l'Ouest réunis et a atteint 13,2 millions de barils de pétrole par jour en 1976.

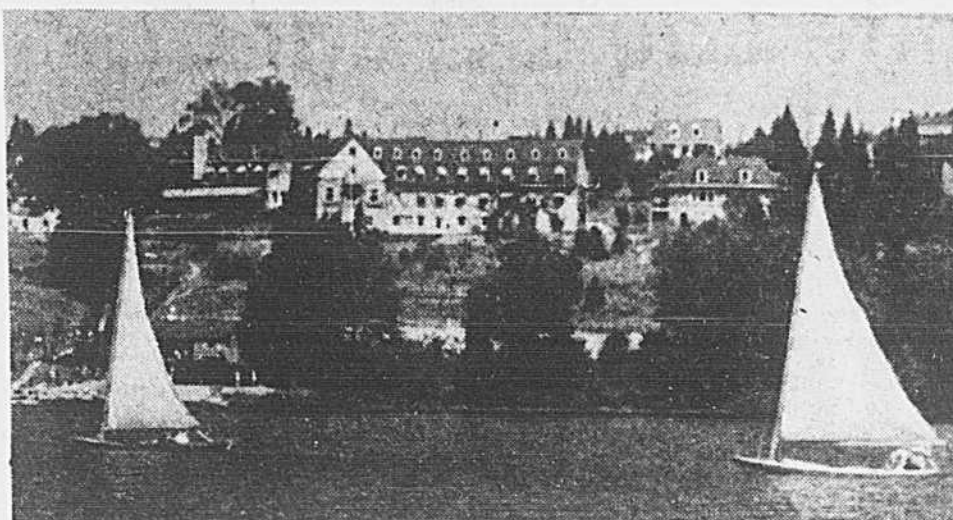
La demande canadienne pour les produits pétroliers qui était de 1,6 millions de barils par jour en 1975 a progressé de 3,1 pour cent en 1976 pour atteindre 1,7 millions de barils.

Depuis 1975, le Canada est devenu un importateur net de pétrole. Par exemple, en 1976, les

importations canadiennes de pétrole, dirigées vers le Québec et les Maritimes, ont atteint 680,000 barils par jour, tandis que les exportations de pétrole vers les États-Unis se chiffraient à 638,000 barils par jour.

Ce déficit énergétique ira en s'aggravant puisque l'Office national de l'énergie prévoit que la production locale de pétrole pourrait devenir inférieure aux besoins du Canada d'une quantité de 450,000 barils par jour en 1985.

En vue de réduire le plus possible ce déficit, le gouvernement fédéral a limité depuis le 1er juillet la quantité de pétrole exporté vers les États-Unis et mieux satisfaire ainsi les besoins intérieurs du pays.



LE CHANTECLER VENDU — Warnock Hersey International Limited a convenu d'une entente avec M. J.-N. Laurent Dupras pour la vente de son complexe hôtelier "Le Chantecler" à Sainte-Adèle, dans les Laurentides, pour une somme qui n'a pas été dévoilée. La transaction englobe toutes les opérations assumées jusqu'à maintenant par l'hôtel Chantecler Cie (1971) Limitée et Villa Chantecler inc. M. Dupras exploite déjà dans les Laurentides des complexes hôteliers, notamment Mont-Gabriel et Mont-Olympia.

Après le Palais du Commerce... le Palais des Congrès!

par Maurice JANNARD

Après le Palais du commerce, le Palais des sports et le Palais des glaces, le Québec aura son... Palais des congrès. C'est ainsi que sera désigné dorénavant le futur centre des congrès de Montréal. Comme à Paris, quoi!

Convoqués à une conférence de presse du ministre Duhaime, les journalistes espéraient bien que le représentant du gouvernement allait enfin dévoiler le site de ce fameux centre des congrès. Mais non! Toutefois, pour calmer l'attente, le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a annoncé que la décision sur l'emplacement du centre serait connue dans trois semaines.

Par ailleurs, com-

mentant une réunion qu'il avait eue précédemment dans la journée avec le maire Jean Drapeau, le ministre québécois a affirmé qu'il avait bon espoir que le gouvernement et la ville de Montréal en viennent à une entente définitive sur le sort de Terre des hommes. «Les négociations sur l'orientation et le partage des coûts de Terre des hommes devraient aboutir à un accord d'ici l'automne», a souligné M. Duhaime.

Malgré le nom somptueux, le ministre du Tourisme est convaincu que le budget de \$60 millions pour le centre des congrès sera respecté. Les groupes et les associations qui organiseront des congrès disposeront d'une salle de 100,000 pieds carrés qui pourra contenir 5,000 personnes. Des cloisons amovibles

permettront de transformer cette salle en 36 unités pouvant servir à des ateliers et réunissant de petits groupes de personnes.

Interrogé sur l'éventuelle participation du gouvernement fédéral à ce projet, le ministre Duhaime a affirmé qu'il n'avait reçu aucune proposition d'Ottawa concernant le centre des congrès.

Peut-être que les ministres fédéraux n'aiment pas trop la nouvelle appellation du centre...

Mais d'où vient cette «trouille du siècle»? Tout simplement d'un voyage récent de M. Duhaime en France. Car, comme le ministre l'a déclaré lui-même, «les Américains qui ont déjà connu le Palais des congrès à Paris ne seront pas trop déçus par celui de Montréal».

GAF se retire du marché de la photo

NEW YORK (AFP) — La grande société américaine diversifiée GAF Corp., affirmant que le marché intérieur américain des appareils photographiques est dominé par Eastman Kodak, a annoncé hier sa décision d'abandonner ses activités dans le domaine de la photographie.

GAF ne fabriquera plus et ne commercialisera plus des appareils photo ou des pellicules. Elle va vendre, d'autre part, ses usines de fabrication de caméras et de projecteurs de diapositives. Le département photo de GAF Corp. avait réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de \$371 millions qui s'était soldé par une perte de \$2,8 millions.

Les associés de
P. S. ROSS & ASSOCIÉS
ont le plaisir d'annoncer la formation de

**Charette,
Fortier,
Hauey & Associés**

conseillers en administration

Bureaux — Montréal, 1 Place Ville-Marie, 8ième étage (514) 866-8311
— Québec, 880 Chemin Ste-Foy, 8ième étage (418) 681-0081

tion non domiciliaire. Mais les prévisions d'acquisition de machinerie

et d'équipement sont en hausse de 2,7 pour cent. Tous les autres sec-

teurs montrent également une augmentation de dépenses d'exploita-

tion par rapport aux prévisions de Statistique Canada, au mois d'avril.



Philips Electronics Ltd met sur le marché un appareil capable de découvrir le contenu dangereux, une bombe par exemple, d'une lettre ou d'un colis. Appelé Mailscan, l'appareil est équipé d'un tube à rayons X qui peut, selon la compagnie, voir à travers les lettres ou les colis qui ont jusqu'à six pouces d'épaisseur. Si des fils électriques bizarres sont découverts dans le courrier, la société conseille d'appeler la police. Destiné à être utilisé par des administrations, l'appareil est vendu \$6,860, taxes non comprises.

Dépôt initial
minimum
\$5,000

DÉPÔTS GARANTIS
DÉPÔTS GARANTIS

1 an: 7 ³/₄ %
2 ans: 8 ¹/₄ %
5 ans: 9 ¹/₄ %

INTÉRÊT
SEMI-ANNUEL

INTÉRÊT
SEMI-ANNUEL

INTÉRÊT
ANNUEL

Fiducie du Québec
le "Trust" des Caisses populaires

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

Renseignez-vous à votre Caisse populaire ou
directement à la Fiducie du Québec,
Madame Germaine Laporte
Mademoiselle Linda Blondin

FIDUCIE DU QUÉBEC
5, Complexe Desjardins
C.P. 34, Place Desjardins
Montréal, Qué. H5B 1E4
Tél.: 281-8979

VANCOUVER

AMÉRICAINE

Index	Month	Year	ch.	ch.
1	1	1	1	1
2	2	2	2	2
3	3	3	3	3
4	4	4	4	4
5	5	5	5	5
6	6	6	6	6
7	7	7	7	7
8	8	8	8	8
9	9	9	9	9
10	10	10	10	10
11	11	11	11	11
12	12	12	12	12
13	13	13	13	13
14	14	14	14	14
15	15	15	15	15
16	16	16	16	16
17	17	17	17	17
18	18	18	18	18
19	19	19	19	19
20	20	20	20	20
21	21	21	21	21
22	22	22	22	22
23	23	23	23	23
24	24	24	24	24
25	25	25	25	25
26	26	26	26	26
27	27	27	27	27
28	28	28	28	28
29	29	29	29	29
30	30	30	30	30
31	31	31	31	31
32	32	32	32	32
33	33	33	33	33
34	34	34	34	34
35	35	35	35	35
36	36	36	36	36
37	37	37	37	37
38	38	38	38	38
39	39	39	39	39
40	40	40	40	40
41	41	41	41	41
42	42	42	42	42
43	43	43	43	43
44	44	44	44	44
45	45	45	45	45
46	46	46	46	46
47	47	47	47	47
48	48	48	48	48
49	49	49	49	49
50	50	50	50	50
51	51	51	51	51
52	52	52	52	52
53	53	53	53	53
54	54	54	54	54
55	55	55	55	55
56	56	56	56	56
57	57	57	57	57
58	58	58	58	58
59	59	59	59	59
60	60	60	60	60
61	61	61	61	61
62	62	62	62	62
63	63	63	63	63
64	64	64	64	64
65	65	65	65	65
66	66	66	66	66
67	67	67	67	67
68	68	68	68	68
69	69	69	69	69
70	70	70	70	70
71	71	71	71	71
72	72	72	72	72
73	73	73	73	73
74	74	74	74	74
75	75	75	75	75
76	76	76	76	76
77	77	77	77	77
78	78	78	78	78
79	79	79	79	79
80	80	80	80	80
81	81	81	81	81
82	82	82	82	82
83	83	83	83	83
84	84	84	84	84
85	85	85	85	85
86	86	86	86	86
87	87	87	87	87

[illegible]

Canalia	22900	36	34	36	-1	III Bmc	1900	23	20	20	-1
Carolin	13000	293	287	292	+7	Int'l py	4400	32½	32	32½	-2
Casino	2000	15	15	15		Ken E	1000	21	20	20	
Celico R	500	25	25	25		Knobby	8500	43	40	40	
Chnl Gld	1000	8½	8	8		Laura	13500	8	7	7	
Charltn	7500	44	41	41	-2	Lmc Res	8600	19½	19	19½	
Chaven	11500	210	201	201	-9						

Alcibiades	6	250	98	-1	Lodovico	2000	96	96	96	
Birce B	6250	150	203	27	M. M. Prc	1000	15	15	+1	
Jayme	4000	59	58	-2	Major	2000	42	42	-4	
Colby	16000	126	122	123	Mark V	3000	50	50	14	
Alcibiades	1500	375	375	375	Meston	8000	104	95	104	
A. Pr	5500	41	41	41	Sick	2000	26	26	26	
Tional	2500	89	86	89	Atad	1000	8	8	8	
Alcibiades	1500	22	22	22	Stad	2000	140	139	140	
Con Res	9700	146	130	134	-9	Andee	5700	120	115	120
E Bound	2000	26	26	26	+1	Musto E	29500	40	37	38
Kes Kco	8000	13	13	-2	Nevex	13500	13%	12	13%	
Silver	8000	52	50	52	Newcast	9000	13	13	-2	
Copre Lk	7000	27	27	-4	Nw Minn	10000	51	50	50	
Laurel	7635	41	40	+1	N Privr	6000	5/5	5	-	
Coor Lk	1500	164	164	164	Terr	1000	19	19	19	
Coyne	7500	99	90	95	+1	Nicola	18100	38	36	38
Rem	4500	17	16	17	Nrex res	8500	36	36	+2	
Alcibiades	1500	200	200	200	Strair	1500	223	223	223	
Duke Re	4500	24	24	24	N Harf	8000	22	22	-8	
Canbe	5000	225	220	225	+15	N Hart R	28000	26	26	+1
Brks	1725	23	23	+6	N Enrvy	200	170	170	170	
Dval Kes	225	8/4	8/4	8/4	Oabro	300	330	330	330	
Dual res	1000	96	95	96	P Cyps	6200	64	61	63	

(a)	CIBC 9%	2 janv. 1995	104%	105%
	Dofasco 10%	15 mai 1995	107%	108
	Dofasco 10%	15 mai 1996	104%	105
	Imp. Oil 9%	15 f6v. 1995	102%	102%
	B. Royale 10	1er d6c. 1995	106	106
	Stelco 9%	1er avril 1995	101%	102%
(c)	Steinberg 10	15 d6c. 1994	103	104
	Seagrams 9%	1er juin 1990	100	100%
	Seagrams 10%	1er juin 1995	107	108
(d)	B. Tor. Dom. 7%	1er avril 1993	99	99%
	IPL 10%	2 f6v. 1996	106%	107%

(a) Echangeables pour des obligations de 9% du 2 janv. 1985
(b) Echangeables pour des obligations de 10% du 1er déc. 1984
(c) Echangeables pour des obligations de 10% du 15 déc. 1984
(d) Echangeables pour des obligations de 7½% du 1er avril 1979

CONVERTIBLES		Offre	Dem.
Alta Gas 7 1/2	1er fév. 1990	160	165
Ashlands 5	15 janv. 1993	91	93
Dom. T. 5 1/2	15 oct. 1992	79	82
Hud. Bay 6	15 juil. 1993	91	93
IAC 9 1/4	15 juil. 1994	105	107
Moore C6	15 avril 1994	78	80
Pacific P 5	1er mai 1992	92	94
Westcoast 5 1/2	1er avril 1988	108	111
Labatt 9 1/2	1er juin 1995	110	112
T. Mt. 8 1/2	5 juin 1994		

	Values	Ventes	ha	Bas. Fer.	ch. Net
Boeing	11	538	574%	56%	574% +
Bois Cas	8	396	283%	277%	288% + 1/4
Jordan	10	130	353%	361%	361%
Horst W	10	120	26%	28%	28%
Valen	6	283	10%	9%	- 1/4 -
Infir. My	13	688	534	33%	33% - 1/4
Brown	14	14	9%	9%	9%
Drum	14	164	100%	100%	100%
Grunk	6	263	133%	133%	133%
Uddo	10	470	214%	d204%	214% +
Buddy C	4	146	214%	214%	214% +
Valen	7	4%	4%	4%	4%
Burl Ind	6	284	233%	222%	223% +
Burl Nor	4	214	524%	524%	524% +
Culligan	11	162	13%	13	13% +
Curf W	9	20	19%	19%	19% +
Cyrus M	25	33	21	20%	20%
Dan Riv	8	166	12%	12%	12%
Dart Ind	10	85	33%	37%	37%
Data Gn	19	94	49%	48%	49% + 1/4
Deere	7	1290	274	26%	274% +
Dexter C	10	21	27%	25	25%
Diam S	8	227	33%	33	33%
Digital E	20	495	49%	48%	48%
Disnev W	15	334	37%	36%	37% +
Diver In	3	1%	1%	1%	1%
Dow Ch	10	1141	33	32%	32%

BS	10	194	61%	60%	61	-	7%	Dug Lt	11	121	u21%	20%	21
PC Int	10	165	54%	53%	54%	+	1%	EastAir	4	229	7%	7%	7 1/2 +
Camp Sp	12	263	38 1/2	38 1/4	38%			Eas Kod	16	1845	61	60%	60%+
Cdn Pac	6	37	18 1/2	18 1/4	18%			FIP NG	9	373	19%	19%	19 1/2 +

Car	10	230	11	17%	17%	24%	1/4
Car	11	61	7%	6%	7%	1/4	
Car	12	10	1%	1%	1%	1/4	
Celane	13	48	4%	4%	4%	1/4	
Cessa	14	55	27%	26%	27%	1/4	
Chmp	15	682	21%	20%	21%	1/4	
Chmp	16	10	1%	1%	1%	1/4	
Choc	17	83	6%	5%	6%	1/4	
Chrc	18	6	5%	5%	5%	1/4	
Chrc	19	418	14%	13%	14%	1/4	
Chrc	20	12	62%	61%	62%	1/4	
Chrc	21	398	12%	12%	12%	1/4	
Chrc	22	1	26%	10%	10%	1/4	
Chrc	23	1	26%	10%	10%	1/4	
Chrc	24	2	19%	10%	10%	1/4	
Chrc	25	9	3%	6%	6%	1/4	
Chrc	26	725	22%	21%	22%	1/4	
Chrc	27	1	11%	11%	11%	1/4	
Chrc	28	81	32%	31%	32%	1/4	
Chrc	29	18	99%	98%	99%	1/4	
Chrc	30	10	34%	34%	34%	1/4	
Chrc	31	102	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	32	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	33	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	34	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	35	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	36	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	37	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	38	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	39	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	40	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	41	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	42	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	43	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	44	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	45	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	46	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	47	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	48	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	49	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	50	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	51	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	52	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	53	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	54	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	55	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	56	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	57	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	58	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	59	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	60	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	61	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	62	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	63	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	64	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	65	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	66	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	67	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	68	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	69	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	70	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	71	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	72	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	73	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	74	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	75	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	76	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	77	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	78	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	79	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	80	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	81	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	82	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	83	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	84	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	85	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	86	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	87	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	88	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	89	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	90	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	91	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	92	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	93	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	94	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	95	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	96	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	97	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	98	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	99	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	100	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	101	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	102	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	103	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	104	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	105	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	106	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	107	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	108	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	109	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	110	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	111	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	112	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	113	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	114	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	115	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	116	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	117	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	118	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	119	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	120	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	121	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	122	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	123	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	124	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	125	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	126	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	127	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	128	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	129	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	130	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	131	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	132	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	133	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	134	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	135	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	136	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	137	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	138	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	139	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	140	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	141	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	142	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	143	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	144	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	145	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	146	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	147	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	148	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	149	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	150	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	151	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	152	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	153	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	154	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	155	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	156	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	157	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	158	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	159	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	160	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	161	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	162	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	163	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	164	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	165	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	166	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	167	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	168	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	169	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	170	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	171	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	172	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	173	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	174	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	175	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	176	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	177	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	178	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	179	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	180	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	181	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	182	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	183	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	184	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	185	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	186	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	187	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	188	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	189	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	190	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	191	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	192	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	193	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	194	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	195	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	196	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	197	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	198	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	199	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	200	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	201	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	202	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	203	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	204	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	205	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	206	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	207	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	208	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	209	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	210	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	211	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	212	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	213	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	214	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	215	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	216	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	217	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	218	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	219	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	220	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	221	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	222	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	223	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	224	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	225	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	226	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	227	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	228	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	229	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	230	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	231	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	232	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	233	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	234	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	235	10	33%	34%	33%	1/4	
Chrc	236	10	33%	34%	33%	1/4	
Ch							

Comp SC	10	174	8 7/8	8 1/4	8 1/4 - 1/8	Gen Mar	7 1086	69 3/4	69 1/4	69 1/4
Conglom		135	17 3/4	17 1/2	17 1/2 + 1/8	G Pub Ut	8 679	20 3/4	20 3/4	20 3/4 - 1/8
Con Eds	5	1008	24	23 3/4	24 + 1/4	GTel El	9 662	33 3/4	33 3/4	33 3/4
Con Fds	8	113	27	26 3/4	26 3/4 - 1/8	Gen Tire	5 167	27 3/4	26 3/4	27 1/4 - 1/8

[illegible][illegible]

2	Bic Pen	8	10	11	10 ¹⁰	10 ¹⁰	- 1/4	Ryan Ho	11	87	173 ¹⁷	17 ¹⁷	17 ¹⁷	+
4	Bink Mf	7	2	16 ¹⁶	16 ¹⁶	16 ¹⁶		STP Cp	10	11	13 ¹³	13 ¹³	13 ¹³	
	Bow Vll	46	34	20 ²⁰	19 ¹⁹	20 ²⁰	+ 1/4	Salem C	7	73	15 ¹⁵	15 ¹⁵	15 ¹⁵	+
3	Bradf Cm	13	44	9 ⁹	9 ⁹	9 ⁹		Shelt		22	2 ²	2 ²	2 ²	+
	Brascen	3	21	13 ¹³	13	13 ¹³	+ 1/8	Soiltron	13	30	2 ²	2 ²	2 ²	+
	Breeze C	20	4	4 ⁴	4 ⁴	4 ⁴	+ 1/8	Sonder	6	21	12 ¹²	12 ¹²	12 ¹²	+
2	Browt E	8	2	14 ¹⁴	14 ¹⁴	14 ¹⁴	+	Sowdren	5	11	12 ¹²	12 ¹²	12 ¹²	+

Calcomp	8	17	3	25%	149	19	Sun Elec	12	82	27%	26%	100
Caraco	32	5	7	7%	7%	7%	Supercr	1	3 1/2	3%	3 1/2	100
CeXpro	10	5	5	5%	5%	5%	Susohdan	14	7	4%	4%	100
Chm	27	1	1	1%	1%	1%	Synalco	6	12	6%	6%	100
Chd Hydr	11	9	9 1/2	9 1/2	1%	1%	Syntex	9	199	19%	19%	100
Cdn Inf	10	28	21	20%	21	1%	Syst En	27	42	8%	7%	100
Cdn Int	12	1	1	1%	1%	1%	Telco	7	5	5%	5%	100
Cdn Mer	11	8	14	14%	14%	1%	Teleflex	7	4	16 1/2	16 1/2	100
Cmpg Oil	10	163	519	51%	51%	3 1/2	Terra C	6	20	11%	10%	111%
Chm	18	43	2	2%	2%	2%	Teststar	8	8	8%	8%	100
Chso	2	2	2	2%	2%	2%	Total Pp	10	163	9%	9%	100
Chsman	11	50	5%	5%	5%	5%	Total Pp	16	x50	20	20	100
Christian	8	85	15%	15	15	15	Trans Lux	3	150	3	150	100
Cin	10	100	100%	100%	100%	100%	Twinn Fair	10	8	4%	4%	100
Cin OG	18	64	11%	11%	11%	11%	Unat C	5	1%	1%	1%	100
Cont Mac	18	163	1%	1%	1%	1%	Unat C wt	2	1-32	1-32	1-32	100
Cont Mac	18	163	1%	1%	1%	1%	Unat C wt	2	1-32	1-32	1-32	100
Crysal	0	17	115%	17%	17%	17%	US F&I	11	104	17%	17%	17%
DATAP	10	171	14%	14%	14%	14%	US NRI	12	160	7%	7%	7%
Dat	8	11	1%	1%	1%	1%	Vicor C	10	16	7%	7%	7%
Diversy	10	38	17%	17%	17%	17%	Wackhnt	7	14	7%	7%	7%
Dome P	8	91	43%	43%	43%	43%	Walnoac	23	106	9	8%	8%
Dornier	15	2	14%	14%	14%	14%	Wang	14	168	100%	20	20%
Dur	11	4	4%	4%	4%	4%	Wor pl	6	133	12	11%	11%
Dynalac	29	44	4%	4%	4%	4%	Wor Work	8	133	12	11%	11%
Dynel El	28	94	7%	6%	7%	7%	War Har	81	48-13-16	4%	13-16	13-16
Edm	8	89	8%	7%	7%	7%						
Fed Re	5	9	10	10	10	10						
Fin Gen	5	10	10	10	10	10						
Fly Air	8	52	24	24	24	24						
Forest L	10	26	4	3%	3%	3%						
Frent Air	5	79	8%	8%	8%	8%						
Giant Y	86	14	6%	6%	6%	6%						
Grm Air	10	14	11%	11%	11%	11%						
GFLK Ch	14	2	38%	38%	38%	38%						
Gulf Cn	10	25	26%	26%	26%	26%						
Hartz A	10	35	11%	11%	11%	11%						
Hesbro	4	32	8%	8%	8%	8%						
HBY OG	9	58	38%	37%	38%	38%						

+3	Russky O	9	72	28%	27%	28% + 1/2			CUIVRE (fils et bores)
	Hysel	16	36	37%	34%	3% + 1/2			
+30	Imp O A	11	338	22	21%	21% - 1/2			comptant 723 50-724 00
+7	Instr Sy		98		11-16	3/4			à terme 742 50-743 00
+4	Int Bnkn	16	46	33%	33%	3% - 1/2			ventes 8,150 tons
-5	Iroquois	9	6	10%	10%	10% + 1/4			ETAIN (qualité ordinaire)
	Jetronic	9	3	2%	2%	2% - 1/2			comptant 6160-6167

[illegible]

14	14	14	10 1/2	Nemor	15000	5	4 1/2	5	+ 1/2	6	8
14	14	14	10 1/2	Nlag Struc	200	\$21	21	21	+ 3	21	18
9 1/2	9 1/2	- 1/2	10	Nick Rim	15900	15	14	15	- 1	16	10
19	20 1/4	+ 1	24 1/4	Noble M	3500	43	41	41	- 2	57	35
26	26	- 2	110	Noma A	200	\$5 1/2	5 1/2	5 1/2		4 1/2	4 1/2

[illegible]

Net	Voluers	Ventes Hour	Bos Farm	Ch.	Voluers	Ventes Hour	Bos Farm				
1/4	Pitney B	13 38	20%	20	20%	1/4	TRE Co	12 27	9%	9%	9%
1/4	Pittition	7 2371	26%	25%	25	1/4	TRW Inc	9 196	37%	37%	37%
1/4	Polareid	12 468	21%	21%	21%	1/4	Taft B	17 29%	28%	28%	28%
1/4	Port GE	13 358	20%	19%	19%	1/4	Tandy	6 875	27%	26%	27%
1/4	Potter	15 167	15%	15%	15%	1/4	Tandem wd	10 11%	11%	11%	11%
1/4	PULLA	13 144	31%	31%	31%	1/4	Tandycraft	6 20	11%	11%	11%
1/4	PCC	12 679	31%	31	31%	1/4	Technicr	8 76	39%	38%	39%
1/4	Rail P	12 165	21%	21%	21%	1/4	Telco	10 10%	10%	10%	10%
1/4	Raym Int	8 361	28%	28	28%	1/4	Tektrix	17 120	35%	35%	35%
1/4	Raym Int	10 253	31%	31%	31	1/4	Teldyn	5 858	57%	56	57
1/4	Reich R	12 165	21%	21%	21%	1/4	Telcom	10 10%	10%	10%	10%
1/4	Rein El	11 439	34%	33%	33	1/4	Tenneco	540 35%	34%	35%	35%
1/4	Rein Grp	5 304	26%	25%	25	1/4	Texaco	9 1938	30%	30%	30%
1/4	Rein Slt	12 165	21%	21%	21%	1/4	Tex Gif	15 302	23%	22%	23%
1/4	Rein Slt	26 121	15%	14%	14%	1/4	TFC	9 67	25%	25%	25%
1/4	Rexnrd	7 72	34%	34%	34	1/4	Tiger Inc	8 102	11%	11%	11%
1/4	Rev Mef	8 213	39%	38%	39	1/4	Time Inc	11 113	38%	37%	38%
1/4	Rife Adv	10 161	16%	16%	16	1/4	TMC	10 10%	10%	10%	10%
1/4	Rife Adv	10 101	16%	16%	16	1/4	TonkaCo	12 9	11%	11%	11%
1/4	Rockw	8 102	32%	32	32	1/4	TWA	199 10	9%	9%	9%
1/4	Ronson	12 339	60%	60%	60	1/4	Trans p2	9 67	25%	25%	25%
1/4	Rosario	17 72	23%	21%	21	1/4	Transp	9 941	16%	16%	16%
1/4	RSC Cola	8 278	18%	18%	18	1/4	Trnscor	7 6	9%	9%	9%
1/4	Rovl	12 339	60%	60%	60	1/4	Tranew	1 74	27%	27%	27%
1/4	SCM Co	6 1	24%	24%	24	1/4	Trucon	9 67	25%	25%	25%
1/4	S1 Reop	9 88	31%	31%	31	1/4	Twen C	15 262	21%	21%	21%
1/4	SFe Inc	10 632	52%	52%	52	1/4	UAL Inc	12 320	20%	20%	20%
1/4	S1 Reop	12 341	34%	34%	34	1/4	UAW	15 15	17%	17%	17%
1/4	Schmbro	18 605	67%	66%	66	1/4	UV Ind	5 15	19%	19%	19%
1/4	Schl	10 415	17%	17%	17	1/4	Unl NV	6 7	52%	52%	52%
1/4	Schl	12 91	21%	21%	21	1/4	Unl NV	5 20	17%	17%	17%
1/4	Shell Oil	7 285	34%	34%	34	1/4	UNO Cal	18 76	58%	58%	58%
1/4	Shell Oil	6 1	37%	37%	37	1/4	Un Pac	3 286	55%	55%	55%
1/4	Shell Oil	12 341	34%	34%	34	1/4	UPC	15 15	17%	17%	17%
1/4	Signal C	8 249	32%	32%	32	1/4	UFIN Cal	5 6	15%	15%	15%
1/4	Simmrn	14 27	16%	16%	16	1/4	US Gyps	12 244	25%	24%	24%
1/4	Singer	7 159	24%	24%	24	1/4	US Steel	9 676	38%	38%	38%
1/4	SK Co	12 165	21%	21%	21	1/4	US Steel	9 676	38%	38%	38%
1/4	Smith A	5 13	16%	16%	16	1/4	Venice	19 56	3%	2%	2%
1/4	Smith KL	15 154	37%	37%	37	1/4	Verco	21 203	17%	16%	17%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%
1/4	Soc	12 341	34%	34%	34	1/4	Waco	12 12	12%	12%	12%

Great Am	4	2	7	7	7	
GfLk Ch	14	2	38 1/4	38 1/4	38 1/4	+ 1/4
Gulf Cn	7	2	26 1/2	26 1/2	26 1/2	+ 1/8
Hartz M	10	35	11 1/4	11 1/4	11 1/4	

Jupiter	4	1	6¼	6¼	6¼	à terme	6180-6185
Kais In	3	489	5¼	5½	5¼ + ⅛	ventes	1.275 tons
Kewanee	12	129	43¼	43½	43½	ETAIN (qualité supérieure)	
Kin Ar	10	39	2½	2½	2½		

1977					1977					
Hour	Bas	Clct.	Hour	Bas	Volume	Hour	Bas	Clct.	Hour	Bas
57%	6%		7%	8%	Unican S	6200	153	150	+5	190
123	116	122	+7	150	Unicorp F	1205	125	125		133
24	22	22%	-2%	70	Am Ac 1p	100	541%	41%	41%	41%
177	170	177		9%	Unicard	2380	137	137		137
57%	7%	7%		8%	UGas A	44346	101%	101%	-14	104
57%	7%	7%		8%	UGas S/2	230	534%	24%	24%	24%
57%	7%	7%		8%	UGas C	217	534%	27%	27%	27%
57%	7%	7%		8%	UGas P	920	524%	24%	24%	24%
194	175	178	-7	195	85	Union Oil	2380	111%	111	
57%	7%	7%		8%	U Canst	100	512	12		12%
57%	7%	7%		8%	U Corp B	13507	52%	12		12%
31%	30	31		33	2323	U Keno	2434	511%	11%	11%
31%	30	31		33	2323	U Silcoce	459	58	7%	7%
31%	30	31		33	2323	U Wbrun	21700	58	7%	7%
31%	30	31		33	2323	U Wctn	133	57%	7%	7%
31%	30	31		33	2323	U Wctn	4300	36	36	
31%	30	31		33	2323	Univ Gas	16300	56%	5	6%
31%	30	31		33	2323	U Sections	2200	430	415	+35
31%	30	31		33	2323	Upp Can	122000	174	175	
31%	30	31		33	2323	V S Serv A	250	490	490	+15
31%	30	31		33	2323	Van Der	2950	297	290	290
31%	30	31		33	2323	Vendep	900	58	58	
31%	30	31		33	2323	Versatile	1100	512%	12%	12%
31%	30	31		33	2323	Versatil A	20950	513	12%	12%
31%	30	31		33	2323	Vespar	2453	15	15	
31%	30	31		33	2323	Vic G A	1850	513	13%	13%
31%	30	31		33	2323	Vip	734	33	30	
31%	30	31		33	2323	Voyager P	26800	104	295	300
31%	30	31		33	2323	Vulcan Ind	5950	581%	7%	7%
31%	30	31		33	2323	WCI Can	200	517%	17%	17%
31%	30	31		33	2323	Walax A	15453	517%	16%	16%
31%	30	31		33	2323	Walk G W A	43618	527%	26%	26%
31%	30	31		33	2323	Walsh	700	527%	26%	26%
31%	30	31		33	2323	Walk Redip	200	220	220	220
31%	30	31		33	2323	Warbird	28150	530	345	345
31%	30	31		33	2323	West Can	15000	540	140	
31%	30	31		33	2323	West Wor	17600	555	140	140
31%	30	31		33	2323	Westbne	20025	517%	11	
31%	30	31		33	2323	Westcoast P	45520	510%	9%	9%
31%	30	31		33	2323	Westcoast T	78787	511%	11%	11%
31%	30	31		33	2323	Westcoast P	8780	32%	32%	32%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%
31%	30	31		33	2323	Westco B/2	750	535%	55%	55%



"Nous avons donné une leçon aux Libyens dont ils se souviendront" déclarait le président Sadate. C'était avant l'attaque, la seconde...

"La démocratie a commencé..." — Juan Carlos

d'après Reuter, AFP, UPI
MADRID — "La démocratie a commencé", a déclaré hier le roi Juan Carlos en ouvrant officiellement la première session des nouvelles Cortes (Parlement) sortis des élections du 15 juin dernier.

S'adressant aux 350 députés et 248 sénateurs, le monarque a souligné que l'Espagne, en ce moment crucial de son histoire, devait éliminer pour toujours les causes historiques de ses conflits passés.

Juan Carlos, qui a été applaudi à la fin de son discours par presque tous les députés, dont Dolores Ibarruri (la Pasionaria), a indiqué que beaucoup restait à faire sur le plan démocratique. Outre la démocratie, il a évoqué deux autres grands thèmes: le problème des minorités régionales et les difficultés économiques.

C'était la première fois depuis 1923 qu'un souverain espagnol procédait à l'ouverture officielle du Parlement. Le dernier avait été Alphonse XIII, grand-père de Juan Carlos, qui allait être obligé de s'exiler huit années plus tard après la défaite des monarchistes aux élections municipales.

"Les différentes idéologies représentées au Parlement, a déclaré le roi, ne sont rien de plus que des façons distinctes de comprendre la paix, la justice et la

liberté, ainsi que les réalités historiques de l'Espagne."
Juan Carlos, qui est monté sur le trône à la mort de Franco, en 1975, a fait remarquer que son rôle n'était pas de proposer un programme législatif concret, ou même de grandes lignes d'action, mais de jouer un rôle d'arbitre entre les forces parlementaires. Il a cependant prié ces dernières d'œuvrer en faveur d'une société plus juste, plus égale, plus libre, afin d'éviter des troubles.

Le discours du roi a été jugé "bon, sans plus" par les chefs du Parti communiste, M. Santiago Carrillo. Quelques députés communistes, tous les députés basques et les députés minoritaires républicains du Parti socialiste ouvrier se sont abstenus d'applaudir le souverain. Le leader de ce parti, M. Felipe Gonzales, avait vainement demandé que l'ouverture du Parlement soit reportée parce qu'elle coïncidait avec le huitième anniversaire de la désignation de Juan Carlos comme successeur de Franco.

Pauvre Europe

BRUXELLES (AFP) — Plus de la moitié (52 pour cent) des habitants de la CEE estiment qu'ils doivent constamment s'imposer des restrictions, dont 11 pour cent d'entre eux sur leur alimentation, révèle un sondage d'opinion commandé par la Commission européenne et publié à Bruxelles.

Huit pour cent des Européens se considèrent comme réellement pauvres, c'est-à-dire au-delà de simples restrictions portant le plus souvent sur les vacances, le loisir, l'habillement, l'équipement ménager ou la voiture. La notion même de pauvreté, notion difficile à cerner en Europe, comparativement à d'autres pays du tiers monde notamment, ne prend pas en compte les mêmes critères. Plus d'un interviewé sur quatre estime que son revenu est inférieur à celui qui lui semble absolument nécessaire «pour des gens comme lui», souligne le sondage.

La proportion de personnes qui se considèrent comme pauvres est plus élevée en Irlande, en France et en Italie (40 pour cent), qu'au Danemark (19 pour cent), en Allemagne et aux Pays-Bas (16 pour cent).

Les raisons de cette pauvreté relative sont mises sur le compte de la «paresse ou de la mauvaise volonté des individus par 43 pour cent des Britanniques, tandis que 35 pour cent des Français et 40 pour cent des Italiens estiment que la pauvreté résulte des injustices de la société».

Après le bombardement ordonné par Le Caire Le conflit égypto-libyen menace de se généraliser

d'après Reuter, AFP, UPI, AP
Le bombardement par l'aviation égyptienne de la base libyenne Gamal-Abdel-Nasser, hier après-midi, fait craindre une escalade qui pourrait déboucher sur une guerre généralisée entre l'Égypte et la Libye.

Cette attaque, qui a gravement endommagé, selon un communiqué égyptien, les installations au sol ainsi que plusieurs avions, a été lancée pour riposter à trois bombardements exécutés par l'aviation libyenne dans la région de Salloum, soutient Le Caire.

Tous les avions égyptiens, ajoutent Le Caire, sont rentrés sains et saufs après le bombardement de la base Gamal-Abdel-Nasser, autrefois appelée El-Adem, située dans la région de Tobrouk, à 150 kilomètres de la frontière égypto-libyenne.

Rumeur d'invasion
Un porte-parole égyptien a démenti une information diffusée par l'agence libyenne Arna et selon laquelle des blindés égyptiens avaient déclenché une opération en territoire libyen. Il a démenti une autre information selon laquelle des parachutistes égyptiens auraient été lancés sur le village libyen de Qasr-el-Jidy.
«Nous avons donné à la Libye

une leçon dont elle se souviendra» a déclaré hier le président Sadate, dans un discours prononcé à l'occasion du 25e anniversaire de la révolution égyptienne que a mis fin à la monarchie. «Nous sommes prêts à recommencer aussi longtemps que ce maniaque (le colonel Khadafi, chef de l'Etat libyen) n'aura pas cessé de jouer avec le feu», a poursuivi le président de l'Égypte, qui prenait la parole avant l'attaque aérienne contre la Libye.

La médiation de Yasser Arafat
Alors que les canons s'étaient tus jeudi, après le raid égyptien de représailles contre le village libyen de Moassed, le bombardement de la base Gamal-Abdel-Nasser a provoqué de nombreuses réactions dans divers pays.

M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine, qui avait entrepris avant le bombardement une mission de médiation, devra plus que jamais user de toute sa diplomatie pour amener les présidents Sadate et Khadafi à éviter le pire.

Arafat s'est entretenu hier soir avec le chef de l'Etat égyptien à son retour de Libye où il avait conféré avec le dirigeant libyen, avant l'attaque contre la base de Gamal-Abdel-Nasser. Selon cer-

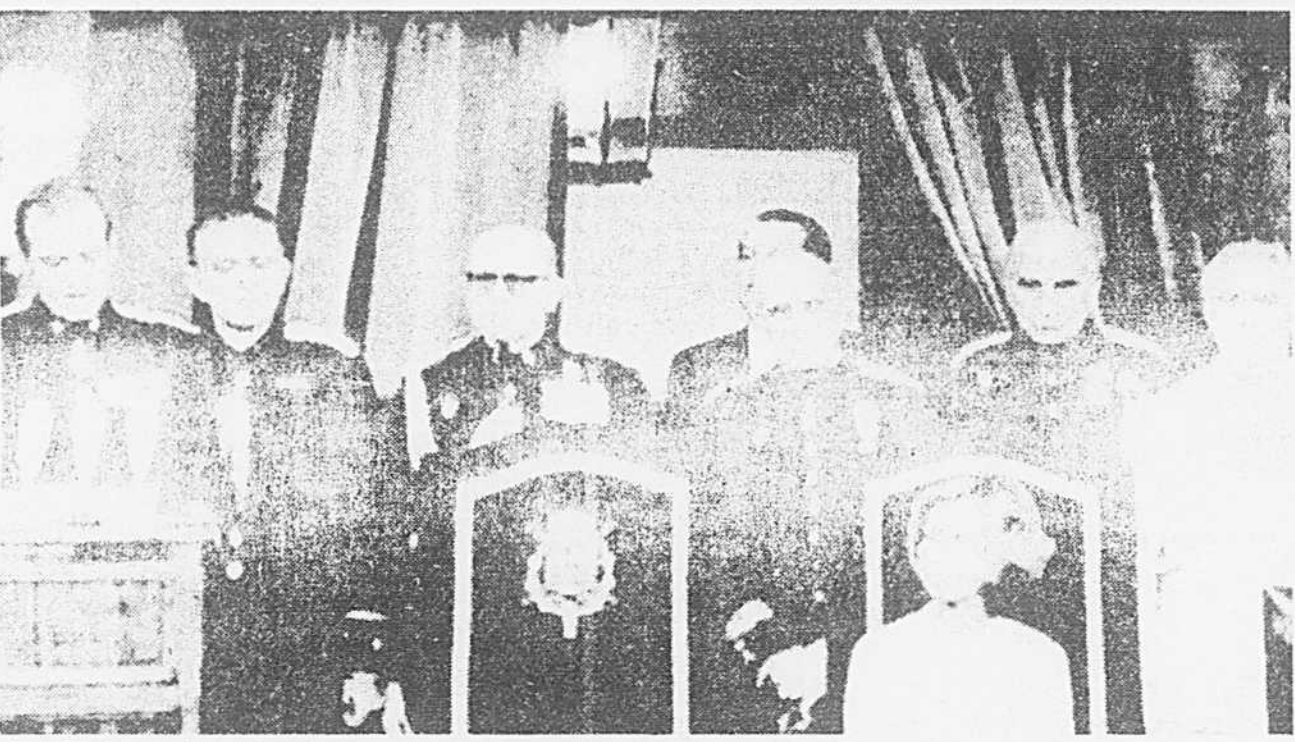
taines sources, l'attaque a eu lieu juste après le départ d'Arafat de cette base.

Dans son discours, hier, le président Sadate a qualifié le colonel Khadafi de «cas mental» et l'a accusé d'être l'agent d'une puissance étrangère (allusion à l'Union soviétique).

Messages de solidarité

D'autre part, la radio libyenne a souligné que les masses populaires de Libye ont exprimé leur soutien au colonel Khadafi et à toutes les mesures qu'il prendra pour la défense du territoire contre l'agression perpétrée par l'agent de l'impérialisme américain (Sadate).

Le Caire et Tripoli ont chacun fait état de nombreux messages de solidarité qu'ils ont reçus de l'étranger, avant le bombardement de la base de Gamal-Abdel-Nasser. L'Arabie Saoudite, le Soudan et le Tchad, notamment, appuient l'Égypte. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (ne pas confondre avec l'OLP) soutient la Libye. Par ailleurs, Radio-Moscou a souligné les «fâcheuses conséquences que le conflit égypto-libyen avait sur l'unité arabe». «Cela ne peut que plaire à Israël», a-t-elle ajouté.



Juan Carlos est devenu le premier souverain espagnol depuis 1923 à présider à l'ouverture d'un parlement librement élu.

La Chine en délire salue la seconde résurrection de Teng

d'après AFP, Reuter
PEKIN — Quelques minutes après l'annonce officielle de la réhabilitation de Teng Hsiao-ping, hier soir, Pékin a retenti de pétards saluant l'événement et par millions les habitants de la capitale sont descendus dans la rue dans un vacarme étourdissant.

Peu auparavant, tous les monuments publics s'étaient illuminés des milliers d'ampoules ornant leurs façades. Les colonnes de manifestants se sont vite mêlées les unes aux autres dans la chaleur moite de la nuit pour ne former qu'une foule joyeuse qui a l'unisson rendait hommage à l'ancien compagnon de Mao Tsé-toung.

Cette réhabilitation consacre le retour de la Chine populaire à une politique pragmatique et dynamique de développement économique et à une plus grande ouverture sur le monde extérieur. La radio a annoncé la nouvelle en même temps que l'expulsion du Parti communiste de la "bande des quatre" dirigée par la veuve de Mao, Chiang Ching.

Une seconde "résurrection"

Après une attente de six mois, la restauration de Teng dans toutes ses fonctions a été décidée à l'unanimité par le troisième plénum du comité central du Parti. Teng, qui est âgé de 73 ans, devient le numéro trois de la hiérarchie du Parti, derrière le président Hua Kuo-feng et le maréchal Yey Chien-ying. Il faudra attendre le onzième congrès du Parti, cette année, pour savoir s'il accèdera à de plus hautes fonctions, comme on s'y attend généralement. Le poste de premier ministre devrait normalement lui échoir.

Teng, par sa seconde réhabilitation politique, vient de réussir un tour de force unique dans l'histoire du communisme chinois et international. Par deux fois considéré comme le plus grand des dirigeants enga-

gés sur la voie capitaliste en Chine — de 1967 à 1973 puis d'avril 1976 à la chute du "gang des quatre" en octobre suivant — il s'est rétabli de ces mésaventures politiques et semble à présent en passe de devenir, pour longtemps, l'un des dirigeants chinois les plus puissants et les plus influents après le président Hua Kuo-feng.

L'euphorie qui a accueilli hier soir sa deuxième "résurrection" n'était qu'un début. Les manifestations se poursuivront aujourd'hui dans toute la Chine en l'honneur de celui qui, selon les officiels, a été victime des machinations de la veuve de Mao.

On note que c'est la première fois que des manifestations nocturnes d'une telle ampleur sont organisées pour un tel événement politique. Même pour la chute "du gang des quatre", en octobre 1976, la population de Pékin avait attendu le jour pour manifester. C'est la revanche de Teng Hsiao-ping.

En même temps que Teng, ce sont tous les programmes économiques — modernisation, gestion rigoureuse, efficacité, productivité — qu'il préconisait qui sont réhabilités.

Depuis octobre 1976, c'est-à-dire depuis la déchéance de la "bande des quatre", plusieurs conférences nationales sur l'agriculture et l'industrie notamment ont défini clairement la ligne de Pékin: développement économique accéléré, pour essayer de faire de la Chine l'un des pays les plus avancés du monde avant la fin du siècle.

Pour atteindre ce but, les héritiers de Mao ont décidé de ne pas seulement compter sur leurs propres forces, mais de faire appel à la technologie étrangère. Une mission de la Société nationale chinoise d'importation des techniques effectue actuellement pour deux mois et demi une visite de quatre pays européens, dont la RFA et la France, centrée sur l'industrie chimique et la fabrication des engrais.

Une majorité d'observateurs à Pékin considèrent que si Teng a été repêché une seconde fois de "la poubelle de l'histoire", c'est, comme en 1973, pour occuper à terme des fonctions très élevées,

comme peut être celle de premier ministre. Si tel était le cas, le duo Hua Kuo-feng — Teng Hsiao-ping remplacerait pour la Chine post-Mao le duo Mao Tse-toung — Chou En-lai.



Teng réhabilité, la "bande des quatre" dirigée par la veuve de Mao a été exclue du parti une fois pour toutes, déchu de tous ses postes à l'intérieur et à l'extérieur du parti, subissant ainsi le sort réservé dans l'histoire de la République populaire aux plus grands renégats.

dépêches

LE CANADA a décidé de transformer en dons tous les prêts déjà consentis au Mali au titre de l'aide canadienne au développement, annonce l'ambassade du Canada à Bamako. Cette décision, qui a un effet rétroactif, entraîne l'effacement de la dette de \$8.4 millions résultant de l'aide canadienne au Mali. Le Canada a également décidé que le Mali recevra les transferts de ressources canadiennes qui lui sont destinées sous forme de dons et de subventions, plutôt que de prêts, précise encore l'ambassade.

LE GOUVERNEMENT a approuvé une aide militaire de \$250 millions à Israël prévoyant notamment le financement de la construction d'un nouveau char — baptisé "Chariot" — capable de transporter des fantassins dans les zones d'opération. Selon des sources proches du Congrès, l'administration a décidé de vendre à Israël 60 à 100 avions F-16, mais elle s'est prononcée contre la production en commun de ces appareils. Bien qu'aucune décision n'ait été prise officiellement, il semble que Washington ne souhaiterait pas, pour des raisons de sécurité, qu'Israël ait accès à la technologie de fabrication du F-16.

AU PEROU, le gouvernement a pris des dispositions pour que les meneurs de la grève générale de mardi dernier, contre la hausse du coût de la vie, perdent leur emploi. Les sociétés privées et d'Etat ont été autorisées à renvoyer les responsables syndicaux ayant joué un rôle dans cette grève dont le bilan officiel, à Lima, a été de sept morts. Par ailleurs, dix extrémistes, dont l'ancien chef du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), M. Gonzalo Fernandez Gasco, ont été condamnés à des peines de vingt mois à sept ans de prison. Ils étaient accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat et de vol à main armée.

M. ANDREW YOUNG, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, entreprendra en août une tournée de dix pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes, a annoncé hier le département d'Etat. Il se rendra notamment en Haïti, où le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, M. Alejandro Orfila, est arrivé hier. M. Orfila, qui visite la région des Caraïbes, a été reçu par le "président à vie" Jean-Claude Duvalier et a eu des entretiens avec plusieurs ministres.

LE CHEF Kayser Matanzima, premier ministre du Transkei, a eu maille à partir avec les lois sud-africaines sur la discrimination. Un directeur du restaurant pour blancs à King Williams Town a refusé de le servir, arguant que la loi lui interdisait d'accueillir des clients noirs. Devant la foule qui s'était rassemblée pour assister à l'algarde, le chef Matanzima et ses trois gardes du corps africains ont refusé de quitter la table. Chef du gouvernement du premier bantoustan devenu indépendant, il affirmait que sa qualité de membre d'un gouvernement étranger lui donnait droit à être servi n'importe où en Afrique du sud. Il a eu gain de cause et il a été servi.

UNE PÉTITION portant 1,000 signatures et s'inquiétant du sort de 1,500 personnes disparues au Chili a été remise hier à l'ambassadeur de ce pays au Canada, M. Abelardo Silva Davidson. Des militants de divers groupes d'Amnistie internationale (Canada) ont établi la liste des personnes disparues après avoir interrogé des réfugiés chiliens. Selon le coordinateur d'Amnistie internationale pour l'Amérique latine, plusieurs de ces personnes sont mortes.

CINQ POLICIERS espagnols ont été condamnés hier, à Madrid, à des peines de prison s'échelonnant de deux à six ans pour avoir participé, l'hiver dernier, à une manifestation de rue organisée par des membres de la police et de la garde civile à l'appui de leurs revendications salariales. Au cours de cette manifestation, un général qui tentait de s'opposer à la progression des participants en direction du ministère de l'Intérieur avait été insulté et frappé.

UN DISSIDENT soviétique a fait parvenir à Amnistie Internationale une nouvelle étude approfondie sur les abus de la psychiatrie en URSS qui apporte une contribution importante à la compréhension de ce problème, estime-t-on. L'auteur, Alexandre Podrabinek, qui a déjà eu maille à partir avec le KGB, examine méthodiquement quelque 200 cas de victimes de traitements psychiatriques et indique les origines ainsi que les mécanismes du processus utilisé contre les dissidents.

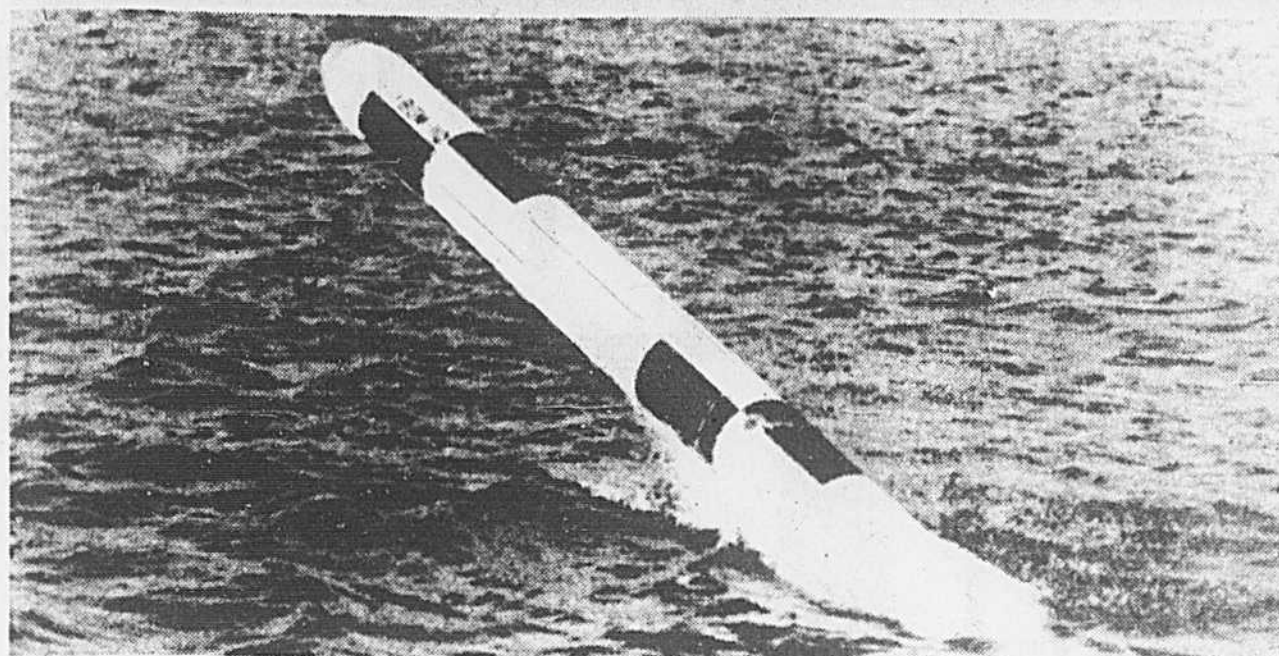


photo PA

Missile de l'avenir, le Cruise a relégué...

Carter relance son "troc stratégique"

d'après AFP, Reuter

WASHINGTON — Le président Carter vient de relancer publiquement sa grande idée d'un "troc stratégique" entre les Etats-Unis et l'URSS. C'est là l'un des points essentiels du discours qu'il a prononcé jeudi à Charleston, en Caroline du Sud.

Dans son discours de Charleston, M. Carter insiste sur le fait que le développement des "cruises", auquel il a sacrifié le mois dernier la construction du super-bombardier de la nouvelle génération, le B-1,

"vise à compenser la menace croissante pour nos capacités de dissuasion posée par les nouvelles forces stratégiques offensives soviétiques".

Quoique le président n'ait pas mentionné spécifiquement le type d'engins qu'il avait à l'esprit, il s'agit évidemment en premier lieu d'une invitation à Moscou à freiner le déploiement de ses nouveaux missiles mobiles lourds, les SS-18.

ON ne cache pas, dans l'entourage présidentiel,

que c'est là la menace jugée la plus sérieuse, puisqu'ils peuvent atteindre directement, si les Soviétiques prennent l'initiative d'une attaque nucléaire, les principales bases de lancement aux Etats-Unis même.

Bien que le thème abordé ait été essentiellement celui d'un accord "stratégique", on peut en outre se demander s'il n'a pas implicitement aussi laissé ouverte la possibilité d'un dialogue portant sur les bombes aux neutrons, classées comme "tacti-

ques". Il a, en effet, souligné qu'il cherchait pour la première fois à parvenir avec l'URSS à "des accords qui ne seraient pas rendus caducs par la prochaine percée technologique, à un compromis véritable".

On sait que le président Carter a annoncé à la fin de juin sa décision de poursuivre la production de ces engins, mais a réservé jusqu'à la mi-août sa décision quant à son déploiement.

Les SALT

Celui-ci est notamment prévu pour les forces américaines de l'OTAN en Europe occidentale, en tant que moyen de défense contre une éventuelle "kriegspiel" des blindés soviétiques qui créerait un minimum de destructions matérielles en territoire allié.

Mais la presse soviétique, ces dernières semaines, a fréquemment proclamé quela bombe à

neutrons "compliqueraient" sérieusement les négociations SALT. Elle ne rentre pas en principe dans les catégories couvertes par l'accord de principe de Vladivostok de novembre 1974, mais plutôt dans "les nouveaux développements technologiques, créant des inquiétudes nouvelles" évoquées par M. Carter à Charleston.

Actuellement dans l'impasse, les négociations stratégiques doivent reprendre en septembre, lorsque le secrétaire d'Etat Cyrus Vance rencontrera à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, son homologue soviétique André Gromyko. Il est très probable que ce dernier effectuera alors, comme chaque année, un voyage à Washington pour s'y entretenir avec le président américain.

La déclaration du président des Etats-Unis sur les relations soviéto-américaines, a fait l'objet hier de la part de l'agence Tass, d'un commentaire dont la modération a surpris les observateurs. Il fait suite en effet à des semaines d'attaques vigoureuses et répétées de la presse soviétique contre la ligne adoptée par la Maison-Blanche dans ses rapports avec le Kremlin.

La modération de la réaction soviétique se remarque surtout à propos des deux principaux points de divergence entre Washington et Moscou: la négociation d'un accord SALT II et la politique américaine d'armement, d'une part, la question des droits de l'homme, d'autre part.

Mais dans le même temps, le président a évité de parler des décisions de la présente administration de produire et déployer le missile "cruise", la bombe à neutrons et d'autres systèmes d'annihilation de masse qui compliquent sérieusement la réalisation des objectifs qu'il appelle de ses vœux, déclare Tass.

Les femmes ne sont plus au pouvoir...

COLOMBO (Reuter) — Il n'y a plus de femmes chef de gouvernement dans le monde. Après la retraite politique de Mme Golda Meir et le départ de Mme Indira Gandhi, Mme Sirinavo Bandaranaike, premier ministre du Sri Lanka (ex-Ceylan) vient de connaître elle-même une défaite électorale cinglante.

Son parti de la liberté, qui détenait 85 sièges dans la chambre sortante, n'en a recueilli que 5 aux législatives de jeudi qui ont vu le triomphe du Parti national unifié de M. Junius Jayewardene. Agé de soixante-dix ans, ce dernier devait prêter serment hier soir en tant que nouveau premier ministre.

Après avoir appris que le P.N.U. avait obtenu 134 des 168 sièges à la chambre M. Jayewardene a déclaré aux journalistes que son gouvernement aura pour tâche prioritaire de limiter l'augmentation du coût de la vie et de rétablir la situation économique.

Doyen de la politique du Sri Lanka, M. Jayewardene s'est déclaré "très satisfait" de sa victoire, mais il a dit être quelque peu embarrassé par son ampleur. "Cela me donne une terrible responsabilité", a-t-il expliqué car il n'y aura pratiquement pas d'opposition au parlement.

Derrière le P.N.U., qui a recueilli une majorité sans précédent dans l'histoire du pays, 17 sièges ont été obtenus par le parti fédéral Tamoul qui fait campagne pour la création d'un état indépendant dans le nord-est du pays.

Les observateurs politiques s'attendent que le nouveau gouvernement prendra diverses mesures radicales pour améliorer l'économie stagnante de l'île. Ils prévoient notamment une libéralisation des importations de produits agricoles pour permettre à la population de s'approvisionner facilement à des prix raisonnables, ainsi qu'une dévaluation de la roupie et des efforts pour attirer les investissements étrangers.

Pendant sa campagne, M. Jayewardene a insisté sur le fait qu'il était favorable à un Sri Lanka socialiste. A maintes reprises, il a affirmé qu'il ne reviendra pas sur la nationalisation par le gouvernement Bandaranaike des riches plantations de thé, d'hévéas et de cocotiers.

Mais il a également proposé la création d'une zone libre de 300 kilomètres carrés sur le modèle de Singapour, comme solution possible au chômage chronique du pays et aux problèmes de contrôle des changes. M. Jayewardene a aussi indiqué durant sa campagne qu'il n'était pas favorable à des changements majeurs de la politique étrangère du pays et qu'il soutenait à la fois le non-alignement et le projet de Mme Bandaranaike de zone de paix dans l'océan Indien.

Les élections de jeudi ressemblent étrangement à celles qui se sont déroulées au mois de mars en Inde où Mme Indira Gandhi a perdu le pouvoir qu'elle assumait depuis onze ans.

Mme Bandaranaike, qui a présidé aux destinées de son pays pendant une douzaine d'années depuis 1960 — elle a été écartée du pouvoir pendant cinq ans à la fin des années 60 — a toutefois conservé son siège de député avec une marge de plus de 10,000 voix.



téléphoto PA

En Asie, les mères, chefs de gouvernement, n'auront pas eu de chance cette année. C'est l'adieu au pouvoir... pour elles et leurs rejetons.

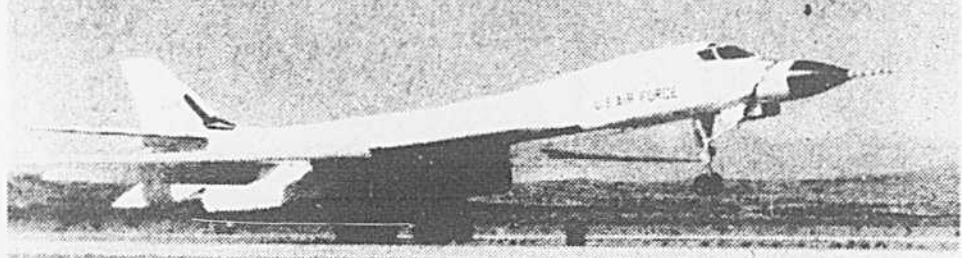


photo UPI

... le B-1 au musée de la quincaillerie

HORLOGERIE - BIJOUTERIE

A l'école — à la maison
Diplôme gratuit
Examen du ministère de l'Éducation
Niveau secondaire et recyclage
Permis No 749559
INSTITUT D'HORLOGERIE
DU CANADA LEE
1012 est, Mont-Royal, Montréal H2J 2K6
Tél.: 523-7623

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

COURS DE
FRANÇAIS ECRIT
ECOLE VIAU
374-1630

CHATELAIN BUSINESS COLLEGE

6897, rue Saint-Denis, Montréal
272-7944

Enseignement du secrétariat
au niveau secondaire IV et V, le jour.
Le secondaire III est requis pour être admis

Cours du jour et du soir
Prospectus ou entrevue sur demande

ESPAGNOL ITALIEN

un ou deux soirs par semaine
(25 cours)

Si vous désirez acquérir
des notions suffisantes pour vous débrouiller
dans la langue étudiée, inscrivez-vous sans tarder.
Début des cours
mardi le 20 septembre; jeudi le 22 septembre

Depuis 1940, plus de 12,000 personnes ont suivi nos cours

Tous les privilèges du membre: soirées de films, dîners-causeries, excursions, prix de faveur à plusieurs concerts et spectacles
Certificats et diplômes
Cours autorisés par le ministère de l'Éducation du Québec à titre de culture personnelle (soir)

Pour renseignements, écrivez ou téléphonez à
L'UNION DES LATINS D'AMÉRIQUE
844-6835 ou 844-2433

L'Union des Latins d'Amérique
59 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9

Je désire des renseignements ☐ D'ITALIEN
au sujet de vos cours ☐ D'ESPAGNOL

aussi votre dépliant
et un exemplaire de votre bulletin

NOM

ADRESSE

TÉL.

BILINGUISME FONCTIONNEL

L'anglais langue seconde. Le français langue seconde. Méthode directe avec support audio-visuel

SESSION D'ÉTÉ 1977 PROGRAMME INTENSIF

Le jour — commençant
le 4, le 18 juillet et le 1er août 1977
2 semaines — 60h — \$130.00

Heures d'affaires
lundi au vendredi
de 9h00 à 19h00
Samedi de 10h à 13h00

CENTREVILLE

Tests
tous les
jeudis de
16h 00 à 19h 00

1441, rue Drummond
849-5331, poste 723

REGIME D'ETUDE A TEMPS PARTIEL POUR LES TECHNICIENS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

En vue d'obtenir
LE BACCALAUREAT EN TECHNOLOGIE
dans les programmes de: construction civile/électricité/mécanique.

Le bachelier en technologie

Le bachelier en technologie est au départ un technicien qui a reçu une formation collégiale pratique, à laquelle on ajoute une formation universitaire.

Le bachelier en technologie reçoit une formation qui le prépare à exercer des fonctions axées sur la pratique, les procédés, l'opérationnalisation et enfin la supervision des travaux de construction et opérations industrielles.

La nature du travail du bachelier en technologie

Le bachelier en technologie est préparé plus particulièrement à oeuvrer à l'amélioration des procédés de fabrication, au développement de nouvelles méthodes et de nouveaux produits, et enfin, à l'organisation, au contrôle et à la direction des opérations industrielles et des chantiers de construction. Le domaine de l'entretien préventif et de la sécurité est l'un de ses champs de compétence.

Dès la sortie de l'Ecole, le bachelier en technologie est en mesure d'élaborer, mettre au point et améliorer des équipements et des procédés de fabrication, à en superviser l'opération, à évaluer le fonctionnement de machines complexes ou de systèmes, à analyser des données et prendre les décisions conséquentes, à assurer la liaison entre la gerance et des équipes spécialisées, à produire les rapports pertinents sur les projets dont il assume la responsabilité et enfin à surveiller et contrôler le progrès des travaux d'ingénierie.

Structure d'accueil

Diplôme d'études collégiales (DEC professionnel) ou diplôme d'un ancien institut de technologie du Québec dans un programme correspondant aux programmes de l'Ecole.

Adultes

Les candidats, âgés d'au moins vingt-deux ans, possédant des connaissances suffisantes et une expérience pertinente peuvent être admis sur recommandation du comité de sélection.

Ecole de technologie supérieure
a/s Registrariat, 180 est, rue Ste-Catherine
Montréal, Qué. H2X 1K9
Téléphone: (514) 282-7784

Université du Québec
Ecole de technologie supérieure

McGill

Éducation permanente

COURS DU SOIR DE LANGUES VIVANTES

A partir du 12 septembre

Certificats de Compétence en anglais et français

(Cinq niveaux de cours) Conditions d'obtention du certificat:
75% à l'examen de deux cours de 5e niveau.

Tests de classement: pour les cours d'anglais: les 2, 8, 10, 16
août à 19h. Pour les cours de français: les 1er, 9, 15 août à 19h.

Inscription pour le test de classement doit être déposée en personne
avant le 5 août.

allemand • espagnol • italien • russe

(Quatre niveaux de cours) Conditions d'obtention du certificat:
succès à l'examen du 3e niveau et 75% à l'examen du 4e niveau.

Autres Langues

arabe • chinois • grec moderne • japonais •
portugais • hongrois

Pour recevoir notre brochure veuillez adresser ce coupon à:
Centre for Continuing Education, Department of Languages,
McGill University, 772 ouest, rue Sherbrooke, Montréal H3A 1G1
ou composer: 392-4630

Non.....

Adresse.....

Téléphone.....

Le testament de Daigneault est déplorable

— le maire Corbeil

par Claude-V. MARSOAIS

Le président de la Conférence des maires de banlieue, M. Jean Corbeil, a qualifié hier de «déplorable» la façon dont le directeur de la police de la CUM, M. René Daigneault, s'est comporté en quittant son poste.

«Je comprends très bien le directeur Daigneault d'être amer après avoir vécu une situation aussi chaotique au service de la police, mais je ne crois pas que c'est en accusant tout le monde qu'on va améliorer les choses», d'affirmer M. Corbeil, en ajoutant qu'il aurait préféré que le directeur fasse des propositions positives avant de partir.

Conscient qu'un peu tout le monde a contribué à la dégradation du climat à l'intérieur du service de police, le maire d'Anjou estime que plus tôt on oubliera le passé mieux ce sera.

M. Corbeil estime qu'il n'y a pas lieu de mettre la hache dans les structures qui composent le Service de police de la CUM, car une telle démarche risquerait d'envenimer encore plus le climat. Aussi, il se dit convaincu que les amendements prévus par le projet de loi 41 du ministre Bédard permettront une revalorisation de l'appareil policier sur l'île de Montréal même s'il ne s'agit que de mesures transitoires.

D'accord sur un point

Pour sa part, le représentant des villes de banlieue au Conseil de sécurité publique, M. Yves Ryan, soutient que le règlement de comptes du directeur Daigneault constitue un exercice futile. «J'estime qu'il faudrait une analyse détaillée des critiques de M. Daigneault, qui amènerait certainement des réformations dans plusieurs cas. J'ai bien lu le mémoire du directeur et je suis d'accord sur un point avec lui. C'est lorsqu'il dit: «Indépendamment du malaise, réel de leur satisfaction ou de leur insatisfaction, le Service de la police ne fonctionne pas».

Pour le reste, M. Ryan est d'avis qu'il n'y a rien de constructif dans le testament Daigneault et qu'il ne fait que miner un peu plus la confiance du public et des 5,500 membres de la force policière. «Je pense qu'il faut donner une chance au projet de loi du ministre Bédard d'être vécu et je souhaite qu'il soit adopté de toute urgence car la police, le public et les responsables ne peuvent plus rester assis plus longtemps entre deux chaises».

CONCOURS président

Gagnants "10-vitesses"

Cristaux de saumon président

Félicitations aux 12 gagnants.

Jean Forest, 5497 boul. St-Michel, Montréal, Québec.

Maurice Normand, 121, 11e Avenue, Drummondville, Québec.

Eric Sigouin, 4155, allée Dumont, Montréal, Québec.

André Paquin, 110 Beaulieu, Ste-Geneviève, Québec.

Jean-Paul Houde, 4533 St-André, Montréal, Québec.

Gérald Jetté, 2505 O'Brien, St-Laurent, Québec.

Nathalie Monette, 4369 Coolbrook, Montréal, Québec.

Sylvie Lacelle, 6319 rue Fabre, Montréal, Québec.

Lise Lacroix, 3620 boul. Ste-Rose, Fabreville, Québec.

Ginette St-Pierre, 184 St-Nicholas, St-Eustache, Québec.

Mariette Raymond, 10358 Pélouin, Montréal, Québec.

Claire Houde, 4533 St-André, Montréal, Québec.

La maison Ernest St-Arnaud Inc., fabricant de produits alimentaires de haute qualité, remercie tous les participants de l'intérêt manifesté envers ce concours.

Woolco

SOLDE DE FIN DU MOIS

LUNDI ET MARDI, JUSQU'À ÉPUISEMENT DU STOCK

OFFRES SPÉCIALES DU LUNDI

ALLUME-CHARBON DE BOIS
Pratique et économique, cet allume-charbon de bois vous est offert en format géant de 48 oz (1.37 l). Idéal pour les barbecues, les grillades, etc.

76¢
PAPIER HYGIÉNIQUE
Papier hygiénique de marque connue vendu en paquet de 2 rouleaux. Ce papier double épaisseur est doux et absorbant. Plusieurs couleurs.

2 paquets 99¢

OFFRE SPÉCIALE

SERVIETTES EN PAPIER

Ces serviettes en papier, si pratiques et si absorbantes, vous sont offertes en paquet de 180. A ce prix, c'est une occasion!

le paquet 88¢

VÊTEMENTS POUR DAMES

TRICOTS VARIÉS POUR DAMES
Grand choix de tissus: acrylique, coton, polyester, etc. Modèles à manches courtes ou sans manche. Assortiment de couleurs. P.M.G.

\$2

PANTALONS POUR DAMES
Confectionnés en polyester; modèles à taille élastique ou à ceinture. Couleurs variées. Série de tailles interrompue 8 à 18.

\$3

SACS À MAIN POUR DAMES
Jolis sacs en polyuréthane. Modèles à bandoulière, simple ou double. Couleurs variées. Profitez de notre offre à prix rabais!

\$3

HOMMES ET GARÇONS

CHEMISES ET POLOS POUR HOMMES
Grande variété de chemises à manches longues en coton et polyester, de polos à manches courtes. Offerts en teintes populaires. P.M.G.

\$7

POLOS POUR HOMMES
Confectionnés en coton et polyester, pour un entretien facile. Modèles à manches courtes. Choix de rayures de couleurs variées. P.M.G.

\$8

POLOS ET DEBARDEURS POUR GARÇONS
Grand solde de tous nos polos et débardeurs pour garçons. Profitez de cette offre à prix imbattable. Tailles 8 à 16.

1.57 à \$4

CHAUSSURES

SANDALES POUR FILLETES
Jolies sandales de couleurs variées. Choix de différents modèles, tous offerts à prix réduit! Procurez-vous en plusieurs paires.

\$3

SANDALES POUR HOMMES
Confortables sandales à courroies croisées. Offertes en teintes de brun ou de havane. Ne manquez pas d'en profiter!

\$5

Aliments prêts à emporter



DELICIEUX JAMBON CUIT

Ce jambon cuit, approuvé par le gouvernement fédéral, est parfait pour les sandwichs ou les buffets froids. Tranché selon votre demande.

1.89 lb

Offres spéciales dans l'allée centrale

BICYCLETTE 10 VITESSES POUR HOMMES
Cette bicyclette de course a un cadre de 22 1/2" et des pneus de 27" x 1 1/4"; dérailleur Shimano; freins arrière à disque. Bleu denim.

\$110

FLOTTEUR AQUA AID
Ces flotteurs sont dotés de deux chambres de flottaison pour plus de sécurité. Courroie réglable. Grande liberté de mouvement.

2.98

SAC DE COUCHAGE
Dessus en 100% polyester, doublure en 100% coton. Glissière pleine longueur; mesure environ 28" x 70".

\$12

RAYON DES JOUETS

ANIMAUX DE PELUCHE

Vaste choix de modèles et de coloris. Les tout-petits les aimeront sûrement!

PRIX WOOLCO \$4

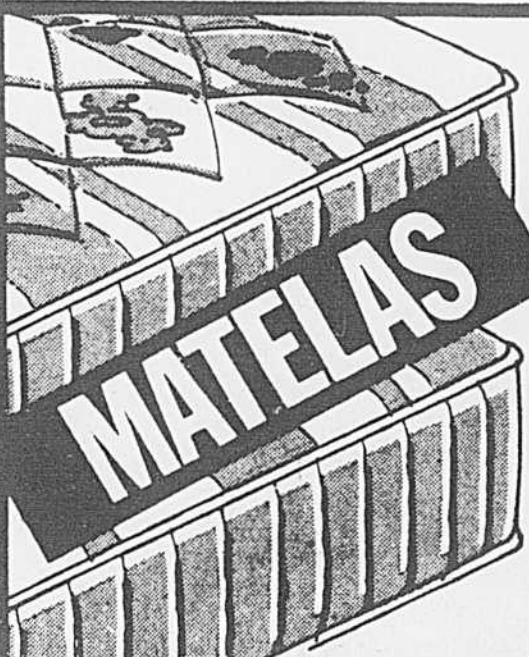
JOUETS POUR LA PLAGE
Nous vous offrons une vaste gamme de jouets en plastique pour la plage. Ils feront la joie des petits! Venez faire votre choix!

\$2

ARTICLES DIVERS

LE SUPER SHOOTER DE POLAROID
Cet appareil est équipé d'un objectif à 3 éléments et développe les photo-couleurs en 60 secondes et en noir et blanc en 15 secondes. Utilise 5 genres de films.

\$23



SOMMIER OU MATELAS "EXECUTIVE" DE BODI-GUARD

Matelas à coutil piqué à aiguilles multiples à de la mousse. Nombreux ressorts. Oeilletons d'aération sur les bords. Sommier à support ferme. Au choix:

39" 124⁹⁵

48" ou 54" 144⁹⁵

60" x 80" 349⁹⁵

ENSEMBLE POUR LE GOLF

CHI CHI RODRIGUEZ
Comprend 3 bois et 8 fers. Toutes les poignées sont en cuir. A ce prix exceptionnel, c'est une occasion unique!

\$75

TENTE EN NYLON
Modèle en nylon résistant à l'eau, à la moisissure et aux déchirures. Porte-moustiquaire à glissière. Environ 7' x 7' x 5'8" avec murs de 18". Pour 3 personnes.

\$30

MATELAS PLIANT
Ce matelas pour deux personnes a une bourre en polyuréthane; dessus en coton et envers en vinyle. Mesure environ 48" x 72".

\$30

ARTICLES DE SPORT

MOTEUR A ESSENCE ESKA

Moteur 5 hp refroidi par air et mécanisme intérieur par eau. Système d'allumage entièrement transistorisé. Pèse environ 39 lb.

287.99

BICYCLETTE PLIANTE
Bicyclette à guidon surélevé avec freins sur moyeu; garde-boue chromés. Porte-bagages à l'arrière. Pneus à flanc blanc. Roues de 20". Orange.

\$60

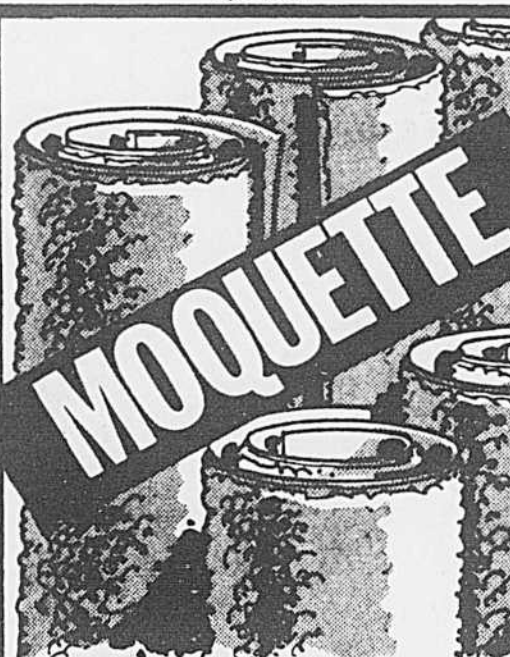
CENDRIER EN ALBATRE CALCAIRE

Ces magnifiques cendriers vous sont offerts en plusieurs teintes. Choix de 3 diamètres. Ils ajouteront une note d'élégance à votre décor.

Petit 1⁷⁷ Moyen 2⁷⁷ Grand 3⁷⁷

ENSEMBLE 5 PIÈCES POUR LA CUISINE
Cet ensemble se compose de 4 chaises et d'une table rectangulaire aux coins arrondis. Rallonge. En érable, cet ensemble est absolument ravissant!

\$297



MOQUETTE SAXONY LUXUEUSE ET ÉPAISSE

Cette superbe moquette à longs poils en 100% nylon est très résistante et est à l'épreuve des mites. Facile d'entretien. Envers en jute. Offerte en teintes unies: beige, blanc perle, chocolat, ton or et vert gazon. Prix courant Woolco 11.95 la verge carrée.

8.99

la verge carrée

OFFRES SPÉCIALES DU MARDI

CHAUSSETTES EN NYLON POUR HOMMES
Ces chaussettes en 100% nylon vous sont offertes dans une vaste gamme de couleurs ravissantes. Une pointure pour 10 à 13. A ce prix, c'est une occasion à ne pas manquer!

2 paires pour 1.39

INSECTICIDE RAID
Insecticide Raid en aérosol vous débarrassera des mouches, moustiques, etc. Les enfants ne pourront l'utiliser grâce à son bouchon spécial. Vendu en format de 12.2 oz (346 g).

2.19

QUINCAILLERIE

BECHE ROTATIVE

Cette bêche rotative a un moteur de 5 HP; 3 largeurs de bêche: 28", 20" ou 12". Economisez en cultivant vos légumes et vos fruits!

\$239

BARBECUE MECO

Parfait avec son couvercle qui garde la chaleur, son gril réglable et ses 2 tablettes si pratiques. Offert en vert seulement.

73.97

TONDEUSE GREEN ROCKET DE 19"
Dotée d'un moteur Briggs et Stratton de 3.5 HP cette tondeuse à essence est idéale pour entretenir vos pelouses facilement. Sac à herbe non compris.

\$89

PAPIER PEINT ET PEINTURE

PEINTURE RESOLAC

Latex blanc pour l'intérieur ou email semi-lustré. Idéal pour la cuisine, la salle de bains, etc. A ce prix, c'est une offre à ne pas manquer!

5.77 gal. latex

6.99 gal. email

PAPIER PEINT IMPORTÉ

Papier peint encollé et importé de Hollande; offert en plusieurs délicieuses motifs. Vendu en rouleau de 20'3" x 32'8". Couvre 55.4 pieds carrés.

le rouleau 4.99

TEINTURE POUR LE BOIS

Cette teinture T.P.V. s'utilise aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Teintes de cèdre, noyer ou de séquoia.

5.59 gal.

CENTRE DE L'AUTO

ADDITIF D'ESSENCE

Additif pour l'essence STP vendu en format de 15 oz. Pour voitures neuves ou usagées. Limites 2 par client.

1.47

CIRE POUR VOITURE TURTLE WAX

La cire en pâte "Super hardshell" rendra votre voiture éblouissante. Vendu en format de 14 oz.

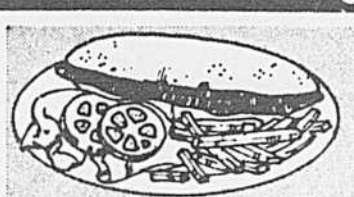
2.27

NECESSAIRE POUR VIDANGER L'HUILE

Comprend un solide bec verseur, une clé pour filtre à l'huile et un bac à vidange. Une façon pratique d'économiser!

3.97

Menu du Café Rouge



DELICIEUX SANDWICH AU BIFTECK GARNI

Succulent sandwich au bifteck servi avec rondelles d'oignon frites, pommes frites, laitue et tranches de tomate.

PRIX WOOLCO 1.39

EN VENTE DANS TOUS LES MAGASINS
WOOLCO DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE



VENEZ AU CAFÉ ROUGE
POUR UN GÔTER FRUGAL
OU UN COPIEUR REPAS!